MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Quarante-quatrième séance – Mardi 23 mars 2010, à 20 h 30

Présidence de M^{me} Vera Figurek, présidente

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. Manuel Tornare*, conseiller administratif, *M. Christian Lopez Quirland*, M^{mes} *Maria Pérez*, *Annina Pfund* et *M. Jean Sanchez*.

Assistent à la séance: *M. Rémy Pagani*, maire, M^{me} *Sandrine Salerno*, vice-présidente, MM. *Patrice Mugny* et *Pierre Maudet*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 12 mars 2010, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 23 mars et mercredi 24 mars 2010, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Motion du 23 mars 2010 de MM. Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Alexandre Chevalier, Rémy Burri, Alexandre Wisard, Fabien Sartoretti, Grégoire Carasso, M^{mes} Catherine Buchet-Harder, Salika Wenger et Isabelle Brunier: «Pour fêter ensemble la nouvelle année dans la Vieille-Ville de Genève!» (M-905)¹.*PROJET DE MOTION*

Considérant:

- le succès rencontré par l'organisation d'une fête du Nouvel-An, la nuit du 31 décembre, dans la Vieille-Ville de Genève;
- la dimension sociale et intégrative d'un événement réunissant toutes les couches de la population;
- la possibilité de faire rayonner Genève dans sa dimension internationale par ce type de manifestation;
- les retombées touristiques d'une telle fête;
- la déception des habitants de la ville et du canton face à la suppression de l'édition 2009 de cette fête, suite au désistement d'un organisateur privé,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de prendre contact avec le Canton et Genève Tourisme afin de dégager un potentiel commun permettant désormais l'organisation d'une grande fête populaire dans la Vieille-Ville de Genève;

¹ Annoncée, 5087. Motion d'ordre, 5088.

Motion: fête du Nouvel-An

- d'en informer l'Association des habitants du centre et de la Vieille-Ville (AHCVV), l'Association de la Vieille-Ville (commerçants), voire de les associer à la démarche en fonction de l'intérêt manifesté;
- de faire un appel à projets en fonction des moyens disponibles et de choisir l'organisateur le mieux habilité à réaliser cette fête;
- de concrétiser ce concept dès le 31 décembre 2010.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, j'aimerais d'abord vous remercier d'avoir accepté de traiter en urgence la motion M-905. En effet, elle est liée à la nécessité d'organiser une manifestation dont la préparation demande du temps. Nous voulons qu'un appel à projets soit lancé; nous devons ensuite nous donner le temps d'examiner les projets que nous feront parvenir les personnes ou les groupements susceptibles de se lancer dans l'organisation d'une fête pour Genève et ses habitants au centre-ville. Nous pensons que c'est intéressant.

Durant quelques années, un organisateur privé a eu la bonne idée d'organiser la fête du Nouvel-An – avec l'appui de la Ville de Genève, d'ailleurs – et les Genevois étaient ravis. Je sais que certains habitants du quartier sont gênés par le bruit que ces festivités occasionnent le 31 décembre mais, si les gens n'ont pas envie de sortir dans la rue pour clamer leur joie un jour pareil, comme dans toutes les grandes capitales du monde, c'est que Genève a un véritable problème!

Nous sommes plusieurs à penser qu'il faut vraiment remettre l'idée d'organiser une fête du Nouvel-An sur le métier, et nous donner le temps de le faire dans les meilleures conditions possibles. C'est important pour la population, car ces moments offrent une occasion de concrétiser le lien social; il faut réunir les gens! De plus, le tourisme y trouverait lui aussi son compte. Jusqu'à présent, les touristes qui visitent Genève en hiver sont un peu perplexes devant la morosité qui y règne le 31 décembre.

Tout le monde n'a pas les moyens d'aller en boîte pour fêter la nouvelle année, ni de se payer un grand restaurant; une fête populaire a donc tout son sens. Plusieurs personnes dans cette enceinte ont été très sensibles à cet argument.

Telles sont les raisons pour lesquelles je vous demande, Mesdames et Messieurs, de voter la motion M-905 et de la renvoyer directement au Conseil administratif. Il vrai que nous voulons avancer rapidement, et nous pensons que le Conseil administratif a le devoir de prendre contact avec le Canton et les associations d'habitants concernées pour les inviter à participer – si elles le veulent – au lancement du projet et à l'organisation de la fête elle-même. Renvoyons donc cette motion au Conseil administratif, afin de pouvoir mettre sur pied à Genève

une fête du Nouvel-An qui en vaille la peine, pour la plus grande joie de tous ceux qui souhaitent vraiment vivre un bon moment lors du passage à la nouvelle année!

M. Alain de Kalbermatten (DC). Chers collègues, je ne répéterai pas tout ce qu'a dit mon estimé et sage collègue Jean-Charles Lathion. Pour ma part, j'aimerais parler ici de la jeunesse, lasse de déprimer lors des fêtes du Nouvel-An. Elle a un grand besoin de rêver, et j'ai avec elle un rêve commun que je veux partager avec vous ce soir. Mon rêve est de voir une Genève festive, heureuse, en communion avec ses différentes générations et cultures.

Je rêve d'un feu d'artifice, comme à Rio, à Sidney, à Londres, à Paris ou à New York, où citoyens et touristes sableraient le champagne sur la plage de Wisard – pardon, de Cramer... – avec le jet d'eau en arrière-fond, bien entendu. Je rêve d'une Genève phare où les touristes du monde entier viendraient faire la fête. Nous voulons une ville qui rayonne et qui capte l'attention de tous les peuples du globe. Mais je le concède: avant de réaliser pareil fantasme, il serait sage de trouver une solution pragmatique. Ainsi, comme l'a dit Jean-Charles Lathion, les Genevois qui n'ont pas la chance de passer les fêtes de fin d'année à Verbier ou à Crans-Montana pourraient se retrouver dans les rues et fêter dignement l'an nouveau. Cet aspect social intergénérationnel engage notre responsabilité.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, avant de réaliser mon rêve – votre rêve! – il faut afficher une réelle volonté d'atteindre ce modeste objectif. (*Brouhaha.*)

La présidente. S'il vous plaît, pourrions-nous écouter le jeune de Kalbermatten?

M. Alain de Kalbermatten. Merci, Madame la présidente! Le Parti démocrate-chrétien invite le Conseil municipal à voter la motion M-905. J'en profite pour vous souhaiter une excellente année, Mesdames et Messieurs, avec beaucoup d'avance ou un peu de retard!

Préconsultation

M. Jacques Baud (HP). Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, sur toute la planète, dans toutes les grandes et les petites villes, les municipalités organisent le passage à l'an nouveau avec de grandes fêtes populaires. C'est le cas partout, sauf à Genève, qui se change alors en ville morte. Je

rappelle que Genève est la capitale du monde, vous semblez l'oublier! C'est dans notre ville que se décide une grande partie de ce qui se passe sur notre planète.

La municipalité a le devoir – le Canton ne faisant rien, comme d'habitude – de montrer que Genève est une ville ouverte, lumineuse, et de faire une fête pour sa population et les étrangers qui vivent ici – il y en a beaucoup, notamment parmi les fonctionnaires internationaux. Il faut montrer que Genève vit et qu'elle sait fêter dignement l'an nouveau. Je suis donc favorable à la motion M-905, et je souhaite que vous le soyez tous aussi, Mesdames et Messieurs!

M. Pascal Rubeli (UDC). Mesdames et Messieurs, chers collègues, Genève est la capitale du monde... C'est une ville ouverte et multiculturelle; c'est la ville des familles – or, les familles doivent s'amuser! En effet, les gens doivent profiter des moments festifs. Comme je l'ai dit lors du vote sur l'urgence de cette motion, nous ne sommes pas du tout opposés à l'organisation de la fête du Nouvel-An, car elle est nécessaire. En période de Noël, il y a ceux qui peuvent partir – il y en a malheureusement de moins en moins – et ceux qui restent, à qui la Ville doit quelque chose. Elle doit leur permettre de fêter l'an nouveau de manière sereine et festive, avec plaisir.

Lors du vote de tout à l'heure, nous avons refusé l'urgence de la motion M-905, peut-être parce que ceux qui l'avaient demandée avaient préalablement refusé l'urgence que nous réclamions pour la fête du 1^{er} Août – mais c'est une autre affaire...

Une voix. C'est de la revanche!

M. Pascal Rubeli. Ce n'est pas de la revanche, mais de la politique, tout simplement. Maintenant, puisque cette urgence a été votée, nous demandons que le Conseil administratif nous soumette rapidement une proposition pour la fête du Nouvel-An, afin que nous puissions traiter rapidement cette problématique en commission et que la fête du 31 décembre 2010 non seulement ait lieu à Genève, mais aussi soit réussie.

M^{me} Isabelle Brunier (S). Pour commencer, je rappelle que nous sommes deux socialistes à avoir signé la motion M-905. Je profite de ma prise de parole pour signaler que, il y a peu de temps encore, le 31 décembre était un jour férié à Genève; les magasins étaient fermés et les gens pouvaient se consacrer à la préparation du passage à l'an nouveau. Malheureusement, depuis une dizaine d'années

tout au plus – sûrement pour des raisons purement mercantiles – le 31 décembre n'est plus férié, et les magasins sont ouverts. Pourtant, c'était une fête particulièrement genevoise: celle de la Restauration, c'est-à-dire du moment où Genève a repris sa souveraineté après l'occupation française.

Personnellement, je suis d'accord de faire la fête le 31 décembre, mais sur toute la longueur de la journée. Tout le monde se plaint qu'il ne se passe rien à Genève! Eh bien, j'aimerais que cette fête ait lieu pendant toute la journée, avant de se prolonger dans la nuit avec des festivités qui devraient être simples et fraternelles, à notre avis. Il s'agit de retrouver l'esprit de ceux qui se rendaient simplement à la cour de Saint-Pierre pour se souhaiter la bonne année en s'embrassant et en se congratulant. Cela peut être très simple, mais il faut en tout cas que ce moment soit fraternel et empreint de solidarité. Tel est notre vœu.

Quant à l'ouverture des magasins le 31 décembre, il n'est bien sûr pas en notre pouvoir de l'empêcher, mais nous devrions y réfléchir.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Il me semble que mes arguments pour défendre la fête du Nouvel-An à Genève ont déjà tous été développés par mes préopinants. J'insiste sur le fait que ce doit être une fête populaire, un moment de fraternité et de convivialité. Nouvel-An est une fête millénaire, elle ne date donc pas d'hier! Il me semble donc important que la population ait cette occasion de se retrouver dans la rue.

Je serai plus modeste que M. de Kalbermatten: il ne s'agit pas de défiler sur les Champs-Élysées, ni même de voir redescendre la foule sur Times Square. Genève est une petite ville, ce qui nous permet de faire de cet événement qu'est le passage à l'an neuf une fête plus conviviale et moins formelle que dans ces grandes métropoles. Comme l'a très bien dit M. Lathion, il s'agit de permettre aux Genevois qui n'ont pas forcément ni le goût, ni les moyens de fêter cet événement dans un espace commercial de se retrouver pour passer un bon moment ensemble.

Telle est la raison pour laquelle nous soutenons la motion M-905. Les associations de quartier de la Vieille-Ville seraient enchantées que notre municipalité mette sur pied une fête du Nouvel-An, sans doute avec leur collaboration et celle de tous les citoyens.

M. Salvatore Vitanza (R). Les radicaux sont favorables à la motion M-905, car la fête du Nouvel-An provoquerait l'enthousiasme non seulement de la population genevoise, mais également des touristes. Dans toutes les villes du monde,

la nouvelle année est fêtée avec succès et brio. A Genève, l'an dernier, cette fête a brillé par son absence...

Toutefois, conscients qu'une telle manifestation générera des coûts, les radicaux demandent à connaître les montants dépensés auparavant pour l'organiser et ceux qui sont prévus pour la suite. Nous voterons donc le renvoi de cette motion au Conseil administratif, afin qu'il l'examine et nous soumette une proposition.

Je signale au passage que je suis surpris de l'engouement manifesté au sein du Conseil municipal pour la fête du Nouvel-An plutôt que pour la fête nationale.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Après ce qui a été dit par la représentante du groupe socialiste, je souhaite préciser la demande qui fait l'objet de la motion M-905. Il ne s'agit pas de réviser tout ce que représente le 31 décembre pour Genève, ni d'exiger la fermeture des magasins. Traiter ces points reviendrait à laisser le débat s'enliser dans une espèce de grande réflexion de fond. En fait, il s'agit tout simplement d'organiser une fête nocturne comme celle qui avait lieu jusqu'à ces dernières années; tel est le sens de notre demande. Ne compliquons donc pas les choses, mais essayons de réagir simplement, comme l'a suggéré tout à l'heure M^{me} Wenger. La motion M-905 a été conçue dans ce sens.

Nous voudrions que les différentes entités concernées dégagent un potentiel commun, aussi bien sur le plan des ressources en personnel que sur celui du financement. Bref, que le Conseil administratif examine cette motion et qu'il nous propose une idée, afin de pouvoir lancer un appel à projets dans les plus brefs délais et de choisir ensuite le meilleur organisateur possible pour cette fête du Nouvel-An.

M. Alexandre Chevalier (L). Le groupe libéral, cosignataire de la motion M-905, soutiendra évidemment son renvoi au Conseil administratif. Cependant, nous tenons à préciser un point. Malgré tout ce que nous venons d'entendre, il s'agit à nos yeux d'un projet qui doit se réaliser en concertation. La motion le stipule bien: il s'agit d'abord d'une concertation avec la population concernée et les associations d'habitants en Vieille-Ville, mais également d'un éventuel partenariat avec des privés. Cela signifie que la Ville ne serait pas la seule chargée d'organiser la fête du Nouvel-An, qui ne deviendrait donc pas une manifestation municipale quant à sa gestion, mais une festivité au service de la population.

Cela étant, pour des raisons de tradition plus que d'histoire, il est évidemment important de fêter le passage à la nouvelle année. Une ville comme Genève se doit d'avoir une fête populaire, ouverte à l'ensemble de ses habitants, qui soit à la

fois une fête ambitieuse à la hauteur de sa notoriété et de l'image que nous voulons lui donner. Dans ce cadre, une collaboration avec l'Etat et Genève Tourisme, ainsi qu'avec des privés, est nécessaire.

M. Rémy Pagani, maire. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je ne dirai que quelques mots. Tout d'abord, je rappelle que le Conseil administratif est et a toujours été favorable à la fête du Nouvel-An; nous l'avons dit et répété à répétition.

Cependant, je rappelle comment la situation a évolué depuis le début de la législature en cours, il y a trois ans. La première année, les organisateurs de la fête ont demandé au Conseil administratif de couvrir leur déficit à raison de 120 000 francs; la deuxième année, il s'est passé la même chose; et la troisième année, ils nous ont demandé de pérenniser cette aide. Au vu de l'état des finances municipales, nous avons décidé de ne pas accéder à cette demande; en effet, nous n'en avons pas les moyens, car le Conseil municipal ne nous avait pas voté le budget nécessaire. Mais il ne sert à rien de se faire des faux procès entre Conseil administratif et Conseil municipal. Nous accueillerons donc avec bienveillance la motion M-905, dont nous examinerons le contenu.

De plus, dans cette affaire, il y a quand même un paradoxe dont il faut parler. D'une part, les milieux de droite font en sorte que les salaires n'augmentent pas pour que les gens partent moins en vacances; de l'autre, ils font baisser les impôts pour ne pas donner aux municipalités les moyens d'organiser ce genre de festivités. Pire encore, Mesdames et Messieurs: le Relais de l'Entrecôte, l'un des derniers lieux à donner une certaine animation au centre-ville, disparaîtra bientôt. Mais nous sommes une société néolibérale où il faut satisfaire les uns et les autres et où l'on peut s'accommoder de renier ses propres principes suivant les circonstances.

Pour ma part, si j'ai bien compris les propos des uns et des autres ce soir, je m'en tiendrai au texte de la motion M-905. Je cite: «Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de prendre contact avec le Canton et Genève Tourisme afin de dégager un potentiel commun permettant désormais l'organisation d'une grande fête populaire dans la Vieille-Ville de Genève (...).» Cela implique le dépôt d'une proposition avec un projet d'arrêté, à savoir des investissements dont le Conseil municipal devra assumer la responsabilité. Il n'y a pas de hasard, telle est la réalité objective. Si nous voulons organiser une fête de Nouvel-An, il faudra ouvrir les cordons de la bourse municipale, de Genève Tourisme et de l'Etat. Je ne suis pas persuadé que les orateurs qui se sont exprimés ce soir au sujet de la motion M-905 tiendront toujours le même discours au moment où la facture se présentera. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Charles Lathion (DC). Je trouve que la déclaration du maire – parce qu’il s’agit bien d’un maire, qui représente donc l’entité Ville de Genève – est affligeante. En effet, il est vraiment lamentable d’opposer la droite, le centre et la gauche dans une discussion sur la fête nocturne du Nouvel-An, fête où les gens ont l’habitude de sortir dans la rue pour se retrouver. On voit que le maire est ici face à un objet qui ne relève pas de son dicastère, ce qui lui pose problème. Son seul argument pour contrer la motion M-905, c’est de dire qu’il faudra payer.

Monsieur le maire, vous devriez peut-être consulter vos collègues! Par exemple, vous pourriez demander à M. Mugny comment il a fait pour réussir à convaincre des donateurs et à réunir des fonds privés en vue de la rénovation du Musée d’art et d’histoire. Vous pourriez examiner comment fonctionne le partenariat public-privé au niveau des contributions financières et de la participation de diverses associations. Je pense que ce schéma est tout à fait envisageable dans le cadre de l’organisation d’une fête du Nouvel-An. Au lieu de considérer avec vos œillères d’A gauche toute! cette problématique, Monsieur Pagani, vous feriez mieux de faire preuve d’ouverture d’esprit et d’essayer de voir ce que vous pourriez apporter à la population. En effet, vous êtes son maire! Or, pour l’instant, la Ville ne fait rien pour favoriser le déroulement de la fête du Nouvel-An. (*Applaudissements.*)

M. Rémy Burri (R). Monsieur le maire, les propos que vous venez de tenir sont vraiment désolants. Je pense que vous n’avez pas lu la motion M-905, je vous en rappelle donc la teneur. Elle demande au Conseil administratif de «prendre contact avec le Canton et Genève Tourisme afin de dégager un potentiel commun». Cela signifie examiner s’il existe déjà des budgets permettant d’organiser des festivités comme le Nouvel-An, afin de permettre l’organisation d’une grande fête populaire dans la Vieille-Ville. La motion demande également au Conseil administratif «d’en informer l’Association des habitants du centre et de la Vieille-Ville, l’Association des commerçants de la Vieille-Ville, voire de les associer à la démarche en fonction de l’intérêt manifesté», «de faire un appel à projets en fonction des moyens disponibles et de choisir l’organisateur le mieux habilité à réaliser cette fête», et «de concrétiser ce concept dès le 31 décembre 2010».

Nous ne vous demandons pas, Monsieur le maire, de nous présenter une proposition de dépense de 100 000 ou 150 000 francs, mais de faire preuve de créativité, de trouver un organisateur capable de mettre sur pied la fête du Nouvel-An sans coûts supplémentaires, grâce à un autofinancement. C’est possible! Voilà tout ce que nous vous demandons, Monsieur le maire!

M. Alexandre Chevalier (L). Monsieur Pagani, on voit bien que la contradiction ne vous étouffe pas et ne vous tuerait pas! Je cite votre déclaration à

l'émission *Forum* de la Radio suisse romande: «Venez voir dimanche le centre-ville de Genève, c'est désert et dramatiquement misérable! J'espère pouvoir imposer demain, avec le Conseil municipal, l'ouverture au public des arcades.» Soyez donc un peu cohérent dans votre politique! Oui, Genève est une ville souvent déserte, mais ce que vous venez de dire sur la fête du Nouvel-An ne fait qu'aggraver cette situation déjà dramatique.

Monsieur le maire, quand on a le sens de la vie en ville, on est favorable aux festivités – et en tout premier lieu à la fête du Nouvel-An. S'il existe un événement traditionnellement fêté par l'ensemble des communautés, au-delà des différences religieuses et culturelles, c'est bien le Nouvel-An! Nous ne comprenons donc pas votre position, d'autant plus que, comme vient de le rappeler M. Burri, la motion M-905 ne demande pas que la Ville prenne en charge la totalité de cette manifestation, mais que le Conseil administratif réfléchisse en collaboration avec d'autres partenaires.

Le groupe libéral sait bien, Monsieur Pagani, qu'il vous est très difficile de discuter avec des partenaires, qu'ils soient privés ou étatiques. C'est toujours le même petit combat de coqs de la Ville contre l'Etat. Eh bien! La motion M-905 demande au Conseil administratif de prendre contact avec le Canton, Genève Tourisme et des organisateurs privés, afin que Genève ait une manifestation de fin d'année digne de ce nom. En tout cas, nous voyons bien que ce n'est pas de votre mairie que notre ville sortira grandie, Monsieur Pagani!

M. Alexandre Wisard (Ve). Chers collègues, comme d'habitude, dans sa grande sagesse, le groupe des Verts vous propose de calmer le jeu. Je le répète, les occasions de faire la fête sont assez peu nombreuses à Genève. Le Nouvel-An en est une et, s'il faut lâcher quelques dizaines de milliers de francs pour l'organiser sur la base d'une proposition du Conseil administratif, nous voterons volontiers une demande de crédit dans ce sens.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Je dois dire que la discussion prend un tour qui m'étonne un peu, et qui me donne envie de retirer ma signature de la motion M-905. Lorsque je l'y ai apposée, j'entendais soutenir l'organisation d'une fête populaire simple, comme celle qui avait lieu auparavant. Mais voilà qu'il est question de faire appel à des sponsors! Cela n'a plus rien à voir avec la fête populaire telle que j'espérais.

Je viens d'en parler avec Isabelle Brunier: le solstice d'été et le solstice d'hiver sont les deux seules fêtes célébrées par l'humanité entière, depuis tou-

jours. La fête du Nouvel-An n'a rien d'exceptionnel ni de spécifiquement genevois! On la retrouve dans toutes les civilisations, au solstice d'hiver. C'est dans cet esprit que nous voulions organiser une fête bon enfant à Genève, le 31 décembre – rien de plus. En tout cas, telle est ma position.

Mais j'apprends que cette manifestation coûtera des centaines de milliers de francs, qu'il faudra faire appel à des sponsors... Une véritable foire à la saucisse! Pour ma part, c'est exactement ce que je ne veux pas, car un événement de ce genre n'est plus représentatif d'aucun groupe politique, ni d'aucune civilisation.

L'idée de se retrouver dans la cour de Saint-Pierre pour boire un vin chaud est excellente. Mais mon groupe ne se bat par pour organiser un grand bastringue qui devrait être pris en charge par l'Etat et des privés. Nous pensons à un événement simple, populaire et convivial, et il est hors de question qu'il coûte des mille et des cents en cette période économiquement difficile.

Nous le savons tous: la population souffre des problèmes financiers actuels. Elle aura probablement envie de faire la fête pour le Nouvel-An, mais je ne suis pas certaine qu'elle sera contente de le faire dans le cadre d'une manifestation coûtant des milliers de francs et payée avec ses propres deniers. (*Applaudissements.*)

M^{me} Charlotte Meierhofer (AGT). Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, je n'accepte pas qu'on accuse ainsi le maire de Genève, qui est mon magistrat... (*Brouhaha.*) Un peu de respect! Nous ne sommes pas dans la brousse, ici, mais au Conseil municipal de la Ville de Genève! Ce maire se bat tous les jours, tout le long de l'année, pour les plus démunis. Il est inacceptable de l'accuser ainsi. Le Nouvel-An est la fête des familles, M. Pagani n'empêche pas les gens de s'amuser, tout le monde est libre de le faire! (*Applaudissements.*)

Mise aux voix, la motion est acceptée par 58 oui contre 3 non (10 abstentions).

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de prendre contact avec le Canton et Genève Tourisme afin de dégager un potentiel commun permettant désormais l'organisation d'une grande fête populaire dans la Vieille-Ville de Genève;
- d'en informer l'Association des habitants du centre et de la Vieille-Ville

Interpellation: protégeons les piétons pendant les travaux du TCOB

(AHCVV), l'Association de la Vieille-Ville (commerçants), voire de les associer à la démarche en fonction de l'intérêt manifesté;

- de faire un appel à projets en fonction des moyens disponibles et de choisir l'organisateur le mieux habilité à réaliser cette fête;
- de concrétiser ce concept dès le 31 décembre 2010.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

4. Interpellation du 23 mars 2010 de M. Christophe Buemi: «Protégeons les écoliers et les piétons et régulons mieux le trafic pendant les travaux du TCOB du lundi au vendredi!» (I-208)¹.

M. Christophe Buemi (S). J'interpelle aujourd'hui le Conseil administratif, car un événement tragique s'est malheureusement déroulé hier: un grave accident de la circulation a eu lieu dans le secteur de la Jonction entre un engin de chantier et un scootériste. Ce dernier a été gravement blessé, et il a fallu une intervention lourde des moyens de secours pour le désincarcérer, puis l'hospitaliser. Heureusement, sa vie n'est plus en danger. Quant au conducteur d'engins de chantier, il est en arrêt maladie en raison du choc que lui a causé cet accident.

Je suis allé ce matin discuter de cet accident avec les chefs du chantier concerné, c'est-à-dire les responsables des lots. Ils m'ont dit qu'ils n'ont jamais de contacts avec la police municipale et la gendarmerie, et que tout passe par la Direction générale de la mobilité (DGM). Dans les cas de signalisation orange, la police municipale n'a donc pas de contacts avec les ouvriers des chantiers, lesquels travaillent sous la pression constante du Canton. En effet, ils ont des lots à réaliser en un temps donné, et régler la circulation n'est pas leur métier. De plus, dans le cas de la Jonction, il s'agit d'un secteur où la circulation est extrêmement dense; ces ouvriers ne peuvent tout simplement pas avoir les mêmes réflexes de sécurité que la police municipale ou la gendarmerie.

En outre, ces responsables de chantier m'ont dit qu'il est très difficile de travailler sur des lots constamment ouverts à la circulation, et qu'ils préfèrent les secteurs complètement fermés. Enfin, à la Jonction, on ne peut pas faire autrement, c'est ainsi.

¹ Annoncée, 5087. Motion d'ordre, 5090.

Interpellation: protégeons les piétons pendant les travaux du TCOB

Ils m'ont également informé que la situation était très difficile pour les piétons, en raison des cheminements piétonniers mal signalés. Moi-même, ce matin, en me rendant sur ce chantier, j'ai dû aider une personne âgée qui s'était perdue dans la circulation, car elle ne trouvait pas le cheminement provisoire pour traverser la route. Voilà quelques exemples précis d'une situation qui ne va pas.

Je dresse maintenant un petit historique de cette problématique. En 2006, un accident très grave s'est produit au carrefour du Bouchet; une personne renversée par une voiture à cause d'une signalisation défectueuse pour les piétons est malheureusement décédée. Je ne suis pas sûr qu'on ait retenu la leçon, puisqu'un accident quasiment aussi grave s'est produit hier.

En parallèle à mon interpellation, le groupe socialiste a déposé la motion M-912, dont l'intitulé est le même que celui de mon intervention de ce soir. Je rappelle que la Ville a les moyens d'intervenir. Le but de mon interpellation est que le Conseil administratif agisse de façon pragmatique: qu'il prenne son bâton de pèlerin et qu'il aille à nouveau négocier avec la DGM pour essayer de trouver un nouveau *modus vivendi*, afin d'améliorer la signalisation des cheminements piétonniers sur les chantiers. Les trottoirs de la rue des Deux-Ponts ne sont pas aux normes légales, ce qui fait que les gens qui attendent le bus à cet endroit sont tout simplement coincés comme des sardines au milieu des voitures qui circulent à grande vitesse. C'est un réel problème.

Il existe des moyens techniques simples, au-delà des interventions de la police municipale, pour parer à la situation. Par exemple, les participants aux cours de protection civile organisés chaque année pourraient être employés comme plantons de circulation. Ou encore, les personnes qui suivent une formation dans les écoles de gendarmerie pourraient régler la circulation aux points dangereux. Il existe encore d'autres options: par exemple, les soldats des écoles de recrues dans le secteur circulation et transports se mettent à la disposition des grandes villes suisses pour parfaire leur formation militaire en servant de plantons de circulation.

Il me semble donc que le Conseil administratif a de quoi faire preuve d'imagination et de créativité pour revoir l'ensemble du plan de circulation sur les chantiers, manifestement inadéquat.

M. Rémy Pagani, maire. Monsieur Buemi, j'aimerais tout d'abord m'associer à votre message de solidarité envers la victime de l'accident d'hier, qui a été gravement atteinte dans sa santé à cause du choc avec ce matériel de chantier – à ma connaissance, il s'agissait d'une pelle mécanique.

Cela étant, je rappellerai quand même l'état de la situation. Comme vous

Interpellation: protégeons les piétons pendant les travaux du TCOB

l'avez dit très justement, les lots dont il est question ici sont attribués par l'Etat de Genève, avec des dates de début et de fin des chantiers qui doivent être respectées. Prenons le cas de la rue des Bains, que je connais bien pour la traverser en tout cas deux fois par jour. Il a été question de la fermer à la circulation car, durant une certaine période, les travaux s'étendaient sur la route. Malheureusement, la DGM et les autorités cantonales ont refusé cette mesure.

Je rappelle une fois encore que la Ville n'intervient que pour mettre les collecteurs avant les installations des reports de lignes, ainsi que pour aménager les trottoirs et procéder aux travaux de surface. Nous n'avons malheureusement pas le pouvoir d'intervenir sur l'organisation des chantiers du tram, et encore moins sur les chantiers eux-mêmes.

Néanmoins, mon collègue Pierre Maudet me rappelait que nous nous sommes substitués à la police cantonale, il y a une année, pour régler la circulation à la rue des Deux-Ponts. Il y a donc une coordination entre les services de la Ville et la police cantonale, il serait faux de prétendre le contraire. Toutes les semaines, ou tous les mois, il y a une coordination entre la police municipale, la police cantonale et la DGM au sujet des chantiers du tram.

Mais je dois dire que nous avons eu une expérience négative avec le mandataire de ces travaux en ce qui concerne la signalisation du déplacement des arrêts de bus, des trottoirs, des pistes cyclables et des aménagements piétonniers. Nous avons donc retiré le budget que vous nous aviez voté en vue de notre coopération avec l'Etat, car nous étions insatisfaits – et, comme vous, nous continuons à l'être – du traitement actuellement réservé à la population des quartiers où se trouvent ces chantiers en matière d'information sur le déplacement des parcours piétonniers et des arrêts de bus. Il est déplorable que nous ne puissions pas en discuter avec la personne mandatée pour assumer cette tâche.

Nous regrettons vivement l'accident qui s'est produit hier, mais il risque d'y en avoir d'autres! Devant cette situation, nous ne pouvons que protester et dire que nous ne sommes pas d'accord avec la politique d'information aux usagers menée par l'Etat. Je prends acte de votre interpellation, Monsieur Buemi. Une fois encore, je tiens à exprimer notre solidarité envers la victime de l'accident d'hier, qui a subi les conséquences d'une mauvaise organisation des chantiers du tram. Je répète que nous protestons publiquement contre cette situation, et que nous interpellons le Conseil d'Etat et la DGM sur des points précis de cette problématique, comme nous le faisons quasiment tous les mois.

M. Georges Queloz (L). Madame la présidente, je demande l'ouverture de la discussion sur cette question qui préoccupe la population et le Conseil municipal.

Interpellation: protégeons les piétons pendant les travaux du TCOB

Mise aux voix, l'ouverture de la discussion est acceptée par 35 oui contre 14 non (4 abstentions).

M. Georges Queloz (L). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il ne s'agit pas ici de renvoyer la responsabilité de l'accident d'hier à l'Etat! L'exécutif de la Ville de Genève est responsable de ce qui se passe sur le territoire municipal, et il doit faire en sorte que les installations de chantiers soient correctes et dûment signalisées; il a le devoir de veiller à cela et d'en informer la population. Il peut exiger la fermeture d'un chantier qui ne respecte pas les normes requises.

Il n'est pas concevable que l'on mette ainsi en danger la vie de nos concitoyens! Je suis consterné de voir M. Buemi, membre de la majorité Alternative, obligé de dénoncer la mauvaise gestion des chantiers du tram au Conseil administratif de la même majorité Alternative. Cela fait des années que l'on ouvre des chantiers partout et que cette situation se prolonge. A Genève, on ne peut plus faire 100 ou 200 mètres sans tomber sur des chantiers, des barricades, des déviations de la circulation... Tous ces travaux ont été engagés sciemment, car on a voulu systématiquement ouvrir des chantiers partout à la fois, pour chicaner les automobilistes en les empêchant – soi-disant – de faire usage de leur voiture. Voilà pourquoi tout le monde se plaint!

Telle est la vérité, et telle est la stratégie du Conseil administratif de gauche pour provoquer un combat entre automobilistes, piétons et transports publics. Nous ne tolérons pas cela. Il est inadmissible d'attendre des accidents pour prendre position, par exemple en développant une interpellation comme celle que nous venons d'entendre. Nous dénonçons cette situation! Il est grand temps que la population genevoise se pose des questions et change de majorité!

M. Rémy Pagani, maire. Monsieur Queloz, il y a des choses que je ne peux pas laisser dire. La Ville n'a pas toutes les responsabilités du monde! Je sais que nous sommes en année préélectorale, mais je trouve lamentable que vous vous fassiez plaisir en politique en utilisant une situation dramatique qui a failli coûter la vie à une personne. Permettez-moi au moins de vous le dire!

De plus, prétendre que la majorité Alternative est responsable de la situation est une contre-vérité. On m'a demandé, en plus de la rue du Stand, de fermer le boulevard de Saint-Georges à la circulation pour changer les collecteurs; j'ai refusé. Or, qui m'a proposé cette mesure? Le Canton, car il a décidé d'assainir un certain nombre de rues. Je rappelle que, si nous respectons les normes antipollution actuellement en vigueur, nous devrions évacuer 85 000 personnes, y compris les petits enfants et les personnes âgées, dans 40 rues de notre ville situées en

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

zone d'alarme. Voilà la réalité! Prétendre qu'il ne s'agit que de vouloir opposer les automobilistes aux piétons, c'est tout simplement se donner du grain à moudre en politique, et je trouve cette attitude assez basse.

L'interpellation est close.

5. Rapport de la commission des arts et de la culture chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 18 juin 2008 en vue de l'ouverture d'un crédit destiné à la finalisation du catalogage rétrospectif des collections des bibliothèques scientifiques de la Ville de Genève, soit:

- un crédit de 4 800 000 francs pour la variante 1;
- un crédit de 6 200 000 francs pour la variante 2;
- un crédit de 10 000 000 de francs pour la variante 3 (PR-629 A)¹.

Rapport de M^{me} Christiane Olivier.

Lors de sa séance plénière du 16 septembre 2008, le Conseil municipal a renvoyé la proposition PR-629 auprès de la commission des arts et de la culture. Cette dernière s'est réunie pour traiter cet objet les 30 octobre et 18 novembre 2008 sous la présidence de M^{me} Anne Carron-Cescato. Les notes de séance ont prises par M^{me} Marianne Cherbulliez, que nous remercions.

Rappel de la proposition

La proposition PR-629, qui fait suite à trois précédentes propositions pour la Bibliothèque de Genève (BGE) (en 1995, PR-403 de 2 000 000 de francs, en 2002, PR-149 de 521 979 francs, en 2005, PR-397 de 1 000 000 de francs) et une en 2004 pour la Bibliothèque d'art et d'archéologie (BAA) et les Conservatoire et Jardins botaniques (CJB) de 400 000 francs, consiste à finaliser le catalogage rétrospectif des collections (mise sur une base de données informatisées des fiches et autres documents papier de la BGE).

¹«Mémorial 166^e année»: Proposition, 982.

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

Trois options sont présentées dans cette proposition:

Option 1 – Rétroconversion des collections d'imprimés, hors opuscules, dévisée à 4 800 000 francs

Option 2 – Rétroconversion complète des imprimés, y compris les opuscules, dévisée à 6 200 000 francs

Option 3 – Rétroconversion complète de l'ensemble des collections, y compris les manuscrits, cartes et affiches dévisée à 10 000 000 de francs.

Préambule

Au printemps 2008, M. Boris Drahusak, codirecteur du département de la culture accompagné de M. Jean-Charles Giroud, alors chef de projet et futur directeur de la BGE, sont venus présenter à la commission un document intitulé «Transition-BGE».

Pour la première fois, un état des lieux, une photographie approfondie du fonctionnement de la BGE a été réalisée. Cette opération qui consistait à mettre à plat tout le positionnement institutionnel de la BGE, à définir le périmètre patrimonial et les pôles d'excellence ainsi qu'une politique d'acquisition et de conservation du patrimoine, a pu être menée à bien grâce à l'engagement et la collaboration de l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de la BGE. Plusieurs groupes de travail ont été formés. Ce processus de 18 mois a débouché sur un rapport de synthèse très circonstancié.

Au-delà d'un simple constat, et en prévision des futurs enjeux à concrétiser, un plan directeur définissant les axes stratégiques a été élaboré.

Ce plan directeur répertorie cinq grands groupes, à savoir, structure, culture, publics, conservation et mise en valeur. Chacun de ces groupes a relevé les actions à entreprendre ainsi que leur niveau de priorité.

C'est ainsi que l'on cite par exemple la confection d'un nouvel organigramme, la constitution du département de la conservation, la collaboration avec les partenaires, l'analyse des publics et l'adéquation des prestations, un plan d'entretien des collections, la formation de l'ensemble des collaborateurs de la BGE, la création d'un secteur «animation culturelle», l'amélioration de l'accueil du public, la répartition des espaces de stockage, etc.

De même, la création de pôles d'excellence constitue un des domaines caractéristiques de la BGE. Ils regroupent la Réforme et les Lumières, et la bibliothèque possède des fonds exceptionnels. Ces pôles d'excellence nécessitent une coordination et un réseau développé pour offrir une complémentarité avec les

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

autres bibliothèques. De ce fait un désherbage important peut être réalisé. Nul besoin en effet de conserver des documents identiques.

Ce rapport de synthèse définit 40 enjeux, dont 24 sont de première priorité. Et parmi ceux-ci le dossier de la rétroconversion constitue un point capital, puisque le catalogue informatique ne représente qu'une partie des bases de données qui donnent accès aux livres.

Certains catalogues sont encore sur support papier ce qui amène à ce que les collections, donc le patrimoine, sont de plus en plus oubliés.

Séance du 30 octobre 2008

Audition de M. Boris Drahusak, codirecteur du département de la culture, de M. Jean-Charles Giroud, directeur de la BGE, et de M^{me} Fabienne Burgy, bibliothécaire responsable de la rétroconversion

M. Boris Drahusak fait un bref rappel du projet Transition-BGE présenté à la commission au printemps passé et rappelle que la rétroconversion est l'un des 5 ou 6 enjeux fondamentaux. Il informe, concernant cette proposition, que le Département a jugé opportun de proposer trois niveaux de choix politiques, par rapport aux enjeux, la première option correspondant à la base minimale, et la troisième représentant la solution idéale, permettant la finalisation de tous les travaux.

A ce stade de la présentation, M. Drahusak tient à signaler un léger problème concernant les montants stipulés dans les propositions, à savoir que les montants globaux sont inférieurs de 400'000 francs à ceux demandés. Il explique que, sur le dernier crédit voté par le Conseil municipal de 1 million, il restait un solde non utilisé de 400 000 francs. Or, en finalisant le document, ces 400 000 francs ont été enlevés deux fois du montant total. En effet, on note que le tableau, en page 14 de l'exposé des motifs, mentionne la somme de 5,2 millions alors que la variante 1 de la proposition stipule le chiffre de 4,8 millions. Ainsi les 400 000 francs retirés dans le tableau, l'ont par erreur été à deux reprises. Les commissaires pourront donc décider de voter sur les montants tels que stipulés dans la proposition ou sur des montants modifiés en fonction de cette remarque.

M. Giroud signale d'emblée que ce projet est important pour la bibliothèque. Il explique que la rétroconversion consiste à passer des anciennes notices sur fiche manuscrites ou dactylographiées, sur la base de données du RERO, système auquel participent toutes les grandes bibliothèques romandes. Il rappelle qu'une première proposition avait été présentée en 1995, pour un montant de 2 millions,

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

et que d'autres ont ensuite suivi, qui ont permis la rétroconversion d'une partie des documents.

Toutefois, M. Giroud estime que la situation est aujourd'hui critique car, si un peu plus de la moitié du catalogue sur fiche a été traité, il reste encore l'autre moitié. L'évolution des pratiques fait qu'aujourd'hui, malheureusement, tout ce qui ne figure pas sur le web n'existe pas pour les utilisateurs; il en résulte que ce qui n'est pas répertorié n'est pratiquement pas utilisé et est dès lors moins bien entretenu.

Un des autres avantages de cette rétroconversion est qu'une fois le catalogue complètement informatisé il est entièrement en ligne et que chacun peut ainsi le consulter depuis son domicile.

Il tient à préciser que la moitié, qui n'est pas encore répertoriée informatiquement, concerne essentiellement les fonds anciens du XVII^e au XIX^e siècles, ce qui constitue une richesse incroyable. Un effort de conservation doit être fait sur ce patrimoine, et pour cela des instruments adaptés sont nécessaires.

Il évoque également le problème du renouvellement des collaboratrices et collaborateurs au sein des bibliothèques. Il constate que les jeunes bibliothécaires ne connaissent souvent pas le catalogue sur fiches et déplore que ce savoir se perde et ne soit pas transmis.

Il concède que la rétroconversion est une opération peu spectaculaire mais qu'elle est cependant fort importante, voire indispensable pour une institution telle que la BGE, qui est une institution patrimoniale. Il rappelle brièvement les trois scénarii:

- En 1985, il a été décidé d'informatiser les catalogues. Le problème de la rétroconversion n'avait toutefois pas été identifié. Il en résulte que, 24 ans plus tard, l'opération n'est toujours pas terminée. Cette rétroconversion correspond au scénario 1, le moins cher;
- Le deuxième scénario fait appel à une situation semblable au premier scénario, mais remonte à 130 ans. En effet, lorsque la bibliothèque a été transférée aux Bastions, il avait été décidé d'établir un catalogue imprimé. Environ 80 000 brochures, des ensembles de moins de 100 pages avaient cependant été laissées de côté (uniquement dans un catalogue manuel) car leur intégration dans le catalogue imprimé supposait un coût trop élevé par rapport à l'importance qui était alors donnée à ces ouvrages. Ceux-ci ouvrages faisant actuellement partie du patrimoine, il estime que la génération présente doit rattraper cette lacune car les fonds mal ou pas répertoriés partent dans l'oubli;
- Enfin, le troisième scénario consiste à traiter également d'autres fonds, ne pas les laisser de côté. Ceux-ci sont constitués de manuscrits, cartes, affiches, etc.,

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

qui ne sont pas ou que partiellement informatisés. Il estime qu'il est de notre devoir de ne pas renvoyer ce travail aux générations futures.

M^{me} Burgy tient à compléter cet exposé, afin d'expliquer la situation dans laquelle on se trouve actuellement, et indique rapidement ce qui a été entrepris jusqu'à ce jour. En 1995, un crédit de 2 millions avait été alloué, dans le but d'informatiser les documents récents. Un retour à l'année 1960 avait été pris comme date limite et, dès 2000, tous les ouvrages à partir de 1960 étaient répertoriés dans le fichier informatique. Cependant, elle tient à faire remarquer que par cette opération on a totalement occulté l'aspect patrimonial de la bibliothèque.

Par la suite, en décidant de traiter le XX^e siècle dans sa totalité, les personnes en charge de ce travail se sont rendues compte que ce siècle n'était pas plus important que le XIX^e et les antérieurs, raison pour laquelle elles ont voulu faire un travail beaucoup plus vaste, mais n'en avaient pas les moyens. Le travail s'est ainsi concentré sur le fichier central, bien qu'il y ait nombre d'autres fichiers. Elle cite ici, comme exemple, celui de la Compagnie des Pasteurs, qui a fait don de ses fichiers et fonds à la bibliothèque et qui, par essence ne sont pas répertoriés.

Evoquant à nouveau le problème de la transmission du savoir, aux jeunes générations, il en résulte une non connaissance de bons nombres de fichiers, ce qui pourra être corrigé par la rétroconversion.

Suite à ces différents exposés, riches en informations, les commissaires soulèvent plusieurs questions.

(N.d.l.r.: Pour une meilleure compréhension, les explications et réponses ont été regroupées ci-dessous, par genre de sujet.)

Personnel

Concernant l'option 1 ou 2, six personnes sont nécessaires à la BGE, et une personne pour chaque autre bibliothèque, soit un total de douze personnes. L'option 3, nécessitera le double, à savoir vingt-quatre personnes. Les personnes à engager ne devront pas toutes avoir le même profil. Le travail nécessitera des bibliothécaires, mais également des archivistes pour les manuscrits, qui sont assez faciles à trouver parmi les personnes qui sortent de l'Université.

Les 24 personnes ne seront pas engagées en même temps, mais en fonction des priorités. Il faudra commencer par terminer le fichier général.

Concernant l'option 3, des profils différents étant requis, il serait possible soit de lancer le travail relatif aux manuscrits en même temps que les imprimés, soit de le réaliser ultérieurement.

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

Ce personnel sera engagé sur la base de contrats à durée déterminée de trois ans. A ce sujet, M. Drahusak relève qu'en Ville de Genève, il y a des contrats de durée déterminée d'un an maximum; des contrats d'employés réguliers pour des durées indéterminées, dont le salaire annuel doit être inférieur à 19 600 francs, sinon le collaborateur doit être affilié à la CAP; des contrats d'agents spécialisés, d'une durée de trois ans, pour la réalisation de missions particulières. Il ajoute qu'il sera demandé au Conseil administratif de valider des contrats en adéquation avec ce qui aura été prévu.

Externalisation

La plus grande partie des travaux étant réalisée en interne, il sera nécessaire toutefois qu'une partie soit externalisée, pour autant que les fichiers soient complets, lisibles et pas trop complexes. Il s'agit principalement d'imprimés et opuscules compris dans l'option 1 et 2. Il y a quelque 450 000 ouvrages pour les imprimés de toutes les bibliothèques susceptibles d'être externalisés. Pour procéder à cette externalisation, il faut toutefois pouvoir envoyer les fiches transcrites dans RERO, fiches qui n'ont parfois jamais ou que partiellement été réalisées par les bibliothèques.

Les entreprises concernées exécutant de la saisie pure, il sera nécessaire d'effectuer des contrôles. Trois personnes à la BGE sont prévues pour effectuer la préparation, la réception et le contrôle de ce travail d'externalisation.

L'avantage essentiel de cette externalisation est la rapidité avec laquelle ce travail sera effectué, les entreprises concernées employant de nombreux collaborateurs. D'où un gain de temps important. Il est à noter qu'un appel d'offre sera lancé pour l'octroi de ce marché. Concernant ce point, il a été fait mention d'une entreprise située en Hongrie, et il est demandé si des démarches auprès de la société en question (Medea) ont été faites.

M. Drahusak indique que des contacts et des renseignements ont été pris auprès d'autres bibliothèques en Suisse, d'où le choix de s'adresser à Medea. Il ajoute que, le jour où il y aura une ouverture aux marchés publics, cela se fera dans le cahier d'adjudications et que le choix se portera sur le meilleur rapport qualité-prix.

M^{me} Burgy indique que la BGE connaît cette entreprise Medea par oui-dire uniquement, par des informations obtenues par les bibliothèques de Lausanne et du Valais. La BGE s'est basée sur les prix de Lausanne mais elle ajoute que, depuis, les prix de Medea ont changé. Elle signale que d'autres entreprises réalisent également ce travail, mais qu'aucune n'existe en Suisse.

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

Délais

L'opération de rétroconversion constitue une étape qui devra être suivie par d'autres opérations (par exemple la numérisation). Il est donc important de fixer des délais. On estime, d'après la proposition, que la variante 2, comprenant bien entendu la variante 1, devra s'effectuer dans un délai de trois ou quatre ans. La pression des délais est moins forte quant à l'option 3, l'opération pouvant s'étaler sur une période plus longue, soit sept ou huit ans.

Les prévisions de durée des travaux ont été calculées en fonction des capacités d'encadrement de chaque bibliothèque. Une partie du travail sera externalisée et le reste se réalisant à l'interne, il va falloir un temps d'adaptation, de mise en route, puis une vitesse de croisière sera trouvée.

M. Drahusak indique que, selon l'option choisie, le département s'engage à venir devant la commission pour l'informer de l'avancement des travaux.

Plan financier d'investissement (PFI)

Question: La proposition n'est pas inscrite au 3^e PFI. Sous quelle forme ce crédit figurera-t-il au 4^e plan?

Réponse: Les montants qui sont couverts sont ceux qui concernaient la Maison Tavel. Le projet Tavel ne sera lancé que lorsque le nouveau conservateur sera recruté, en 2011, pour avoir un vrai chef de projet, sur une durée assez longue. Les montants concernés ont ainsi été attribués à la BGE et seront augmentés en fonction de l'option choisie par le Conseil municipal. D'autre part, la Maison Tavel sera probablement, dans trois ou quatre ans, ramenée comme projet prioritaire dans le PFI.

Options

Question: Pour quelle raison le Conseil administratif propose trois options et serait-il possible de voter le financement au fur et à mesure?

Réponse: Lorsque le département présentait des demandes de crédits de 1 ou 2 millions, les commissaires les acceptaient mais demandaient combien de temps et d'argent seraient encore nécessaires. Vis-à-vis du souverain, soit des membres du Conseil municipal, il est plus judicieux de montrer la globalité de l'étendue du chantier, ce qui évite les surprises ultérieures. De plus, il est de la responsabilité de ce Conseil municipal de décider politiquement de la dimension patrimoniale que l'on veut assumer.

Quant au financement par votes successifs, cela n'est pas souhaité, car il n'est pas recommandé d'avoir un chantier transversal qui dure autant d'années.

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

Vote échelonné

Question: Au cas où la version 2 était votée dans un premier temps, serait-il possible ultérieurement de voter la version 3? Quels coûts supplémentaires seraient à considérer?

Les opérations sont-elles cloisonnées? Le travail pourrait-il se faire successivement ou doit-il être entrepris de façon concomitante?

Réponse: Il y aurait sûrement un surcoût lié aux mécanismes salariaux et aux opérations externes. M. Giroud informe cependant, que les options 1 et 2 ne concernent que les imprimés, alors que l'option 3 intéresse d'autres documents et collections (manuscrits etc.), raison pour laquelle les deux premières options n'ont pas d'influence sur la troisième, dont la réalisation peut être décidée ultérieurement.

Partenariats et/ou mécénats

Question: Serait-il possible d'obtenir d'éventuels partenariats ou mécénats? Des contacts ont-ils été pris auprès de l'Etat ou l'Université?

Réponse: M. Giroud cite le projet de rétroconversion des partitions de musique du XVIII^e siècle. Une fondation s'est intéressée à ce projet et a versé quelque 20 000 francs pour la rétroconversion des 500 pièces. Dans un tel cas, un don a été fait, car il s'agit d'un sujet pointu pour lequel la fondation en question avait les mêmes intérêts que les bibliothèques concernées, mais cela reste un cas unique.

M. Drahusak informe que, parmi le public qui fréquente la BGE, 75% sont des étudiants; le financement ou partie de celui-ci devrait provenir de l'Université. Cependant l'option de conserver, un statu quo a été choisie. Concernant le mécénat, il indique que cela ne concerne pas spécifiquement la rétroconversion mais éventuellement l'opération suivante que sera la numérisation, et que des recherches de fonds pourront être fructueuses dans ce cas.

Numérisation

Question: Peut-on articuler un chiffre quant à l'opération suivante qui devra être entreprise, à savoir la numérisation?

Réponse: Il est trop tôt pour indiquer une somme car il faut d'abord avoir une vue d'ensemble sur la totalité de la documentation et savoir comment elle va être traitée. A titre d'exemple, il est signalé que, pour le Centre d'iconographie, il n'est pas question de numériser le million de photos qui s'y trouvent. Il conviendra donc de décider de ce qui doit être numérisé. Les spécialistes en la matière

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

savent bien qu'une partie seulement des cartes seront numérisés et qu'il leur faudra procéder à des recherches sur place, dans certains cas

Question: Lorsque la BGE aura mis en place les infrastructures pour numériser, pourra-t-elle impliquer les fondations privées, qui possèdent aussi des bibliothèques, pour que ces dernières puissent, dans la foulée, numériser leurs propres collections?.

Réponse: M. Drahusak répond par l'affirmative, mais rappelle que la rétro-conversion doit d'abord être terminée.

Conservation

Question: Les fichiers une fois informatisés seront-ils conservés sur format papier car il semblerait qu'elles contiennent plus d'informations et seront-ils toujours à la disposition du public?

Réponse: Le catalogage ne consiste pas simplement à recopier les fiches qui sont souvent sommaires mais que lorsqu'elles sont mises sur RERO, elles sont complétées et ainsi plus détaillées. Pour ce travail, le principe a été qu'il n'y aurait jamais moins d'informations sur RERO que sur la fiche papier. M^{me} Burgy remarque qu'avec les fichiers papier la seule référence était l'auteur. En revanche, avec la version informatisée, il y a moult autres moyens de faire des recherches. Elle donne l'exemple de la bibliothécaire de la Faculté de théologie, qui a fait une liste de toutes les thèses de théologie réalisées à Genève. Elle a admis pendant un certain temps que toutes n'étaient pas répertoriées à la bibliothèque mais a ensuite constaté qu'elles l'étaient, mais toutes sous la lettre T, ce qui rendait une recherche par auteur forcément infructueuse!

Il est admis qu'une fois le tout informatisé la question de savoir ce qu'il advient des fiches papier va se poser, car l'idée du catalogage informatisé est de gagner de la place. On peut supposer que les fiches papier ne soient pas détruites et ainsi toujours accessibles, mais pour un public ciblé et probablement avec un confort d'accès moindre. Il est à noter également que la forme actuelle va changer, que la salle dans laquelle se trouvent actuellement les fichiers va être réaménagée, réaffectée pour le public, et qu'il va falloir trouver une solution d'accessibilité pour cette catégorie de chercheurs très pointus.

Question: Existe-t-il une copie sécurisée de tout le travail d'informatisation? Ce dernier sera-t-il t-il répertorié?

Réponse: M^{me} Burgy confirme que tout ce qui est transposé RERO, se trouve dans un serveur situé à Martigny et qu'une copie est également à Genève. Elle ajoute que seules les données du travail de quelques jours peuvent être perdues, car des copies de sauvegarde sont réalisées régulièrement.

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

Quant à la question de tout recenser, elle explique qu'au XIX^e siècle, lorsque le coût du recensement complet était trop élevé, les personnes travaillant à cette tâche avaient tout de même tenté de tout répertorier, mais parfois de manière sommaire. La BGE veut aujourd'hui faire mieux, et plus en détail.

Valorisation

Question: Lors de ce travail de rétroconversion, il se peut que certains documents de grande valeur patrimoniale soient retrouvés. Dans ce cas, seront-ils valorisés et comment?

Réponse: M. Giroud informe que des documents parfois impressionnants sont retrouvés. Il explique qu'il y a déjà une mise en valeur lorsque ces trésors sont mis sur fichier informatique, car ainsi ils ressortent de l'anonymat, les chercheurs s'y intéressent, tout comme les professeurs et ensuite souvent les étudiants. Il y a une mise en valeur possible par des expositions, des publications et des conférences, entre autres.

Il revient sur le livre d'heures récemment acquis par la BGE, pour lequel une conférence de presse a été donnée et des articles ont été publiés.

M. Drahusak confirme que dans le processus Trans-BGE ce point est important. Tout le programme d'exposition sur les deux prochaines années est basé sur le patrimoine. Il est également possible d'envisager d'autres expositions à l'avenir.

Trou noir

Question: La rétroconversion peut-elle servir à découvrir des ouvrages dont la BGE ignorait qu'elle en était propriétaire ou dépositaire? Peut-on évaluer le nombre d'ouvrages qui s'y trouvent?

Réponse: M. Giroud indique que le «trou noir» est une caractéristique de toutes les grandes bibliothèques patrimoniales. Il précise qu'il y a une zone très bien répertoriée, connue et intégrée par le personnel des bibliothèques. Toutefois, dans une bibliothèque de 450 ans, il note qu'il y a eu beaucoup d'acquisitions, qui ont été répertoriées dans le catalogue mais qui ne sont plus conscientisées. Les générations ont passé, et leurs connaissances aussi, qui ne sont pas toujours communiquées aux générations suivantes. Il constate que 80 à 85% des collections ne sont pas conscientisées. Il ajoute que des découvertes d'ouvrages se font, mais qu'elles sont rares.

M^{me} Burgy serait plus mesurée, compte tenu du fait qu'il arrive que toute une partie d'une bibliothèque soit oubliée. Au moment de faire les inventaires, par le

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

passé, il a pu arriver que les personnes responsables de cette tâche se soient arrêtées en cours de travail, pour diverses raisons. Et c'est l'opération de rétroconversion puis de conscientisation qui va permettre de pallier ce manquement.

Enfer

Question: Les ouvrages déposés dans l'«Enfer», partie non ouverte au public, seront-ils rendus accessibles ultérieurement par la numérisation?

Réponse: M. Giroud indique que l'«Enfer» de la bibliothèque est également appelé la «réserve du directeur». Il ajoute que son contenu sera inventorié s'il ne l'a déjà été. Il note que l'histoire des mentalités, liée à cet «enfer», est très intéressante et mérite une étude approfondie.

M^{me} Burgy ajoute que les ouvrages qui figurent dans la réserve du directeur sont consultables en salle des manuscrits. Elle explique qu'aujourd'hui encore certains ouvrages ou documents y sont déposés mais surtout dans le but de les protéger du vol. Elle souscrit à la remarque de M. Giroud et trouve intéressant d'étudier, historiquement, quel était le contenu de cet «enfer», pour ainsi voir l'évolution des mentalités.

Discussion

Au vu de la séance extrêmement enrichissante et compte tenu du fait que les membres de la commission ont obtenu toutes les réponses à leurs interrogations de la part des auditionnés, les commissaires considèrent qu'il n'est pas nécessaire de procéder à des auditions complémentaires.

Une commissaire socialiste estime que ce projet mérite une réflexion très approfondie par les implications financières et autres à long terme qu'il renferme. Elle propose, afin de pouvoir en discuter avec son groupe au prochain caucus, de procéder à la prise de position et vote des groupes lors d'une séance ultérieure. Elle annonce, en tant que chargée du rapport, que son collègue et elle-même seront absents à la prochaine séance du 13 novembre et prie de les excuser.

Un représentant d'A gauche toute! est du même avis, car les deux commissaires titulaires sont absentes à cette séance.

Une commissaire libérale indique que la position de son groupe n'a pas changé, que les libéraux ont toujours demandé d'avoir une vision globale et le rattrapage du retard dans ce travail de rétroconversion. Elle propose de prendre une décision prochainement.

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

Le commissaire démocrate-chrétien partage l'avis de la préopinante. Il ajoute que si certains commissaires ont besoin de se référer à leur groupe, le vote peut être reporté à une prochaine séance.

Le report du vote de cette proposition PR-629 à une prochaine séance est accepté à l'unanimité des membres présents.

Séance du 13 novembre 2008

(N.d.l.r.: Comme annoncé le 30 octobre, la chargée du rapport était absente lors de cette séance, ce qu'elle regrette. De ce fait, elle n'a pu se baser que sur les notes de séances qu'elle retranscrit ici stricto sensu.)

La présidente rappelle l'audition, qui a eu lieu il y a deux semaines, à ce sujet et ouvre la discussion.

Discussion

Un représentant de l'Union démocratique du centre rappelle qu'en 1930, lors de la création de la grande Genève, soit la loi de fusion, par le rattachement à la Cité des communes des Eaux-Vives, de Plainpalais et du Petit-Saconnex, une nouvelle répartition des tâches entre le Canton et la Ville de Genève a été établie. Ainsi, la culture a été attribuée à la Ville de Genève, qui a donc une mission cantonale en la matière.

La BGE est un joyau de cette République et canton de Genève, raison pour laquelle l'UDC votera le crédit maximum, soit 10 millions, car il estime qu'il faut bien faire les choses ou ne pas les faire. Il note qu'un retard certain a été pris et qu'il faut aujourd'hui mettre les moyens à disposition de la BGE. Il espère, par ce vote, également donner un signe.

Une commissaire libérale indique que les libéraux sont satisfaits qu'il y ait enfin une proposition globale, qui vise à rattraper le retard et à faire le travail de mise en réseau de toutes les richesses et connaissances. Elle souhaite donner ainsi le signe d'une volonté de se mettre à jour et de se mettre en réseau avec les bibliothèques romandes.

Un commissaire démocrate-chrétien remarque que cela fait longtemps que la commission des arts et de la culture se penche sur les collections des bibliothèques et sur leur catalogage. Il lui semble difficile d'ajouter quelque chose à l'historique. Il estime que ces collections font partie du patrimoine, qui doit être entretenu et actualisé. Il pense, dès lors, qu'il faut aller de l'avant et voter les 10 millions.

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

Le représentant radical indique que les radicaux voteront également le crédit de 10 millions, car il s'agit du patrimoine de Genève, pour lequel il faut entreprendre quelque chose. Il remarque que ce projet est très discuté, mais que les commissaires ne savent finalement plus trop où en est le catalogage. La composition du Conseil municipal se modifiant tous les 4 ans, il est difficile de savoir où passe l'argent, les crédits votés. Il salue le fait qu'il ne soit pas procédé à l'engagement de nouveaux fonctionnaires pour réaliser cette tâche, mais qu'il soit fait appel à des forces existantes au sein de la Ville, ainsi qu'à des externes et à des personnes, engagées pour ce travail uniquement, et donc pour un temps défini. Il estime que, dans cette proposition, il manque des délais précis. Il croit que cette commission doit en fixer un afin de pouvoir demander des comptes, mais il admet ne pas savoir comment procéder car il n'est pas possible d'inscrire cette référence dans une proposition. Il note qu'il y a 5 annuités de prévues, ce qui laisse penser que le projet va se réaliser en cinq ou six ans. Il pense qu'il faut le formuler en plénière.

Une commissaire Verte annonce que son groupe se rallie à la troisième variante également. Il faut sauvegarder le patrimoine et l'emploi, même s'il s'agit d'engagements pour des durées précises et limitées. Elle croit qu'il faut rattraper le retard, afin que la Bibliothèque redevienne un fleuron de Genève.

Un autre commissaire de l'Union démocratique du centre pense, comme le préopinant, qu'il est important de fixer un délai, mais reconnaît qu'il est difficile de procéder dans ce sens et ajoute que la CARTS n'en a pas la compétence. Il faudrait le formuler dans le texte (?) mais il ne souhaite pas que cela implique des blocages.

Le représentant démocrate-chrétien note qu'il faut rendre la rapporteuse attentive à intégrer, dans son rapport, l'erratum qui a été envoyé aux commissaires. (*N.d.l.r.: ce qui a été fait page 2.*) Il ajoute que ces montants devraient également figurer dans le titre.

Une représentante Verte constate, par rapport aux délais, qu'elle n'en retrouve pas mention dans les notes de séances alors qu'elle croit se souvenir que le sujet avait été abordé lors de l'audition. (*N.d.l.r.: Effectivement ce point a été évoqué et retransmis par les notes personnelles prises par la chargée du rapport, voir page 4.*) Elle se souvient que les auditionnés avaient expliqué qu'il était compliqué de fixer des délais, car ces derniers dépendaient, en partie, du taux d'erreur qu'il y aurait dans le travail. Elle a retenu de l'audition qu'il y avait une excellente organisation au niveau de la planification, qui avait été faite, quelle que soit la variante votée. Enfin, elle croit, pour sa part, que les délais vont être tenus.

Le représentant d'A gauche toute! soulève un élément fort gênant, selon lui, à savoir qu'une partie du travail est confiée à une entreprise hongroise alors qu'elle

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

pourrait être réalisée en Suisse, voire même à Genève. Il ajoute que cela gêne son groupe. Par ailleurs, il indique que son groupe est défavorable au *personal stop*. Il se réfère aux chiffres émis par le représentant radical, à savoir des salaires de 100 000 à 125 000 francs par année, par fonctionnaire, et indique que ces montants lui semblent élevés pour des tâches de ce genre. Il est favorable à l'engagement de fonctionnaires ou en tout cas de personnel sur du long terme. Enfin, il indique que son groupe opte pour la deuxième variante à 6 200 000 francs.

La représentante (remplaçante) socialiste informe que, comme cela avait été indiqué, la rapporteuse de cet objet est absente, qu'elle s'est excusée et qu'elle aurait souhaité que le vote se fasse à une séance ultérieure. Elle remarque que, lors de la dernière séance, il a été décidé de reporter le vote, afin que les différents commissaires puissent procéder à une discussion avec leur groupe. Elle explique que son groupe n'a pas pu traiter le sujet vu qu'il se réunit la semaine suivante. En tout état de cause, et en l'état des discussions la variante, qui semble obtenir le plus de faveur, serait la deuxième option à 6 200 000 francs. En rapport avec les propos du préopinant d'A gauche toute! elle annonce que son groupe est défavorable au *personal stop* et à l'externalisation, mais elle reconnaît toutefois que le travail requiert un savoir-faire qui n'existe pas à Genève, d'où l'appel à cette entreprise basée en Hongrie. Elle conclut que sa collègue et elle-même s'abstiendront ce soir.

Le représentant radical indique que les radicaux regrettent que deux des principaux bénéficiaires des prestations de la BGE, soit l'Université et l'Etat, n'aient pas été approchés par la Ville, afin d'obtenir une aide financière pour ce projet. Il trouve dommage que ce soit toujours la Ville qui passe à la caisse, spécialement au regard du budget de l'Université.

Un commissaire libéral tient à rappeler ce qui a été dit lors de la dernière séance: il s'agit d'un enjeu important, un type d'opération dont la question de la réalisation ne se pose qu'une fois par génération. Il estime qu'il est de la responsabilité de cette législature et de ce Conseil municipal de faire face à ce défi. Il ajoute que ce catalogage extensif permet de redécouvrir du patrimoine, ce qui rehausse ledit patrimoine de la Ville.

Concernant les délais, il estime qu'il faut aussi voir comment le Conseil municipal peut être tenu au courant, notamment par des comptes-rendus réguliers, de l'avancement des travaux. Il suggère que cette Commission dépose une motion, qui soit liée au rapport sur ce crédit, qui demanderait qu'un planning soit fixé sur les six ou sept ans à venir et qui prévoirait que le Conseil municipal reçoive un rapport annuel relatif à l'avancement des travaux.

Il note encore qu'il lui semble qu'à l'issue du prochain budget il y aura environ 60 agents municipaux qui n'auront plus de rôle. A titre de boutade ou de

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

remarque, il se demande si, moyennant une certaine formation, il ne serait pas possible d'utiliser ces personnes pour ces travaux de catalogage.

Une commissaire Verte, concernant un retour régulier sur l'avancement des travaux, rappelle que M. Drahusak avait dit que cela s'observerait au niveau des comptes. Elle suggère de faire une recommandation, signifiant que la Commission souhaiterait être informée régulièrement. Elle ajoute que les délais permettraient de mesurer l'avancement des travaux. Il lui semble qu'une demande, sous forme de recommandation, devrait suffire.

Un représentant démocrate-chrétien adhère à cette dernière proposition. Il note que le catalogage est une nécessité pour la BGE et le personnel qui y travaille. Il relève une certaine concurrence entre les différentes bibliothèques, remarque que Lausanne a pris de l'avance, et pense que Genève doit maintenant actualiser son catalogue. Il est dès lors favorable à cette recommandation. Il s'étonne de l'abstention des socialistes puisque le report du vote, lors de la dernière séance, a justement été demandé par ceux-ci, pour qu'ils puissent en référer à leur groupe. Il trouve qu'il faut maintenant avancer et dit regretter que les socialistes s'abstiennent ce soir, alors que la commission leur a laissé du temps pour en traiter avec leur groupe.

La représentante socialiste répète que les socialistes ont demandé à ce que ce soit discuté en caucus, ce qui n'a pas été fait en raison du calendrier. Elle indique qu'en se basant sur les notes de séances l'option 2 aurait leurs faveurs, mais préfère s'abstenir. Elle ajoute que cette abstention ne doit pas être vue comme une opposition.

Votes

Il est procédé au vote de la proposition, article par article.

Article 1.

Les commissaires se prononcent en faveur des différentes variantes de la façon suivante:

Variante 1, à 4 800 000 francs: --

Variante 2, à 6 200 000 francs: 2 oui (AGT)

Variante 3, à 10 000 000 de francs: 10 oui (3 Ve, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC), 2 abstentions (S).

L'article 2 avec un montant de 10 000 000 de francs est accepté par 10 oui (3 Ve, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) et 4 abstentions (2 AGT, 2 S).

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

L'article 3 est accepté par 12 oui (2 S, 3 Ve, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) et 2 abstentions (AGT).

La PR-629, dans son ensemble, est acceptée par 10 oui (3 Ve, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) et 4 abstentions (2 AGT, 2 S).

Le représentant démocrate-chrétien propose la recommandation suivante:

«La CARTS demande à être informée annuellement de l'avancement des travaux.»

Le représentant libéral souhaite compléter cette proposition, qui aurait ainsi la teneur suivante:

«La CARTS demande à ce qu'un délai soit fixé et à ce qu'elle soit informée annuellement de l'avancement des travaux.»

Cette dernière recommandation est refusée par 9 non (2 AGT, 2 S, 3 Ve, 2 DC) contre 4 oui (1 R, 1 L, 2 UDC) et 1 abstention (1 L).

La recommandation suivante est acceptée, à l'unanimité des 14 membres présents:

«La CARTS demande à être informée annuellement de l'avancement des travaux.»

(Voir ci-après le texte de l'arrêté adopté sans modification.)

Annexe: tableaux des variantes

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

1. Scénario 1 : traitement des imprimés sauf opuscules

Bibliothèque	Fichier	Traitement	Durée sans ajout codes-barres	Coût sans ajout codes-barres	dont externalisé	Durée avec ajout de codes-barres	Coût avec ajout de codes-barres
BGE	Fichier général	Externalisé	3 ans et demi	2 339 579	801 324	6 ans	2 786 770
BGE	Fichier Ariana	Externalisé	2 jours	1 634	750	3 jours	2 007
BGE	Brochures 18°-20° siècles	Interne	3 mois	66 082		3 mois	66 082
BGE	Brochures 18°-20° siècles genevoises	Interne	14 jours	17 181		14 jours	17 181
BGE	Compagnie des Pasteurs	Interne	9 mois	235 252		9 mois	235 252
BGE	Fédération abolitionniste internationale	Interne	9 mois	202 211		9 mois	202 211
BGE	Fondation Eazy	Interne	5 jours	6 136		5 jours	6 136
BGE	Rivoire annoté	Interne	6 mois	164 359		6 mois	164 359
BGE	Fichier bio-bibliographique	Externalisé : CIPAC	6 mois	60 000		6 mois	60 000
BGE, musicale	Fichier auteurs-titres	Externalisé	2 ans et 2 mois	226 978	51 000	2 ans et 8 mois	260 720
BGE, JMV	Fichier auteurs-titres	Externalisé	2 mois et demi	28 500	28 500	2 mois et demi	28 500
BAA	Fichier auteurs-titres	Externalisé	1 an et demi	159 384	120 000	2 ans	196 039
MHN	Titres à part	Interne	4 ans	309 266		4 ans	309 266
MEG	Fichier auteurs-titres	Interne	4 ans	182 810	250 548	4 ans	182 810
CJB	Fichier auteurs-titres	Externalisé	3 ans et 8 mois	608 145	1 252 122	4 ans	630 138
Sous-totaux				4 607 517			5 147 471
Augmentation prévue des coûts d'externalisation : + 33% entre 2006 et 2009				413 200	413 200		413 200
Totaux				5 020 717	1 665 322		5 560 671
Diminution du solde de la PR-397 en cours à la BGE							- 400.000.-
Total final							5 160 671 Arrondi à Fr. 5 200 000.-

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

2. Scénario 2 : traitement complet des imprimés

Remarque : Par rapport au précédent tableau, celui-ci comprend la rétroconversion des opuscules de la BGE

Bibliothèque	Fichier	Traitement	Durée sans ajout codes-barres	Coût sans ajout codes-barres	dont externalisé	Durée avec ajout de codes-barres	Coût avec ajout de codes-barres
BGE	Fichier général	Externalisé	3 ans et demi	2 339 579	801 324	6 ans	2 786 770
BGE	Fichier Ariana	Externalisé	2 jours	1 634	750	3 jours	2 007
BGE	Brochures 17 ^e -19 ^e siècles	Interne	5 ans	1 385 081		5 ans	1 385 081
BGE	Brochures 18 ^e -20 ^e siècles	Interne	3 mois	66 082		3 mois	66 082
BGE	Brochures 18 ^e -20 ^e siècles genevoises	Interne	14 jours	17 181		14 jours	17 181
BGE	Compagnie des Pasteurs	Interne	9 mois	235 252		9 mois	235 252
BGE	Fédération abolitionniste internationale	Interne	9 mois	202 211		9 mois	202 211
BGE	Fondation Fazy	Interne	5 jours	6 136		5 jours	6 136
BGE	Rivoire annoté	Interne	6 mois	164 359		6 mois	164 359
BGE	Fichier bio-bibliographique	Externalisé : CIPAC	6 mois	60 000		6 mois	60 000
BGE, musicale	Fichier auteurs-titres	Externalisé	2 ans et 2 mois	226 978	51 000	2,6 ans	260 720
BGE, IMV	Fichier auteurs-titres	Externalisé	2 mois et demi	28 500	28 500	2 mois et demi	28 500
BAA	Fichier auteurs-titres	Externalisé	1 an et demi	159 384	120 000	2 ans	196 039
MHN	Tires à part	Interne	4 ans	309 266		4 ans	309 266
MEG	Fichier auteurs-titres	Interne	4 ans	182 810		4 ans	182 810
CJB	Fichier auteurs-titres	Externalisé	3 ans et 8 mois	608 145	250 548	4 ans	630 138
Sous-totaux				5 992 598	1 252 122		6 532 552
	External. : + 33% entre 2006 et 2009			413 200	413 200		413 200
Totaux				6 405 798	1 665 322		6 945 752
Diminution du solde de la PR-397 en cours à la BGE							- 400.000.-
Total final							6 545 752 Arrondi à Fr. 6 600 000.-

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

3. Scénario 3 : traitement complet de tous les types de documents

Bibliothèque	Fichier	Traitement	Durée totale	Coût travaux externalisés	Coût travail en interne	Coût total (yc numérisation)
BGE	Cartes de Suisse	Externalisé	3 mois	5 400	34 476	72 476
BGE	Cartes de France	Externalisé	2 mois	3 780	24 133	50 733
BGE	Cartes de Savoie	Externalisé	11 jours	945	6 033	12 683
BGE	Documents iconog.	Interne	1 an et 5 mois		388 197	388 197
BGE	Manuscrits	Interne	5 ans		1 850 000	1 850 000
BGE, Bibl. musicale	Affiches	Interne sauf numér.	2 ans		185 332	270 642
BGE, Bibl. musicale	Programmes	Interne, sauf numér.	8 mois		64 866	192 166
BGE, IMV	Manuscrits et iconog.	Interne, sauf numér.	4 ans		730 197	749 197
MEG	Documents audiov.	Interne	1 mois		7 722	7 722
CJB	Archives	Interne	4 mois		27 800	27 800
CJB	Cartes géographiques	Interne	2 mois		18 533	29 700
CJB	Portraits	Interne	1 an et 5 mois		101 933	138 588
Total				10 125	3 439 222	3 789 904
External. : + 33% entre 2006 et 2009				3 341	3 341	3 341
Totaux des imprimés (report scénario 2)				1 665 322	6 945 752	6 945 752
Total intermédiaire				1 678 788	10 388 315	10 738 997
Diminution du solde de la PR-397 en cours à la BGE						-400.000.-
Total final						10 338 997 Arrondi à Fr. 10 400 000

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

M^{me} Anne Carron-Cescato, présidente de la commission des arts et de la culture (DC). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, ces quelques mots pour vous dire que la demande de crédit de la proposition PR-629 n'a pas entraîné de grands débats à la commission des arts et de la culture. Cela n'empêche pas que les auditions du directeur de la Bibliothèque de Genève (BGE) et de la bibliothécaire responsable de la rétroconversion ont suscité un vif intérêt au sein de la commission. Deux séances auront finalement suffi pour voter le crédit nécessaire à la poursuite des travaux de rétroconversion des collections des bibliothèques scientifiques de la Ville, et c'est l'option maximale de 10 millions de francs permettant la finalisation de tous les travaux qui a trouvé grâce aux yeux des deux tiers des membres de la commission.

Avant de conclure, j'aimerais encore souligner le souhait de la commission d'être informée régulièrement de l'avancement des travaux. Cette préoccupation fait d'ailleurs l'objet d'une recommandation votée à l'unanimité. Je reprendrai plus tard la parole pour donner la position du groupe démocrate-chrétien.

M^{me} Christiane Olivier, rapporteuse (S). Je m'exprimerai ici en tant que rapporteuse, pour soulever trois points. Premièrement, je prie le Conseil municipal et le Conseil administratif de m'excuser d'avoir tardé à rendre le rapport en raison de circonstances sur lesquelles je ne m'étendrai pas – mais je tenais à présenter mes excuses.

Deuxièmement, j'étais absente – mais je l'avais annoncé – lors de la séance de commission où la proposition PR-629 a été votée; je n'ai donc pu me baser que sur les notes de séance, et j'ose espérer qu'elles reflétaient exactement les décisions de la commission.

Troisièmement, bien que mon rapport traite précisément de la rétroconversion et du catalogage des collections des bibliothèques scientifiques, il aborde également plusieurs autres points. Comme l'a dit M^{me} Carron-Cescato, l'audition de M. Giroud, directeur de la BGE, a été très intéressante, et j'ai jugé utile de faire référence dans mon rapport à la numérisation, à la conservation, au fameux trou noir existant dans toutes les bibliothèques, ainsi qu'à la partie appelée l'«enfer». Cette audition était si riche, passionnante et passionnée qu'il m'a semblé adéquat de donner une vision globale de tous ces aspects. Je reprendrai la parole ultérieurement au cours du débat.

Premier débat

M. Salvatore Vitanza (R). Mesdames et Messières municipales et conseillers municipaux, les radicaux accepteront la proposition PR-629,

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

car il s'agit d'un excellent projet. D'abord, il est l'occasion de dresser un état des lieux du fonctionnement des bibliothèques scientifiques de la Ville de Genève. Ensuite, il permettra de sauvegarder le patrimoine de la Ville, tout en rattrapant le retard pris dans ce domaine. Ainsi, les bibliothèques redeviendront un fleuron de Genève. En outre, le catalogage de leurs collections permettra de redécouvrir et de mieux mettre en valeur le patrimoine municipal.

M^{me} Marie-Pierre Theubet (Ve). Pour tous les arguments mentionnés dans le rapport, le groupe des Verts maintiendra son vote de commission en acceptant l'option 3 de la proposition PR-629, à savoir le crédit de 10 millions de francs.

L'actuel catalogue informatique de la BGE ne constitue que l'une des bases de données donnant accès aux livres. La moitié de la rétroconversion des collections reste encore à faire. Je le rappelle, il s'agit de passer les anciennes notices manuscrites ou dactylographiées dans le système RERO, auquel sont reliées toutes les bibliothèques romandes et qui est l'une des références internationales en la matière. Nous devons évidemment disposer de catalogues informatisés pour entrer dans l'ère du web, afin que chacun puisse avoir accès à tous les documents des bibliothèques depuis son domicile.

Nous avons choisi l'option 3 à 10 millions de francs pour la raison suivante. Nous avons bien compris le message: procéder par votes successifs du Conseil municipal ne faisait que retarder les travaux de rétroconversion. Or, au vu du retard effectivement pris dans ce domaine, il est maintenant tout à fait opportun de terminer d'une seule traite tout le processus. Le département de la culture nous a donné suffisamment de garanties, et la planification des travaux est extrêmement bien documentée, précise et complète. Telle est la raison de notre vote.

M. Pascal Rubeli (UDC). Mesdames et Messieurs, chers collègues, nous voterons bien sûr la proposition PR-629, en choisissant l'option 3 à 10 millions de francs. Il en va de l'avenir de la BGE, qui est un joyau de notre République et canton, et qui est extrêmement riche en collections. Il faut terminer le processus de rétroconversion entrepris il y a quelques années déjà. D'ailleurs, nous avons toujours voté les crédits demandés dans ce sens, et nous tenons à assurer la continuité de cette démarche. La BGE le mérite amplement!

M^{me} Anne Carron-Cescato (DC). J'irai dans le même sens que mes préopinants. Pour le groupe démocrate-chrétien, il ne fait nul doute que les collections

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

de la BGE, qui constituent un patrimoine précieux, doivent être entretenues et actualisées. Raison pour laquelle nous pensons qu'il faut aller de l'avant et voter l'option maximale de 10 millions de francs de la proposition PR-629, qui permettra d'effectuer le travail dans son entier sur une durée de sept ou huit ans, selon ce qui nous a été indiqué en commission. Le catalogage de la totalité de ses collections est une nécessité pour la BGE; la concurrence entre bibliothèques est rude, et il faut bien admettre que Lausanne a pris une certaine avance. Dans ce contexte, nous pensons que Genève doit maintenant actualiser ce catalogage. Nous voterons également la recommandation proposée par les Verts en commission.

M^{me} Christiane Olivier (S). Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que j'ai écrit dans mon rapport et aux interventions de mes préopinants. Je voudrais juste aborder deux points.

Premièrement – et cela figure dans mon rapport – je relève l'excellent travail de transition que la BGE a réalisé en amont de la proposition PR-629. Je tiens à le souligner car, lors de son étude en commission des arts et de la culture, nous avons vraiment été très intéressés par cette mise à plat préalable de tout le positionnement de la BGE. Ce processus très intense et précis a pu être mené à bien grâce à l'investissement personnel de l'ensemble des collaboratrices et des collaborateurs de la BGE. C'est remarquable, car ils ont mené tout un travail introspectif et une profonde réflexion pour déboucher sur une synthèse qui permet de dégager des pistes et des priorités. Je souhaite qu'il se passe la même chose dans d'autres institutions que la BGE.

Deuxièmement, j'exprimerai un petit regret quant au traitement de la proposition PR-629. Nous avons demandé s'il y avait des partenariats possibles entre la BGE et l'Université, car cette bibliothèque est fréquentée par 75% d'étudiants. Par conséquent, nous aurions souhaité que l'Université s'engage également dans cet immense travail de catalogage de tous les trésors de la BGE, mais cela n'a pas pu se faire. Je m'adresse maintenant au Conseil administratif: nous espérons que des contacts pourront être pris dans ce sens lorsqu'il s'agira d'engager la phase suivante du catalogage, à savoir la numérisation. Nous aimerions que des partenariats avec l'Université, l'Etat ou d'autres instances soient établis à ce moment-là.

Enfin, je rappelle que le groupe socialiste s'est abstenu lors du vote de la proposition PR-629 en commission, auquel je n'étais pas présente. En effet, nous voulions encore discuter de ce projet, car nous étions plutôt favorables à l'option 2, qui ne prévoyait la rétroconversion que des imprimés, celle des manuscrits et des cartes pouvant se faire ultérieurement. Mais, après discussion, notre groupe a décidé de voter ce soir l'option 3 à 10 millions de francs et la totalité du processus

de rétroconversion, afin de ne pas devoir voter dans quelques années un prolongement de cette proposition.

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Chers collègues, c'est avec satisfaction que le groupe libéral et l'Entente prennent acte, ce soir, du fait que le Conseil municipal soutient l'option 3 de la proposition PR-629. Nous demandons au moins depuis cinq ans que le savoir soit rendu accessible à tous. Comme vous le savez, nous avons à Genève des collections exceptionnelles.

Il est évidemment nécessaire de mettre à la disposition des lecteurs tous les documents imprimés. Mais l'option 3 prévoit également la rétroconversion des cartes et des manuscrits du XVII^e au XIX^e siècle; or, tout le monde ne va pas chaque matin les consulter à la BGE, et ces documents précieux et délicats ne sont pas toujours – et à bon droit – accessibles au premier venu. Nous sommes donc satisfaits de voter ce soir les moyens technologiques qui permettront enfin de mettre à la disposition du grand public ces richesses inestimables accumulées à Genève.

Voilà pourquoi le vote de ce crédit pour assurer la totalité du processus de rétroconversion des collections des bibliothèques scientifiques est à nos yeux une bonne nouvelle. Nous nous affligions, depuis plusieurs années, de ne pouvoir avancer que par tronçons de 1,5 million de francs, de 1 million de francs ou de 2 millions de francs. Nous voulons assurer une bonne fois le partage de la connaissance. C'est donc avec plaisir que nous votons ce soir l'option 3 de la proposition PR-629 et que nous vous invitons à faire de même, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux.

M. Jacques Baud (HP). Il est indispensable de préserver et de conserver un double de tous les documents extraordinaires que nous avons dans les bibliothèques. Croyez-moi, Mesdames et Messieurs, une catastrophe peut toujours arriver! Et alors, tout serait perdu! Toutes les fabuleuses connaissances conservées dans ces documents disparaîtraient! Il faut donc absolument que nous conservions un double de tout le contenu de la BGE quelque part où il sera bien protégé. Nous rappelons souvent cette nécessité.

Il est vrai que cela coûte très cher, mais certains documents sont très précieux et on ne peut pas les mettre à la disposition des étudiants sous peine de les abîmer. Ils doivent donc être consultables par l'intermédiaire d'une copie. Par conséquent, allons-y! Faisons ce qu'il faut, en espérant que les travaux ne traîneront pas trop! J'ai toujours peur d'un incendie ou d'une autre catastrophe qui détruirait ce bien immense.

Proposition: catalogage des collections des bibliothèques scientifiques

M^{me} Christiane Olivier (S). Mon intervention sera très brève, mais j'aimerais juste remettre la proposition PR-629 dans son contexte. Il n'est pas question ici de faire un double de tous les manuscrits de la BGE, mais de terminer le catalogage des collections, à savoir la mise sur support informatique des ouvrages actuellement sur fiches. Mes deux préopinants, eux, ont parlé de la numérisation, c'est-à-dire de la copie de tous les documents sur support informatique. Ce n'est pas la même chose! Ici, il s'agit bien de l'intégration au système RERO des fiches encore manuscrites ou dactylographiées, et non de la numérisation.

Je suis contente de voir que le Conseil municipal votera ce soir l'option 3 de la proposition PR-629, et j'espère qu'il fera de même lorsqu'il s'agira du crédit pour la numérisation et la mise à la disposition du public des copies des documents précieux.

M. Jacques Baud (HP). S'il s'agit juste de dresser une liste des ouvrages conservés à la BGE, que se passera-t-il en cas de catastrophe? Que ferons-nous de cette liste, alors? Il est important de créer des doubles de tous les documents précieux. Il faudrait y réfléchir! Cela s'est fait à la Bibliothèque nationale de France à Paris, même si cela coûte un saladier. Nous aussi, nous possédons des documents extraordinaires, et il serait vraiment malheureux qu'ils disparaissent pour toujours avec leur contenu!

Deuxième débat

Mise aux voix, la recommandation de la commission des arts et de la culture est acceptée à l'unanimité (64 oui).

Elle est ainsi conçue:

RECOMMANDATION

La commission des arts et de la culture demande à être informée annuellement de l'avancement des travaux.

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté est accepté à l'unanimité (65 oui).

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 10 000 000 de francs destiné à la finalisation du catalogage rétrospectif des collections des bibliothèques scientifiques de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 10 000 000 de francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 5 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2013 à 2017.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

6. Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 2 septembre 2009 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant net total de 49 941 700 francs, soit:

- un crédit brut de 63 263 700 francs, financé par le fonds spécial issu du legs Lancoux pour un montant de 8 300 000 francs et par le Fonds d'équipement communal pour un montant de 7 000 000 de francs, soit un crédit net de 47 963 700 francs, destiné à l'agrandissement et à la rénovation du Musée d'ethnographie de Genève, situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle N° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève;
- un crédit de 211 600 francs destiné à l'équipement en matériel informatique et de télécommunication du Musée d'ethnographie de Genève, situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle N° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève;
- un crédit de 1 766 400 francs destiné à l'équipement des salles d'exposition et des ateliers du Musée d'ethnographie de Genève, situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle N° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève (PR-739 A)¹.

Rapport de M^{me} Andrienne Soutter.

Traitement de la proposition

La proposition PR-739 a été renvoyée à l'examen de la commission des travaux lors de la séance du Conseil municipal du 13 octobre 2009. Elle a été traitée lors de cinq séances de la commission, soit les 4 et 18 novembre, 16 décembre 2009, 13 et 27 janvier 2010, la séance du 16 décembre étant essentiellement consacrée à la visite des entrepôts aux Ports-Francs, sous la présidence de M^{me} Maria Pérez. Les notes de séances ont été rédigées avec beaucoup de soin par M. Jorge Gajardo Munoz que nous remercions.

¹ Proposition, 1906.

Rappel résumé du préambule de la proposition

La PR-739 fait suite au vote unanime par le Conseil municipal, le 21 mars 2007, de la résolution PR-513, présentant un projet de rénovation et d'agrandissement du Musée d'ethnographie de Genève (MEG) sur le site du musée existant au boulevard Carl-Vogt.

Ce vote unanime a été confirmé le 25 mai de la même année par un vote massif du Grand Conseil. Un peu plus de deux ans plus tard, le programme d'un concours d'architecture a été établi, le concours lancé et l'équipe lauréate désignée. Celle-ci s'est immédiatement attelée aux études de ce projet pour déposer en été 2009 une requête en autorisation de construire au Département des constructions et des technologies de l'information ainsi que la demande de crédit. Grâce à un contrôle très serré, il est possible de proposer aujourd'hui un projet conforme aux conditions-cadres fixées par la résolution PR-513 ainsi qu'aux attentes des nombreux acteurs concernés.

Nota bene: la PR-739 étant largement explicitée et documentée (47 pages), et estimant que les conseillers municipaux ont tous la possibilité de la lire, et de plus qu'un rapport trop long décourage les lecteurs, la rapporteure ne fera ni rappel de l'historique de l'opération, ni de la notice historique du musée, ni des chapitres sur l'information à la population et aux associations, sur les réponses aux motions, postulats, questions écrites, pétitions, etc. ni de l'exposé des motifs, ni celui sur les obligations légales et de sécurité.

Résumé de la description de l'ouvrage*Esplanade*

Le nouvel ensemble bâti place les salles d'exposition et de séminaires dans un grand volume situé sous l'esplanade, actuellement jardin. Le bâtiment neuf hors terre du musée, qui assure la fonction d'accueil du public, s'harmonise avec les bâtiments existants de l'ancienne école et de l'école actuelle, un rapport équilibré s'installe entre eux et offre ainsi un véritable espace public ouvert sur le quartier. Cet espace sera revêtu de dalles en béton et aménagé d'un long banc, situé en contrebas du côté de l'école, près de la clôture séparant le préau de l'esplanade et du boulevard, ce qui créera une distinction entre les deux espaces et assurera ainsi la sécurité des enfants.

Sur la façade arrière, rue des Maraîchers, un espace piétonnier arborisé remplacera l'étroite cours et le parking privé actuels. La partie publique destinée aux visiteurs se concentrera dans le nouveau bâtiment, alors que la partie administrative (bureaux, ateliers, locaux des Ateliers d'ethnomusicologie) sera logée dans le bâtiment existant, les deux parties étant reliées par le sous-sol.

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

Nouveau bâtiment

Le nouveau bâtiment offrira trois espaces d'exposition d'une surface totale de 2130 m² combinables au moyen de cloisons modulables.

Soit un espace *d'expositions de référence*, s'inscrivant dans un temps long, mettant en valeur le patrimoine culturel, matériel et immatériel réuni au MEG par les chercheurs et collectionneurs. Cet espace devra répondre aux attentes des différents publics, de la vulgarisation à l'érudition (petits enfants, groupes scolaires, chercheurs, etc.).

Un espace *d'expositions de synthèse* offrant des perspectives critiques sur les phénomènes sociaux et culturels qui marquent les sociétés d'ici et d'ailleurs. Ces types d'expositions sont d'une part une fenêtre sur le monde, sur d'autres manières de vivre en société, d'autre part un éclairage sur nos propres manières d'être, d'agir et de penser, une exploration de nos propres systèmes de représentations.

Enfin, un espace *d'expositions ponctuelles*, présentées sur des périodes courtes, autour de sujets d'actualité, ou adaptés au contexte local, ou itinérantes et produites par d'autres institutions. Elles pourront prendre des formes variées, de l'exposition photographique à l'installation artistique ou critique.

Dans le nouveau bâtiment prendra également place une *bibliothèque d'étude et de recherche* conçue comme un espace de sociabilité au travail, proposant des espaces individuels, partagés et de travail en groupe. Et, *last but not least*, une *salle polyvalente* de 250 places (avec scène, régie, loges pour artistes, insonorisation) pour conférences et colloques, festivals et projections de cinéma, spectacles, concerts et autres manifestations publiques, qui pourra être adaptée au gré des besoins; deux *salles de conférence et de séminaire* de 50 places, un *atelier* pour des activités de médiation culturelle et scientifique, notamment pour les classes d'enfants et autres groupes; une *cafétéria* de 40 places et une *librairie-boutique* indispensable pour diffuser publications scientifiques et ouvrages en anthropologie sociale et culturelle, ainsi que les produits dérivés et souvenirs.

D'une manière générale, les espaces de travail seront clairement délimités de ceux disponibles pour le public, étant donné que le nouveau bâtiment abritera également des infrastructures techniques et de sécurité spécifique, notamment à l'atelier de restauration, le studio de photo, les locaux d'inventaires et de tri des collections, les ateliers de décoration et de construction. Un monte-charge facilitera les livraisons.

Ancien bâtiment

L'ancien bâtiment sera réservé aux activités scientifiques et administratives.

Il accueillera la direction, les conservateurs et le personnel scientifique, administratif et technique ainsi que les Ateliers d'ethnomusicologie qui bénéficieront de deux salles de répétition et d'un espace administratif. Seule une rénovation légère y est prévue.

Concept énergétique et de sécurité

Compte tenu de la taille et de l'ampleur du projet, les enjeux énergétiques et environnementaux sont importants, les études réalisées dans l'objectif de la stratégie «100% renouvelable en 2050» prévoient que le nouveau bâtiment atteindra un haut niveau de performance énergétique et que celle de l'ancien sera nettement améliorée, tout cela en adéquation à l'Agenda 21 de la Ville de Genève.

La sécurité relative aux personnes et à leur évacuation en cas d'incendie répondra aux normes et directives AEAI, ainsi qu'aux règlements cantonaux; quant à celle du bâtiment et des biens contre le vol, l'intrusion et le vandalisme, elle sera traitée avec toutes les contraintes de sécurité actuelles (détection d'intrusion, contrôle d'accès, vidéosurveillance, dimensionnement adéquat de l'enveloppe du bâtiment).

Financement du projet

Le projet a été élaboré en étroite concertation au sein du groupe tripartite, Etat, Ville et Association des communes genevoises (ACG). Selon les vœux de la légataire, M^{me} Marie-Madeleine Lancoux, et en accord avec son exécuteur testamentaire, un montant de 8,3 millions disponible à ce jour est prévu.

L'ACG a confirmé au Conseil administratif que sa subvention déjà accordée de 7 millions par le Fonds d'équipement communal serait indexée de 500 000 francs, d'où l'amendement à la PR-739 (*voir en annexe*) présenté à la commission des travaux et construction dans sa séance du 27 janvier 2010.

Quant à la participation de l'Etat de Genève annoncée à hauteur de 10 millions de francs, selon l'exposé des motifs de la résolution commune (PR-513 au Conseil municipal et R-515 au Grand Conseil), le Conseil d'Etat ne l'a pas encore confirmée, hors la réponse orale de M. Mark Muller, auditionné le 27 janvier (*cf. suite du rapport*).

Une demande de subvention sera encore déposée auprès du Fonds énergie des collectivités publiques pour un montant de 200 000 francs correspondant à une partie de l'investissement supplémentaire dû au concept «100% renouvelable».

Séance du 4 novembre

Présentation de la proposition par M. Rémy Pagani, en charge du département des constructions et l'aménagement, M^{me} Isabelle Charollais, codirectrice, M^{me} Isis Payeras, cheffe du Service d'architecture, M^{me} Valérie Cerda, cheffe du Service de l'énergie, le bureau Graber & Pulver, architectes mandataires, accompagnés de M. Dominique Weber, du bureau Weber et Broennimann, ingénieurs civils.

Sont également auditionnés M. Patrice Mugny, conseiller administratif en charge du département des affaires culturelles, M^{me} Martine Koelliker, codirectrice, M. Boris Wastiau, directeur du Musée d'ethnographie, et M. Jaques Hainard, conseiller.

En ouverture de séance, M. Mugny présente brièvement M. Wastiau, nommé récemment directeur du MEG, puis M^{me} Charollais rappelle que cette audition est une étape décisive dans l'aventure de la construction d'un nouveau musée d'ethnographie digne des collections qu'il abrite, du quartier, de la ville, voire de l'agglomération dans lesquels il s'insère et répondant aux attentes aussi bien de la population, du public, des usagers ainsi que de ses collaborateurs. Ce projet est issu d'un concours de niveau international, lancé en décembre 2007 et clos par le verdict unanime du jury en avril 2008. Mandat a été ensuite donné au bureau lauréat pour l'étude et le chiffrage de la réalisation et quelques détails affinés afin de ne pas dépasser l'enveloppe budgétaire allouée. Le résultat est un lieu accueillant pour le public et performant pour les professionnels, en plus il répond aussi bien aux contraintes budgétaires, qu'à celles d'une insertion dans un site réputé difficile et aux conditions du legs Lancoux.

L'accueil du public est prévu en surface dans la partie neuve qui abritera aussi la bibliothèque-médiathèque, alors que les expositions prendront place dans la partie enterrée. L'ensemble apparaît comme une construction contemporaine à côté d'un bâtiment plus ancien valorisé, les deux parties étant reliées par le sous-sol. Devant elles, le préau devra servir aussi bien aux besoins du musée que de place publique. L'aménagement de cette esplanade et la construction du sous-sol entraîneront d'importants travaux qui nécessiteront l'abattage des arbres, mais la perte de ceux-ci sera compensée par de nouvelles plantations sur boulevard Carl-Vogt et à la rue des Maraîchers.

Au rez de la nouvelle construction, seul ouvert au public, on trouvera l'accueil et la cafétéria, au-dessus se trouveront la bibliothèque, la médiathèque, ainsi que les salles de consultation. En dessous, le premier niveau abritera un vaste foyer, une salle polyvalente, le studio photo, des dépôts et locaux techniques; le deuxième étant entièrement dévolu aux expositions sur une surface modulable de 2132 m². Ce sous-sol couvre toute l'étendue de la parcelle jusque sous l'école. Le tout sera relié par un grand monte-charge situé à l'arrière du bâtiment.

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

En ce qui concerne le financement du projet, M^{me} Charollais s'attarde sur le crédit I totalisant 63 263 700 francs qui comprend deux déductions importantes. D'abord une subvention de 7 millions de francs accordée par l'Association des communes genevoises qui s'est engagée à l'augmenter de 500 000 francs à titre d'indexation, ce qui signifie qu'un amendement sera bientôt présenté pour ce crédit. Ensuite, le projet bénéficie du fonds spécial issu du legs Lancoux, pour un montant estimé à 8,3 millions de francs. Elle précise que cette estimation tient compte de la rente due par l'exécuteur testamentaire à une héritière de feu M^{me} Lancoux. Après déduction des apports de l'ACG et du fonds Lancoux, le montant total demandé au CM se monte à 49 941 700 millions de francs, comprenant aussi un deuxième crédit pour du matériel informatique et de télécom et un troisième crédit destiné à l'équipement des salles d'expositions et des ateliers.

Ensuite, M^{me} Cerda expose les grandes lignes de la conception énergétique du projet qui vise, d'une part à assurer les conditions climatiques nécessaires à la conservation des pièces exposées et d'autre part à respecter les principes de la stratégie «100% renouvelable en 2050». Le nouveau bâtiment répondra au standard Minergie, alors qu'on tentera de s'en rapprocher sur l'ancien. Elle prévoit de baisser de 35% les consommations énergétiques, ce qui sera atteint par bonne isolation, une chaudière à bois-pellets, la récupération de la chaleur par une ventilation à double flux et la machine de production de froid. La diffusion par dalles actives contribuera à améliorer les performances énergétiques dans le nouveau bâtiment. Du point de vue de l'éclairage, la lumière naturelle sera exploitée autant que possible et des luminaires à haut rendement pilotés par des sondes de détection de présence installés. Des économies d'eau seront atteintes par des robinetteries basse consommation. En outre, M^{me} Cerda annonce qu'elle déposera une demande de subvention de 200 000 francs auprès du Fonds énergie des collectivités publiques.

Enfin, M^{me} Charollais termine par le calendrier des échéances, le chantier devant démarrer pendant l'été 2010, dès le début des vacances scolaires. Si le déménagement de l'école peut être mené à temps, le chantier devrait est terminé vers le milieu de l'année 2013.

C'est au tour de M. Wastiau d'expliquer que la réalisation du projet doit permettre au musée de développer la qualité et la quantité de son travail, en mettant en valeur les collections du MEG et celles provenant d'autres institutions. Le nouveau musée permettra d'améliorer les activités de recherche, de médiation culturelle, l'accueil du public, entre autres des personnes à mobilité réduite, des visites scolaires. Les utilisateurs de la bibliothèque et médiathèque disposeront de meilleures conditions de consultation, avec 50 postes de consultation des bases de données informatiques du musée et 5000 ouvrages en accès direct. Il y

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

aura enfin une salle de cours et une de visionnement de films. Les conditions climatiques et de sécurité seront également améliorées pour les personnels comme pour les objets. Les nouveaux espaces de travail ont été pensés en fonction des besoins des uns et des autres, en matière de places de travail ergonomique et rationnelles comme de circulation. M. Wastiau parle également de ses projets d'exposition permanente de référence de 2000 à 3000 objets provenant de tous les continents, renouvelés tous les cinq ans, ainsi que de trois ou quatre expositions annuelles mettant en valeur 150 à 300 pièces des collections. Ces expositions seront basées en parties sur des recherches de terrain menées par des conservateurs et des chercheurs rattachés au MEG, mais devraient aussi permettre de développer des coproductions avec d'autres institutions comme celle en cours avec le Japon et le Pérou.

Quant à M. Hainard il souligne l'importance de «l'anthropologie qui permet de réfléchir sur soi, sur nous et sur les autres». Il estime que le quartier des Bains, la Jonction et Plainpalais sont les bons endroits pour se poser deux bonnes questions : «Pourquoi est-ce que je pense ce que je pense?» et «Pourquoi est-ce que je dis ce que je dis?» Enfin, il qualifie le projet de «construction simple, efficace et esthétique».

M. Pagni termine cette présentation en rappelant que ce projet a recueilli l'unanimité du jury, de plus ses services et les architectes ont fait les efforts nécessaires pour que le projet ne dépasse pas les limites budgétaires. Il se dit déterminé à le mener jusqu'au bout et espère que le CM le votera rapidement.

Questions des commissaires

Une première question concerne le financement et un différend non réglé entre la Ville et l'Etat qui pèserait sur l'attribution d'une subvention de 10 millions de francs. On évoque aussi la Constituante qui devrait trancher sur les responsabilités institutionnelles dans le domaine de la culture. Des promesses ont été faites qui devront être confirmées.

D'autres questions concernent sur l'éclairage, l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, sur l'équipement informatique, sur la participation et l'information de la population, sur la subvention modeste du Fonds cantonal de l'énergie, sur celle de l'Etat, sur les bancs de l'esplanade, sur les travaux en profondeur, sur la possibilité de creuser un troisième sous-sol, sur le système de drainage, sur les surfaces de dépôt, sur le budget de fonctionnement, sur le financement du déménagement et sur ce que le MEG projette de faire durant les travaux. Toutes ces questions reçoivent des réponses satisfaisantes et ne nécessitent pas un long développement.

En définitive, pour éclaircir la question du fonds Lancoux, les auditions des deux conseillers d'Etat Mark Muller et Charles Beer sont mises au vote et acceptées. La commission demande et accepte également l'audition de M^e Christ, exécuteur testamentaire du fonds, ainsi que celle de M. Pagani, maire. Quant à la visite des dépôts des Ports-Francis elle est également approuvée.

Séance du 18 novembre

Audition de M. Rémy Pagani, maire de la Ville de Genève, accompagné de M^{me} Isabelle Charollais et de M. Claude-Alain Macherel.

Un commissaire libéral demande confirmation de ce que, selon lui, «le CA adoptant un nouveau procédé, il demande dans la PR-739 une autorisation de dépense pour de l'argent qui a déjà été dépensé et qu'il n'a pas!» M. Pagani explique que feu M^{me} Lancoux a fait un testament qui stipule que, après déduction d'une rente de vie au bénéfice de sa sœur, son argent doit être utilisé pour financer un nouveau musée d'ethnographie. Dans cette perspective, la Ville, par l'intermédiaire du Canton de Genève, a bénéficié d'une première tranche de 800 000 francs à titre de crédit d'étude. Contrairement à ce que suppose le commissaire, c'est le Canton de Genève qui a reçu les 10 millions du Fonds Lancoux. M^{me} Charollais explique que, selon le désir de la défunte, le legs Lancoux est géré par le Canton, mais que son montant est bien destiné à la Ville. Elle tient aussi à préciser que l'argent n'a pas été versé à la Ville par le Canton, mais directement par M^e Christ qui en a reçu l'ordre du Canton. Jusqu'à présent, deux montants ont été versés pour financer le concours (800 000 francs) et les études du projet (2,5 millions). La Ville a touché au total 3,3 millions dont elle n'a utilisé qu'une partie (2 453 704.60). Il reste donc un solde (846 295,40). La Ville n'a donc pas dépensé l'argent qu'elle n'a pas.

Le commissaire insiste, croyant savoir que le legs Lancoux devait revenir à l'Etat si les travaux n'avaient pas démarré dans un délai de cinq ans. M^{me} Charollais donne alors lecture du testament de M^{me} Lancoux. Dans ce document, M^{me} Lancoux déclare laisser le reste de sa fortune à l'Etat dans le but de consacrer ces fonds *exclusivement à la reconstruction du MEG ou, si cela ne se faisait pas dans les cinq ans suivant son décès, à la rénovation ou à l'agrandissement du bâtiment existant*. Le commissaire comprend que seule la reconstruction était conditionnée par le délai de cinq ans.

M. Macherel ajoute que l'argent du legs ne transite pas par les caisses de l'Etat, le montant restant sera versé, comme jusqu'à présent, à la Ville par M^e Christ, sur demande du Conseil d'Etat. Toujours le même commissaire rappelle que les legs, pour pouvoir être acceptés par la Ville, ne doivent pas engager

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

de charges. M. Macherel fait remarquer que la Ville n'a pas engagé de charges pour le concours et les études du musée, Pour le reste, la demande de crédit de réalisation est présentée au CM y compris avec la déduction d'un montant de 8 millions de francs provenant du fonds Lancoux. Le commissaire demande encore ce qui se passera si le musée ne se fait pas. M. Pagani répond que, dans ce cas, l'Etat assumera sa responsabilité en sa qualité de gestionnaire du legs, mais il tient à répliquer que le Musée d'ethnographie se fera.

Séance du 16 décembre

Cette séance étant réservée à la visite des dépôts des Ports-Francis, M. Wastiau, directeur du MEG, guide les commissaires dans les locaux où les collections sont stockées par continent et par thème. Il précise que tout a été inventorié et photographié en 2002 lors du déménagement à la Praille. Il fait l'éloge des qualités des différents fonds comme des différentes familles de collectionneurs. Il tient à insister sur la valeur esthétique, celle-ci ayant été décriée lors d'un récent colloque. M. Wastiau rappelle son intention d'exposer en permanence pendant des périodes de cinq ans 2000 à 3000 pièces sur les presque 80 000 objets que le musée possède. Ces expositions de référence devant se passer dans le grand espace de 1000 m² du sous-sol du nouveau musée.

Le MEG occupe aux Ports-Francis une superficie de 2850 m² et un volume de 11 542 m³, qui coûtent 460 000 francs par an, climatisation comprise. Bien que les conditions soient très bonnes, du point de vue température, humidité, et sécurité, M. Wastiau espère que des dépôts aux conditions climatiques plus adéquates encore seront aménagés sous l'ancienne usine à gaz (site Artamis).

Séance du 13 janvier

La présidente informe que, concernant le différend entre l'Etat de Genève et la Ville, dont dépendrait le versement par l'Etat d'une subvention de 10 millions, une séance est agendée pour le mois de février 2010, mais que dans l'intervalle le CE annonce qu'il déposera prochainement un projet de loi autorisant l'Etat de Genève à participer au financement de l'extension du nouveau musée d'ethnographie à hauteur de 10 millions de francs.

Vu ce qui précède, la question se pose de savoir si l'audition de MM. Mark Muller et Charles Beer est toujours pertinente et doit être maintenue, M. Muller ayant confirmé sa présence pour le 27 janvier, M. Beer pour le 10 février. Au vote, la commission à l'unanimité demande celle de M. Mark Muller pour connaître sa position sur le fonds Lancoux, mais pas celle de M. Charles Beer.

Séance du 27 janvier*Présentation d'un amendement à la proposition PR-739*

Les commissaires ayant reçu en cours d'après-midi un amendement à la PR-739 (*voir annexe*), M. Pagani, auditionné sur une autre proposition, s'attarde pour signaler que les 10 millions de francs promis par le CE pour contribuer à l'agrandissement du MEG ne pourront figurer dans le budget que lorsque le Grand Conseil aura voté ce crédit et quand le délai référendaire sera échu. Cela dit, il ne voit pas de raison politique pour que ce crédit soit refusé. En attendant cette confirmation ferme, l'amendement ne prend donc en compte que l'indexation accordée par l'ACG et l'augmentation dès janvier 2011 du taux de TVA.

Audition de M. Mark Muller, conseiller d'Etat en charge du Département cantonal des constructions et des technologies de l'information, et de M^{me} Sabine Nemeç-Piguet, directrice générale de l'Office cantonal du patrimoine et des sites.

A la question du commissaire libéral particulièrement attaché à la procédure qui demande si elle a été respectée dans le cas du legs Lancoux, M. Muller répète ce qui a déjà été dit précédemment, soit que M^{me} Lancoux a légué à l'Etat de Genève, en 1990, une certaine somme pour reconstruire le MEG dans un délai de cinq ans, ou pour rénover ou agrandir le MEG existant, sans délai précisé. Il ajoute que le legs est administré directement par M^e Jean-Rodolphe Christ. La question de savoir si c'est le Canton ou la Ville qui est le bénéficiaire du legs est une question d'interprétation, mais il est vrai que la Ville n'est pas mentionnée dans le texte du testament.

A la question du même commissaire demandant à combien se monte actuellement le legs, après déduction de la partie qui a été utilisée pour le concours et le crédit d'étude, M^{me} Nemeç-Piguet répond que le montant attendu par la Ville est d'environ 8,3 millions de francs, dont elle a déjà reçu la somme de 3,8 millions. 5 millions lui sont donc encore réservés, il reste un solde de 800 000 francs destiné en partie à payer une rente viagère à la sœur de la légataire. Pour M. Muller, l'Etat a bien la maîtrise du legs, preuve en est que c'est lui qui a instruit M^e Christ de libérer les 800 000 francs, puis les 2,5 millions pour le concours et l'étude.

Quant à la certitude que le Grand Conseil acceptera la subvention de 10 millions, M. Muller confirme qu'un projet de loi sera envoyé d'ici à trois semaines au parlement. Il tient à rappeler que la somme de 10 millions est identique à la participation précédemment votée par le GC pour le projet qui a échoué à la place Sturm.

Quelques commissaires profitent de la présence du magistrat pour lui deman-

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

der quelques éclaircissements sur le différend évoqué précédemment entre l'Etat et la Ville, s'agissant des frais d'entretien des routes cantonales situées sur le territoire de la Ville.

Discussion et vote sur la proposition amendée par le Conseil administratif

Le Parti démocrate-chrétien déclare que le projet de musée contenu dans la PR-739 amendée répond à ses souhaits et à la réalité du canton, il votera donc favorablement.

Le Parti radical observe que le MEG est l'un des premiers grands projets qui réunit les communes, le Canton et la Ville de Genève. Il relève aussi la participation d'un particulier. Il votera favorablement.

Les socialistes voteront également la proposition s'agissant d'un équipement culturel d'intérêt général démontré par la participation des communes et du Canton. Ils se félicitent également que cet équipement majeur reste dans un quartier populaire appelé à se développer, la Jonction.

Ceux d'A gauche toute! annoncent également un vote d'adhésion, étant d'avis que ce projet simple, pratique, fonctionnel, esthétique répond aux besoins du musée. Ils saluent de plus l'aménagement du jardin en place de quartier.

Les Verts voteront aussi la PR-739. En effet, ils ont toujours soutenu le MEG, aussi bien le précédent projet que celui-ci qu'ils estiment être un bon projet.

Les libéraux, par la voix du commissaire mentionné à de multiples reprises, tiennent à manifester leur satisfaction de voir que l'essentiel de leurs souhaits ainsi que ceux du Parti démocrate-chrétien, exprimés lors du référendum populaire sur l'Esplanade des Mondes, ont été pris en compte. Ils expriment tout de même quelques réserves quant au bilan énergétique de l'ancien bâtiment; ils craignent des surprises au niveau des infiltrations dans le sous-sol, et des dépassements de crédits, le cas échéant; ils se disent mitigés sur la valeur architecturale de la partie émergée du bâtiment. Pourtant, les libéraux voteront favorablement et avec enthousiasme la proposition.

Seuls les commissaires de l'Union démocratique du centre annoncent leur abstention lors du vote, ayant encore des questions sur la destination muséographique du MEG dont ils souhaitent discuter avec l'ensemble de leur groupe.

Au vote, la proposition telle qu'amendée est adoptée à la majorité des commissaires présents, soit 2 AG, 3 S, 3 Ve, 2 DC, 1 R, 2 L votant oui; les 2 UDC s'abstenant.

5268

SÉANCE DU 23 MARS 2010 (soir)

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

En conclusion, la commission des travaux vous demande, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, d'accepter les projets d'arrêtés tels qu'ils sont formulés dans la proposition amendée par le Conseil administratif ci-après annexée.

Annexe: Proposition PR-739 amendée par le Conseil administratif

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

AMENDEMENT A LA PR – 739

Le présent amendement est établi pour les raisons suivantes :

- la décision de l'Association des Communes genevoises, le 18 septembre 2009, d'accepter que le Fonds d'équipement communal indexé de 500 000 francs sa subvention de 7 millions de francs.
- L'augmentation du taux de TVA passant de à 8%, applicable dès le 1^{er} janvier 2011, suite à la votation populaire fédérale du 27 septembre 2009.

Proposition du Conseil administratif, du 2 septembre 2009, en vue de l'ouverture de 3 crédits pour un montant total net de 49 675 400 francs et brut de 65 475 400 francs, soit

- Un crédit brut de 63 490 000, financé par le fonds spécial issu du legs Lancoux pour un montant de 8 300 000 francs et par le Fonds d'équipement communal pour un montant indexé de 7 500 000 francs, soit un crédit net de 47 690 000 francs destiné à l'agrandissement et à la rénovation du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle n° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.
- Un crédit de 212 400 francs destiné à l'équipement en matériel informatique et de télécommunication du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle n° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.
- Un crédit de 1 773 000 francs destiné à l'équipement des salles d'exposition et des ateliers du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle n° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.

Estimation des coûts selon code CFC

Crédit I : rénovation et agrandissement du bâtiment

**CREDIT I : CONSTRUCTION DU NOUVEAU BATIMENT
ET RENOVATION DU BATIMENT EXISTANT**

CFC	Libellé	Prix unitaire	Total arrondi
0	Terrain		0
	Parcelle n° 472, feuille 27, du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais	p. m.	
1	Travaux préparatoires		5 904 900
10	Relevés, études géotechniques	37 100	
11	Déblaiement, préparation du terrain	293 300	
110	Conduites de raccordement aux réseaux (hors parcelle)	55 700	
112	Démolitions	237 600	
12	Protections d'ouvrages existants	24 200	
15	Adaptation du réseau de conduites existant	38 600	
16	Adaptation des voies de circulation existantes : routes	80 000	

SÉANCE DU 23 MARS 2010 (soir)
Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

17	Fondations spéciales, étanchement des ouvrages enterrés	5 431 700	
170	<i>Reprise en sous-œuvre</i>	45 000	
172	<i>Enceintes de fouille</i>	4 400 600	
173	<i>Etayages</i>	340 200	
174	<i>Ancrages</i>	343 900	
175	<i>Étanchement des ouvrages enterrés</i>	171 000	
176	<i>Epuisement des eaux</i>	40 000	
179	<i>Défrichage</i>	91 000	
2	Bâtiment		40 450 700
20	Excavation	2 720 300	
201.0	<i>Installations de chantier</i>	227 700	
201.1	<i>Terrassements</i>	2 492 600	
21	Gros oeuvre 1	10 138 700	
211.0	<i>Installations de chantier</i>	713 000	
211.1	<i>Echafaudages</i>	696 300	
211.3	<i>Fouilles en rigole</i>	25 000	
211.4	<i>Canalisations intérieures</i>	4 700	
211.5	<i>Béton et béton armé</i>	5 365 300	
211.6	<i>Maçonnerie</i>	677 900	
213.2	<i>Charpente métallique</i>	153 900	
213.5	<i>Revêtements extérieurs</i>	1 914 000	
214	<i>Construction en bois</i>	362 800	
216	<i>Travaux en pierre naturelle et en pierre artificielle</i>	225 800	
22	Gros oeuvre 2	4 167 000	
221	<i>Fenêtres et portes extérieures</i>	2 257 900	
222	<i>Ferblanterie</i>	5 000	
224	<i>Couverture</i>	1 178 100	
225	<i>Isolations spéciales</i>	480 900	
226	<i>Crépissage de façade</i>	83 500	
227	<i>Traitement des surfaces extérieures</i>	94 700	
228	<i>Fermetures extérieures mobiles protection contre le soleil</i>	66 900	
23	Installations électriques	2 530 700	
231	<i>Appareils à courant fort</i>	316 000	
232	<i>Installations de courant fort</i>	871 600	
233	<i>Lustrerie</i>	551 400	
235	<i>Appareils à courant faible</i>	37 400	
236	<i>Installations à courant faible</i>	655 900	
238	<i>Installations provisoires</i>	45 000	
239	<i>Démontage</i>	53 400	
24	Chauffage, ventilation, conditionnement d'air et réfrigération	4 268 000	
240	<i>Démontage</i>	100 000	
242	<i>Production de chaleur</i>	380 000	
243	<i>Distribution de chaleur</i>	668 000	
244	<i>Installations de ventilation</i>	793 000	
245	<i>Installations de conditionnement d'air</i>	1 250 000	
246	<i>Installations de réfrigération</i>	652 000	
247	<i>Récupération de chaleur</i>	160 000	
249	<i>Automatisme MCRG</i>	265 000	

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

25	Installations sanitaires	620 000	
251	<i>Appareils sanitaires courants</i>	108 000	
253	<i>Appareils sanitaires d'alimentation et d'évacuation</i>	157 000	
254	<i>Tuyauterie sanitaire</i>	263 000	
255	<i>Isolations d'installations sanitaires</i>	50 000	
256	<i>Unités avec installations sanitaires incorporées</i>	42 000	
26	Installations de transport	554 400	
27	Aménagements intérieurs 1	1 997 100	
271	<i>Plâtrerie</i>	506 400	
272	<i>Ouvrages métalliques</i>	484 100	
273	<i>Menuiserie</i>	732 400	
274	<i>Vitrages intérieurs spéciaux</i>	2 800	
277	<i>Cloisons en éléments</i>	271 400	
28	Aménagements intérieurs 2	3 429 200	
281	<i>Revêtements de sol</i>	1 400 100	
282	<i>Revêtements de parois</i>	458 600	
283	<i>Faux plafonds</i>	688 600	
285	<i>Peinture intérieure</i>	785 300	
287	<i>Nettoyage du bâtiment</i>	96 600	
29	Honoraires	10 025 300	
291	<i>Architecte</i>	6 874 700	
292	<i>Ingénieur civil</i>	1 962 800	
293	<i>Ingénieur électricien</i>	283 000	
294	<i>Ingénieur CVCF</i>	448 000	
295	<i>Ingénieur en installations sanitaires</i>	86 000	
296.0	<i>Géomètre</i>	24 200	
296.1	<i>Géologue, géotechnicien</i>	24 200	
296.2	<i>Ingénieur en repérage d'amiante</i>	9 900	
296.3	<i>Ingénieur en physique du bâtiment</i>	37 200	
296.4	<i>Ingénieur en acoustique</i>	107 000	
296.5	<i>Graphiste</i>	18 600	
296.7	<i>Ingénieur chargé du contrôle des déchets</i>	74 400	
297	<i>Ingénieur sécurité</i>	75 300	
3	Equipements d'exploitation		968 400
33	Installations électriques	500 000	
335	<i>Appareils pour sécurité électronique</i>	500 000	
34	Chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération	120 000	
344	<i>Installations de ventilation</i>	120 000	
35	Installations sanitaires	37 200	
358	<i>Agencements de cuisine</i>	37 200	
36	Installations de transport, installations de stockage	274 000	
38	Aménagements intérieurs 2	37 200	
389	<i>Signalétique</i>	37 200	
4	Aménagements extérieurs		1 943 500
41	Constructions	559 900	
411	<i>Travaux de l'entreprise de maçonnerie</i>	559 900	
42	Jardins	1 300 900	
421	<i>Jardinage</i>	170 000	
422	<i>Clôtures</i>	77 900	
423	<i>Equipements, engins</i>	27 900	
424	<i>Places de jeux et de sport</i>	18 600	
425	<i>Revêtements de surfaces</i>	1 006 500	

SÉANCE DU 23 MARS 2010 (soir)
Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

44	Installations	82 700	
443	<i>Installations électriques</i>	82 700	
5	Frais secondaires et comptes d'attente		2 673 100
50	Frais de concours	301 100	
51	Autorisations, taxes	434 700	
52	Echantillons, maquettes, reproductions, documents	232 300	
56	Autres frais secondaires	169 200	
58	Comptes d'attente provisions et réserves	1 535 800	
9	Ameublement et décoration		786 900
90	Meubles	656 700	
903	<i>Equipement salle polyvalente</i>	353 700	
904	<i>Mobilier fixe</i>	211 000	
905	<i>Mobilier muséologique</i>	92 000	
92	Textiles	37 200	
93	Appareils, machines	93 000	
COUT TOTAL DE LA CONSTRUCTION			52 727 500
57	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 8 % appliquée sur les CFC 1 à 9	admis à	4 218 200
COUT TOTAL DE LA CONSTRUCTION TTC			56 945 700
Frais administratifs et financiers			
55	Prestations du personnel pour les investissements 4% du coût total de la construction TTC (CFC 1 à 9 + 57)	admis à	2 277 900
54	Intérêts intercalaires [Taux DSF (3,25% + 0,5%) x (CFC 1 à 9 + CFC 57 et 55)/2 x 36 /12]	admis à	3 331 400
	Fonds d'art contemporain 2% de (CFC 1 à 9 + CFC 57, 55 et 54) - A - B	admis à	935 000
COUT GENERAL DE L'OPERATION TTC			63 490 000
A déduire			15 800 000
A	Fonds spécial issu du legs Lancoux	8 300 000	
B	Subvention du fonds d'équipement communal indexée	7 500 000	
TOTAL DU CREDIT I DEMANDE			47 690 000

SÉANCE DU 23 MARS 2010 (soir)
Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

5273

Crédit II : équipement en matériel informatique et de télécommunication

Libellé	Prix unitaire	Total arrondi
Équipement informatique et de télécommunication: écrans tactiles, postes téléphoniques, équipement informatique	196 600	196 600
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 8 %	admis à	15 800
TOTAL TTC		212 400
TOTAL DU CREDIT II DEMANDE		212 400

Crédit III : équipement salles d'exposition, foyer et ateliers

Libellé	Prix unitaire	Total arrondi
Équipement des salles d'exposition et du foyer, vitrines, matériel audiovisuel et d'exposition, parois de séparation et présentoirs	767 700	767 700
Luminaire et projecteurs	371 700	371 700
Équipement des ateliers de restauration et de montage, du studio photo et de la salle polyvalente	445 200	445 200
Divers et imprévus	57 000	57 000
Total HT		1 641 600
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 8 %	admis à	131 400
TOTAL TTC		1 773 000
TOTAL DU CREDIT III DEMANDE		1 773 000

Valeurs statistiques

Selon CFC, norme SIA 416	
Surface de plancher SP	10 510 m ²
Surface nette SN	8 735 m ²
Volume bâti VB	56 370 m ³
Prix au m ² de plancher, CFC 2 / SP (HT 40 450 700 / 10 510 m ²)	Fr. 3 848.78 / m ²

SÉANCE DU 23 MARS 2010 (soir)

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

Financement du projet

Estimant que la Genève internationale, ouverte et multiculturelle est au cœur de l'enjeu du développement durable de la société, dont la diversité culturelle constitue un facteur essentiel, l'Etat, la Ville et l'Association des communes genevoises (ACG) ont exprimé la volonté et la responsabilité partagées de doter Genève d'un nouveau Musée d'ethnographie, en signant, en 2003, une convention. Depuis lors, le projet a été élaboré en étroite concertation au sein du groupe tripartite constitué à cet effet et composé de deux Conseillers d'Etat, de deux Conseillers administratifs et du Président de l'ACG, aux côtés de fonctionnaires représentant les trois partenaires.

Selon les vœux de la légataire, Madame Marie-Madeleine Lancoux, et en accord avec son exécuteur testamentaire, Me Jean-Rodolphe Christ, un montant de 8.3 millions de francs, issu de la vente de sa propriété et encore disponible à ce jour, est prévu pour financer ce projet.

Par courrier du 28 avril 2008, l'ACG a confirmé au Conseil administratif son acceptation que le Fonds d'équipement communal octroie une subvention de 7 000 000 francs. Eu égard au fait que le montant global de l'opération a été déterminé, de concert avec l'Etat et la Ville, à 60 000 000 francs en 2003, **l'ACG a également confirmé le 18 septembre 2009, l'indexation par le Fonds d'équipement communal de ce montant à hauteur de 500 000 francs, soit une subvention totale de 7 500 000 francs.**

Quant à la participation de l'Etat de Genève, annoncée à hauteur de 10 000 000 francs dans ce projet, selon l'exposé des motifs de la résolution commune (PR-513 au Conseil municipal et R-515 au Grand Conseil), **le Conseil d'Etat va soumettre au Grand Conseil le vote d'un projet de loi pour le montant annoncé.**

Subventions

Une requête en subvention sera déposée auprès du Fonds énergie des collectivités publiques pour un montant de 200 000 francs, correspondant à une partie de l'investissement supplémentaire pour la mise en œuvre d'un concept à haute performance énergétique et « 100% renouvelable ».

L'octroi de cette subvention reste réservé, raison pour laquelle elle n'est pas déduite du montant du crédit demandé.

Budget prévisionnel d'exploitation et charge financière

L'accroissement considérable des surfaces de locaux, qui passeront de 2 940 m² à 8 735 m², a des implications de fonctionnement qui se traduisent par un accroissement de charges directement liées.

Ainsi, afin d'atteindre l'objectif d'offrir au public des prestations beaucoup plus importantes, les effectifs du personnel devront être impérativement augmentés de 4,5 postes. Ces postes se répartissent ainsi :

Nouveaux postes :	
Médiation culturelle	2
Régie	1
Bibliothèque/Médiathèque	1,5

En outre, le MEG devra disposer des sommes financières supplémentaires pour la centrale de sécurité, le nettoyage des locaux et de moyens supplémentaires pour le montage des expositions dont les salles passeront de 635 m² à 2 039 m².

Le plan directeur du MEG pour les 5 années à venir, présenté en automne 2009, décrit les options et opportunités de fonctionnement du musée offertes par son agrandissement. Y sont développés notamment le programme des actions à entreprendre et des nouvelles activités à développer.

SÉANCE DU 23 MARS 2010 (soir)
Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

5275

• Charges annuelles (eau, chauffage au bois, électricité)	276 600	
• Nettoyage	280 000	
• Centrale de sécurité	400 000	
• Expositions	<u>535 000</u>	
		1 491 600

Charge financière annuelle sur 47 690 000 francs
comprenant les intérêts au taux de 3.25%
et l'amortissement au moyen de 30 annuités

2 512 391

Charge financière annuelle sur 212 400 francs
comprenant les intérêts au taux de 3.25%
et l'amortissement au moyen de 4 annuités

57 484

Charge financière annuelle sur 1 773 000 francs
comprenant les intérêts au taux de 3.25%
et l'amortissement au moyen de 10 annuités

210 510

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver les projets d'arrêtés suivants :

PROJETS D'ARRETES

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu l'article 30, alinéa 1, lettres e et m de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

arrête :

PROJET D'ARRETE I

Article premier. - Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de brut de **63 490 000 francs**, financé par le fonds spécial issu du legs Lancoux pour un montant de 8 300 000 francs et par le Fonds d'équipement communal pour un montant **indexé de 7 500 000 francs, soit un crédit net de 47 690 000 francs** destiné à l'agrandissement et à la rénovation du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle n° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.

Art. 2. - Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme, à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de **63 490 000 francs**.

Art. 3. - Un montant de **935 000 francs** sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds d'art contemporain institué par la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2008.

Art. 4. - La dépense prévue à l'article premier, sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine administratif et amortie au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2014 à 2033.

SÉANCE DU 23 MARS 2010 (soir)
Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

Art. 5. - Le Conseil administratif est autorisé à constituer, modifier, épurer et radier toutes servitudes permettant la réalisation de cette opération.

PROJET D'ARRETE II

Article premier. - Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de **212 400 francs** destiné à l'équipement en matériel informatique et télécommunication du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle n° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.

Art. 2. - Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme, à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de **212 400 francs**.

Art. 3. - La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif et arrondie au moyen de 4 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2014 à 2017.

PROJET D'ARRETE III

Article premier. - Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de **1 773 000 francs** destiné à l'équipement des salles d'exposition et des ateliers du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle n° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.

Art. 2. - Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme, à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de **1 773 000 francs**.

Art. 3. - La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif et arrondie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2014 à 2023.

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

M^{me} Andrienne Soutter, rapporteuse (S). Comme M^{me} Olivier pour le point précédent, j'aimerais à mon tour présenter mes excuses à mes camarades et collègues du Conseil municipal, car ce rapport PR-739 A a été rédigé dans l'urgence pour pouvoir leur être transmis aujourd'hui.

Je souligne que nous avons trouvé la proposition PR-739 particulièrement bien élaborée et documentée – elle a 47 pages! Sa présentation par les personnes auditionnées a été tout aussi approfondie. Les auditions de deux conseillers administratifs, des chefs des services municipaux concernés, des architectes, des ingénieurs et de la direction du Musée d'ethnographie se sont déroulées dans les locaux mêmes du musée actuel. Nous avons également eu l'occasion de les visiter à deux reprises, de même que les dépôts aux Ports-Francis, sous la conduite de M. Wastiau, directeur du Musée d'ethnographie.

Les membres de la commission des travaux et des constructions ont donc eu largement le temps et l'opportunité de poser des questions sur quantité de détails que je n'ai pas mentionnés dans mon rapport, car cela l'aurait rendu beaucoup trop long. Tout le monde était très satisfait des réponses obtenues, et la proposition PR-739 a été acceptée à la quasi-unanimité.

Ce projet de rénovation et d'agrandissement du Musée d'ethnographie est le résultat de deux votes précédents unanimes, il y a quelques années: l'un du Conseil municipal, l'autre du Grand Conseil. Par la suite, le jury du concours d'architecture a désigné ce projet à l'unanimité, et voilà que le processus touche à sa fin – pour ce qui est de la phase préparatoire avant les travaux – avec le rapport PR-739 A qui revient de la commission des travaux et des constructions, laquelle a voté la proposition PR-739 à l'unanimité moins deux abstentions de l'Union démocratique du centre. Les représentants de ce groupe voulaient réfléchir encore un peu, mais je crois qu'ils ont exprimé leur intention de voter ce projet en séance plénière.

Je souhaite donc que le vote de ce soir soit lui aussi unanime, afin que les travaux puissent commencer dès cet été avec le déplacement de l'école Carl-Vogt.

Premier débat

M. Georges Breguet (Ve). Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, nous sommes réunis en cette soirée printanière pour examiner – entre autres – la proposition PR-739 qui concerne l'agrandissement du Musée d'ethnographie. Ce sujet est un véritable serpent de mer de la politique municipale, puisqu'il nous occupe depuis une bonne vingtaine d'années sans que nous parvenions à conclure nos travaux.

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

Ce soir, notre rôle consistera à briser définitivement le signe indien qui a marqué les différents projets successifs concernant le Musée d'ethnographie. Que peut bien signifier la locution «briser le signe indien»? Elle fait référence à une donnée ethnographique plus ou moins imaginaire que je me permettrai de rappeler. Dans certaines tribus amérindiennes, les chamans – ou sorciers – étaient supposés avoir le pouvoir de jeter une malédiction sur leurs ennemis en les marquant mentalement au front d'un dessin représentant le fléau qu'ils souhaitaient voir s'abattre sur leurs victimes. Seuls ceux dont le cœur était pur et la bravoure grande pouvaient espérer échapper à ce mauvais sort. Je ne polémiquerai pas pour savoir qui, dans le cas qui nous occupe, sont les méchants sorciers... Ils se reconnaîtront eux-mêmes!

La bravoure du Conseil administratif, et plus particulièrement celle des conseillers en charge de la culture et des travaux, nous permettra ce soir de briser cette malédiction qui pèse sur une grande partie des grands projets de notre cité. Depuis quelques mois, malgré la crise – ou peut-être même à cause d'elle, car une vision claire de notre avenir s'avère indispensable pour lutter contre les problèmes économiques – il y a du renouveau dans l'air. La ligne ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA) a été acceptée par la population et, ce soir, nous voterons l'agrandissement du Musée d'ethnographie. J'espère que les prochains grands projets soumis au Conseil municipal seront examinés dans le même esprit.

Faisons maintenant un bref résumé du contenu de la proposition PR-739. Rappelons que l'institution concernée gardera définitivement le même nom, un nom plus que centenaire qui lui va très bien et qui démontre son importance pour notre ville: c'est le Musée d'ethnographie. Son emplacement est parfait, car le quartier des Bains est en pleine rénovation et la municipalité y procède à de très nombreux aménagements; ce sera très probablement l'un des quartiers genevois les plus intéressants, dans quelques années, et nous espérons que sa réhabilitation générale suivra.

Le concours d'architecture pour l'agrandissement et la rénovation du Musée d'ethnographie a été un modèle du genre. On peut s'interroger sur la pertinence d'avoir des salles souterraines, mais c'est une tendance actuelle dans de très nombreux projets. Je reviens du Musée Rietberg, à Zurich, où les vastes espaces d'exposition sont entièrement en deuxième sous-sol; grâce aux progrès réalisés en matière d'éclairage et de signalétique, le visiteur s'y sent très bien.

Pour revenir au Musée d'ethnographie, le financement des travaux représente lui aussi une très bonne nouvelle, puisqu'il sera partagé entre la Ville, l'Association des communes genevoises (ACG), qui a eu l'élégance de relever le budget alloué au coût de la vie, le Canton qui définira prochainement sa contribution... J'aimerais rendre hommage à M^{me} Lancoux, dont le legs important – près de

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

10 millions de francs – a permis de contribuer de manière décisive à l'aboutissement de ce projet.

Je rappelle que le nombre des employés du musée augmentera légèrement, puisqu'il y aura quatre postes supplémentaires. Ce n'est pas énorme, mais il est intéressant de savoir que ces nouveaux postes seront au service de la communication avec le public. Il ne s'agit pas de nommer encore plus de spécialistes qui s'enfermeraient dans leur tour d'ivoire; au contraire, la régie, la bibliothèque, la médiathèque seront renforcées, ce qui permettra une meilleure diffusion des connaissances.

En tant qu'écologiste, je dirai quelques mots sur le concept énergétique du Musée d'ethnographie. Il sera parfait pour le nouveau bâtiment et moyen pour l'ancien, vu la vétusté de l'école. Mais il est vrai qu'elle a été construite à une époque où la priorité n'était pas aux économies d'énergie...

Je terminerai en disant que, pour une ville internationale et pluriculturelle comme Genève, ce futur agrandissement du Musée d'ethnographie est un *must*, un «plus» très attendu pour l'image de notre ville. Il y a quelques mois s'est tenue une réunion de travail des cadres du musée, au cours de laquelle on leur a demandé ce qu'ils feraient pour leur institution, s'ils avaient une baguette magique... Leur réponse a été unanime: ils l'agrandiraient. Je conclus en disant que nous pouvons être la baguette magique pour ce beau projet, en votant ce soir la proposition PR-739.

M. Jacques Hämmerli (UDC). Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, il vient d'être dit que l'affaire du Musée d'ethnographie dure depuis plus de vingt ans... Je ne résiste pas à la tentation de vous dire que je suis allé consulter dans le *Mémorial* les séances du 9 février 1982 et du 16 mars 1983. Je suis très satisfait, car j'avais vu juste, le 16 mars 1983: à l'occasion d'une demande de crédit d'étude de 1,3 million de francs, je préconisais, contre l'ensemble du Conseil municipal, le maintien du Musée d'ethnographie à l'emplacement actuel.

A présent que nous en avons discuté lors de notre caucus, je complète les propos de la rapporteuse concernant la position de l'Union démocratique du centre sur la proposition PR-739. Comme le mentionne le rapport, notre groupe s'est abstenu lors du vote en commission. Mais, après m'avoir entendu, mes collègues voteront ce soir cette demande de crédit, car l'Union démocratique du centre est consciente que le Musée d'ethnographie de Genève est l'un des plus riches d'Europe. Sans vouloir dénigrer les autres, je dirais même qu'il y a deux musées véritablement dignes d'intérêt dans notre ville: les Conservatoire et Jardin botaniques, dont on peut dire qu'ils figurent parmi les cinq premiers conser-

vatoires mondiaux, et le Musée d'ethnographie, l'un des plus riches d'Europe, je le répète.

Ce n'est pas un hasard. Nous avons une grande tradition genevoise en matière d'ethnologie: je pense aux Alfred Bertrand, Eugène Pittard, Amaudruz, Barbey, Chambon et bien d'autres, tous ces explorateurs missionnaires partis sur les traces de Jean de Léry, envoyé par Calvin au Brésil – vous voyez que cela ne date pas d'hier! Ils ont ramené de leurs voyages des objets pour l'édification et l'instruction des Genevois.

Nous voterons ce projet, et nous vous encourageons à faire de même, Mesdames et Messieurs. Je crois qu'il ne donnera pas lieu à un grand combat politique, mais je constate une fois de plus qu'il est parfois dangereux d'avoir raison tout seul, et surtout avant tout le monde...

M. Guy Dossan (R). Beaucoup de choses ont déjà été dites par notre collègue Breguet. Nous arrivons enfin au terme de la saga du Musée d'ethnographie de Genève! Quand nous voyons le projet qui nous est soumis ce soir, même si nous ne sommes pas architectes, nous sommes capables de le juger très beau et de penser qu'il devrait plaire à la population. En tout cas, il a reçu l'approbation unanime du jury international du concours d'architecture; il me semble que ce n'est pas rien!

Mais surtout, si nous ne pouvons pas parler du point de vue architectural, car ce n'est pas notre métier, nous devons nous féliciter ce soir du montage financier de ce projet. En effet, près de 40% des 65 millions de francs que coûtera l'agrandissement et la rénovation du Musée d'ethnographie seront payés par d'autres collectivités que la Ville de Genève. Ce n'est peut-être pas une première, mais presque! Nous aimerions bien que tous les projets soumis au Conseil municipal soient financés de la sorte... Dans le cas présent, l'Etat, les communes, la Ville et les privés mettent la main au portefeuille.

De plus, il faut avoir une pensée émue pour M^{me} Lancoux et la remercier, malheureusement à titre posthume, de son legs qui permettra la réalisation du projet. On ne remercie jamais assez les mécènes! D'habitude, on essaie plutôt de leur faire peur, de sorte qu'ils hésitent à nous donner de l'argent – ce qui est normal, vu la manière dont on les traite! Il est temps que le Conseil municipal ait une pensée pour ces gens qui ont certes gagné beaucoup d'argent, mais qui en font profiter la population genevoise – par exemple, cette dame qui a laissé près de 10 millions de francs à la Ville de Genève pour construire un musée d'ethnographie.

Vu le projet qui sera voté ce soir, nous nous félicitons que la population ait refusé l'ancien, celui de la place Sturm. Le projet actuel nous paraît nettement

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

meilleur! Nous le voterons donc avec enthousiasme, d'autant plus que, comme l'a souligné notre collègue Breguet, il s'intégrera dans un quartier en devenir, un quartier qui bouge. C'est un quartier populaire, certes, mais il sera maintenant doté d'une institution culturelle de première importance, et je pense que c'est une très bonne chose.

Le seul point auquel il faudra être attentif sera de ne pas déclencher une guerre avec l'école d'à côté. C'est exactement ce qui risque de se produire si nous n'y prenons pas garde, car les travaux du Musée d'ethnographie risquent d'avoir une incidence sur les écoliers. Il s'agira donc de prendre les précautions qui s'imposent, afin de ne pas réduire à néant ce projet ou de le renvoyer aux calendes grecques. Sur ce point, nous attendons avec intérêt les autres propositions en rapport avec les travaux du Musée d'ethnographie que le Conseil administratif nous soumettra demain soir.

Pour aujourd'hui, je le répète, le groupe radical votera avec enthousiasme la proposition PR-739.

M^{me} Ariane Arlotti (AGT). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, on peut dire que le nouveau projet d'agrandissement et de rénovation du Musée d'ethnographie genevois aura été très attendu!

Avant de parler de l'enthousiasme certain avec lequel nous avons mené l'étude de la proposition PR-739 en commission des travaux et des constructions, j'évoquerai une inquiétude initiale qui m'est venue au tout début, lorsque j'ai constaté que le projet actuel ne prévoyait aucun dépôt. Or, la problématique des dépôts des musées genevois ne doit pas être négligée. Je me suis interrogée à ce sujet en commission, et l'on m'a très vite répondu que la collection du Musée d'ethnographie actuellement aux Ports-Francis – elle compte tout de même 80 000 objets, ce n'est pas rien! – irait à Artamis. Sachant que le projet d'Artamis laisse déjà à désirer pour des questions de surface, je souhaiterais qu'au moins la collection du Musée d'ethnographie soit entreposée sur ce site, en attendant de trouver d'autres solutions pour les autres collections genevoises.

Mais revenons-en au projet très attendu d'agrandissement et de rénovation du Musée d'ethnographie. Je reprendrai les propos limpides de son ancien directeur, Jacques Hainard, car ils résument très bien le projet. Il s'agit d'une construction simple, efficace et esthétique. Dans le nouveau bâtiment seront situés les espaces de travail et d'exposition, ainsi que des infrastructures techniques et de sécurité. Il y aura une surface de 2130 m² destinée aux expositions modulables, une bibliothèque d'étude et de recherche avec une cinquantaine d'espaces individuels et d'autres pour le travail en groupe, une salle polyvalente de 250 places avec scène, régie et loges, un atelier de restauration, un studio photographique et des locaux

d'inventaire et de tri des collections entre deux expositions. L'ancien bâtiment sera dévolu à la partie administrative.

Un autre avantage est encore à saluer: le nouveau bâtiment sera construit selon les normes Minergie Plus, et on réalisera une baisse de 35% de la consommation énergétique dans l'ancien bâtiment. Je salue le travail de tous les services qui ont contribué à l'élaboration de ce projet, qui répond aux attentes de la population, du public et des collaborateurs du Musée d'ethnographie. Je salue également la concertation tripartite qui a permis d'aboutir à la proposition PR-739. Au final, les crédits que nous voterons ce soir se limitent à moins de 50 millions de francs pour la Ville de Genève; les 10 millions de francs tant attendus de la part de l'Etat ont enfin été validés, et il faut compter encore les 7,5 millions de francs provenant de l'ACG et le fameux legs Lancoux.

Par conséquent, Mesdames et Messieurs, tout en souhaitant que les travaux dans l'école Carl-Vogt soient menés parallèlement à ceux du Musée d'ethnographie pendant les deux ans prévus, et que nous puissions trouver une solution rapide pour le déménagement des élèves, nous voterons la proposition PR-739 et nous vous encourageons à faire de même.

M. Jacques Baud (HP). Non, vraiment non à la proposition PR-739! Notre Musée d'ethnographie mérite mieux que cela! Ce que l'on nous propose ici n'est qu'un patchwork architectural ahurissant, une vieille école, un nouveau chalet suisse avec son chapeau pointu, deux espèces de «parkings» en béton au sous-sol en guise d'espaces d'exposition... Vous appelez cela de la belle architecture? J'en suis navré! Et pour ce résultat, on détruit le préau des enfants et on éradique une trentaine d'arbres. Ce projet se fera au détriment de nos enfants! Comment peut-on le trouver réussi? Pour ma part, je ne peux pas marcher dans une combine pareille.

Je l'ai déjà dit: c'est un mauvais projet. Dans vingt ans, on se rendra compte qu'il est impossible de travailler dans ces deux «parkings». D'ailleurs, c'est illégal! D'une certaine manière, on se fout de notre gueule, avec cette histoire! Que vous vous en rendiez compte ou pas, Mesdames et Messieurs, cessons cette politique stupide! Je suis opposé à ce mauvais projet!

M. Jean-Charles Lathion (DC). Il sera difficile d'intervenir après M. Baud, qui vient de nous asséner un point de vue très radical de la situation... Passez-moi l'expression, chers collègues!

J'aimerais d'abord dire que ce projet d'agrandissement et de rénovation du Musée d'ethnographie est lié à la riche collection existante que possède cette

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

institution, qui a l'avantage d'être située dans un lieu central: le quartier des Bains. Actuellement, c'est l'un des plus dynamiques de Genève, c'est un quartier d'avenir en plein développement. Quelle solution plus intéressante pour un musée d'ethnographie? Exposer des collections ethnographiques, c'est montrer la richesse de l'humanité pour faire comprendre aux générations actuelles comment se projeter dans le devenir. Il est donc très important d'assurer une situation exceptionnelle à un tel musée, comme c'est le cas ici, tout près du Musée d'art moderne et contemporain (Mamco), du Bâtiment d'art contemporain, de la Télévision suisse romande, et à proximité de galeries toujours actives sous l'œil des amateurs d'art. Il me semble que faire découvrir l'ethnographie au public dans un tel environnement est ce qu'un directeur de musée pourrait souhaiter de mieux.

J'aimerais rendre hommage, quand même, au magistrat Mugny – je dis bien «quand même», car j'ai l'habitude d'être assez sévère avec lui... – qui a eu l'excellente idée de donner une forme pédagogique à ce projet par l'intermédiaire de M. Hainard. En effet, ce dernier n'a eu de cesse de faire comprendre à tout le monde – à la population, mais aussi aux conseillers municipaux que nous sommes – ce qu'était le Musée d'ethnographie, l'importance et la richesse de ses collections, les avantages qu'il apporte dans le quartier des Bains. Il nous a convaincus avec des arguments non pas abstraits, mais pratiques, comme l'a dit M^{me} Arlotti tout à l'heure.

Par conséquent, le Parti démocrate-chrétien, qui était très réticent à l'idée d'un musée d'ethnographie complètement enterré à la place Sturm, votera de tout cœur ce beau projet situé dans un lieu adéquat et vivant. Ce musée nous permettra de nous profiler pour l'avenir. Je sais que M. Boris Wastiau, à l'instar de Bernard Crettaz et de Jacques Hainard, aura la passion nécessaire pour faire rayonner en Europe et dans le monde entier le Musée d'ethnographie agrandi et rénové, car il possède l'une des plus belles collections du monde.

M. Georges Queloz (L). Que de souvenirs réveille la proposition PR-739... Il y a dix ans, nous menions un dur combat pour assumer nos responsabilités à la commission des travaux et oser refuser le projet de musée d'ethnographie alors à l'étude. Nous considérions en effet qu'il s'agissait d'un mauvais projet, et nous en avons expliqué les raisons. Nous avons bien sûr tiré grande satisfaction du fait que la population nous a donné raison, il faudrait être hypocrite pour ne pas le reconnaître.

Cependant, il était tout de même douloureux de devoir dire non à un projet phare pour Genève et pour l'ethnographie. Comme j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de le dire, s'il y a une ville, en Suisse, qui est bien placée pour promouvoir l'ethnographie, c'est Genève, compte tenu de sa vocation internationale.

Et voilà que, dix ans plus tard, nous nous apprêtons à donner le premier coup de pioche à l'agrandissement et à la rénovation du Musée d'ethnographie actuel. Je voudrais rendre hommage au magistrat Mugny, car il a d'emblée remis l'ouvrage sur le métier.

Je salue également l'attitude courageuse de M. Jacques Hainard face à l'opposition de l'Entente au projet de la place Sturm. La semaine de son arrivée à Genève, je l'ai rencontré à l'angle du boulevard Carl-Vogt et de la rue de l'Ecole-de-Médecine, et je me suis présenté à lui en disant que je portais une grande responsabilité dans le refus du projet de nouveau musée par la population; mais j'ai ajouté que j'étais disposé à m'asseoir à la table des négociations pour expliquer ce que nous lui reprochions, à savoir principalement son emplacement. A l'époque, on nous disait qu'il était impossible de rénover le musée actuel, et aujourd'hui, comme par miracle, c'est devenu possible! Nous nous en félicitons.

Nous reprochions également à cet ancien projet son concept de bâtiment vitré pour avoir une lumière zénithale, ce qui impliquait la mise à l'abri des objets exposés dans des conteneurs. Un vrai non-sens! Une multitude d'autres problèmes pratiques se posaient encore. Par exemple, l'arrivée des objets était prévue à l'une des extrémités du bâtiment – qui aurait dû mesurer 218 m de long, je le rappelle – et les ateliers à l'autre bout! Bref, ce n'est pas le lieu aujourd'hui de faire l'inventaire de toutes ces aberrations, puisque ce projet a été enterré.

Je souligne juste que son montage financier n'était pas assuré, et que c'était à la Ville d'en assumer la quasi-totalité. Il en va tout autrement de la proposition PR-739, dont les crédits demandés correspondent au montant annoncé il y a dix ans. De ce fait, ce nouveau projet est aujourd'hui parfaitement recevable. La surface d'exposition sera la même que celle prévue à la place Sturm. Pour ce qui est du dépôt des collections, nous suggérions déjà à l'époque de recourir à un lieu extérieur au musée lui-même, où le volume utilisé serait moins cher. Nous constatons que notre point de vue a été compris, et nous ne pouvons que nous en féliciter.

Je tiens à m'associer à tous ceux qui ont vanté l'importance de l'ethnographie genevoise, ainsi que le mérite de Jacques Hainard, du magistrat Mugny et du directeur actuel du Musée d'ethnographie, M. Boris Wastiau. Je suis persuadé que le quartier des Bains est un emplacement idéal pour cette institution, qui sera un fleuron pour Genève et qui rayonnera loin.

En ce qui concerne le legs Lancoux, j'étais intervenu pour demander le respect des procédures légales. Il s'agissait d'obtenir des éclaircissements sur la responsabilité de la municipalité dans cette affaire. Depuis, on nous a confirmé qu'elle pouvait se considérer comme entièrement dégagee de toute responsabilité, au cas où son interprétation des termes de ce legs ne serait pas correcte. En effet, ce serait alors l'Etat – et en tout cas pas la Ville – qui porterait la responsa-

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

bilité de ne pas les avoir respectés. Je suis satisfait d'avoir obtenu une réponse à ma question, et j'en profite pour saluer la générosité des mécènes, qui sont très importants pour Genève.

Lorsque la proposition PR-739 a été renvoyée à la commission des travaux et des constructions par notre plénum, j'avais relevé deux points négatifs. Premièrement, en termes de bilan énergétique, il est vrai que l'on aurait obtenu un meilleur rendement en démolissant le bâtiment actuel pour en construire un plus moderne; personne ne peut le contester. Deuxièmement, puisque les surfaces d'expositions seront en sous-sol, on ne peut pas vraiment parler de valeur architecturale et environnementale. La partie visible du bâtiment serait accueillante, mais sans toutefois passer pour un chef-d'œuvre, c'est indéniable. Certains diront que l'esthétique du musée rénové et agrandi est magnifique, d'autres ne seront pas d'accord... En tout cas, l'espace à disposition pour l'accueil des visiteurs sera généreux, agréable et lumineux, ce qui est un bon point pour la vie du musée.

Mesdames et Messieurs, si certains cherchent à enterrer le signe indien ou à fustiger des sorciers et des sorcières, je ne me sens pas du tout concerné! Nous avons eu raison de faire capoter le mauvais projet de musée à la place Sturm, car nous avons maintenant un nouveau projet qui est très beau et qui a toutes les chances d'aboutir. Je me réjouis déjà du jour où nous couperons le ruban!

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Il est rarement aussi agréable d'intervenir en séance plénière du Conseil municipal... Je commencerai par saluer la présence de Jean-Pierre Gontard à la tribune du public. (*Applaudissements.*) Dès le départ, il a cru au Musée d'ethnographie et surtout à la valeur de son «contenu». Il a défendu les différents «contenants» prévus, mais sa priorité était que Genève ait le Musée d'ethnographie qu'elle mérite.

Il est vrai qu'il s'est agi d'un long processus... Je ne parle même pas du projet de la place Sturm, mais des premières séances de présentation, au Palladium, de ce qui a abouti à la proposition PR-739. Les réactions étaient diverses, et le débat a été très mouvementé pour savoir s'il fallait conserver le bâtiment actuel, ou le démolir et en construire un nouveau, plus beau. Mais la démocratie est aussi l'art du compromis...

L'autre jour, j'ai inauguré à la Bibliothèque de Genève une exposition d'albums photographiques du Centre d'iconographie genevoise. J'y ai entendu dire que le pont du Mont-Blanc avait été construit en un an, entre la décision de son édification et son inauguration. Nous sommes loin d'être aussi rapides aujourd'hui, mais peut-être est-ce dû au développement de la démocratie – cela fait partie des aspects positifs de la lenteur, et il faut savoir faire preuve d'une patience immense...

Mais, enfin, le travail a été fait, et j'ai rarement autant eu le sentiment d'une avancée collective. Il y a eu de vraies discussions, et le débat a eu lieu à tous les échelons, dans le quartier aussi bien qu'au sein des partis et des associations. Aujourd'hui encore – nous en reparlerons demain – deux oppositions demeurent contre le projet de rénovation et d'agrandissement du Musée d'ethnographie.

La première n'est pas contre le musée lui-même, puisqu'il s'agit simplement de résoudre le problème des trajets scolaires pour les enfants. Plusieurs fois, les tenants de cette opposition m'ont affirmé qu'ils ne se battaient pas contre le musée, mais pour résoudre leur problème – en tout cas, c'est ce qu'ils m'ont dit à moi, je ne sais pas s'ils ont donné un autre point de vue ailleurs. A mon avis, ce problème est en voie d'être résolu. Nous n'en avons pas parlé ce soir, car le Conseil administratif examinera différentes solutions demain matin encore. Nous avons d'ailleurs rencontré Charles Beer à ce propos vendredi dernier. Quoi qu'il en soit, nous trouverons une solution à cette question qui ne concerne pas directement le Musée d'ethnographie lui-même.

La deuxième opposition porte sur le problème des arbres supprimés dans le cadre des travaux prévus. Rémy Pagani interviendra tout à l'heure à ce sujet. Il est évident que, lorsque l'on creuse un trou aussi important pour créer un musée en sous-sol, on doit enlever des arbres. Cependant, il s'agira ensuite de réarboriser en surface l'espace réservé au public en souterrain. J'ose croire que ces deux derniers problèmes peuvent être résolus. J'estime que leur poids, justifié mais pas excessif, ne doit pas empêcher la bonne marche des travaux de rénovation et d'agrandissement du Musée d'ethnographie.

J'ajoute que la magnifique collection du Musée d'ethnographie de Genève a une importance exceptionnelle et même unique au monde. On parle souvent du nombre d'étrangers dans notre ville, mais il y a une donnée encore plus intéressante: 70% des Genevois ont un papa étranger ou une maman étrangère, c'est-à-dire qu'ils ont un lien direct avec l'étranger. Dans cette optique, l'anthropologie d'aujourd'hui – mais sans oublier le passé, bien sûr – a été l'un des grands succès de Jacques Hainard. Il est important de s'intéresser aussi bien aux manières de vivre actuelles qu'à celles d'autrefois, et de voir comment réunir le passé et le présent au sein d'un véritable musée de l'histoire humaine. De ce point de vue, Genève représente un cas exceptionnel.

Quant je suis arrivé au Conseil administratif, je suis allé voir dans les greniers du Musée d'ethnographie toutes les pièces entassées dans de mauvaises conditions; heureusement, nous avons trouvé la solution du dépôt provisoire aux Ports-Francs, mais il est souhaitable que ces objets soient un jour exposés dans le musée rénové, au sein de véritables espaces de présentation. Sur ce plan, je trouve que le projet défini dans la proposition PR-739 est très performant.

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

J'aimerais encore souligner deux ou trois éléments non négligeables, surtout pour le Conseil municipal. Commençons par l'aspect financier. Ceux qui ont suivi ce dossier de près savent que nous avons respecté les montants prévus du début à la fin du processus d'élaboration. Il n'y a pas eu de soudaine augmentation des coûts. Nous avons décrit en toute transparence les emplois supplémentaires à créer pour assurer le fonctionnement du musée dans les conditions souhaitées. Il y a bien eu quelques tergiversations concernant les 10 millions de francs qui doivent être versés par l'Etat, mais sa participation semble maintenant acquise, puisque le Conseil d'Etat l'a validée; je vois mal le Grand Conseil polémiquer là-dessus. J'ai donc le sentiment que les choses avancent!

Je salue évidemment le legs Lancoux. J'ai le plaisir de vous annoncer, Mesdames et Messieurs, que je vous en parlerai demain soir dans une information que je donnerai au Conseil municipal. Nous avons aussi constaté que nous pouvions travailler en collaboration avec des privés, même dans le cadre du Musée d'ethnographie, et nous continuons à œuvrer pour récolter des fonds qui serviront à compléter les collections du musée dans les années à venir. Nous travaillons donc déjà pour le futur!

J'ai l'impression que nous sommes engagés dans un processus très positif, et j'espère que ce sera aussi le cas dans d'autres musées, car Genève mérite ce genre de rénovations. J'apprécie le fait que la proposition PR-739 sera vraisemblablement votée ce soir à l'unanimité moins une voix, même si je reconnais pleinement à M. Baud le droit d'exprimer son opposition. Mais je suis heureux qu'il soit isolé – en tout cas, à ce que j'ai pu voir...

Le Grand Conseil avait aussi soutenu ce projet avec une forte majorité – c'est-à-dire quasiment à l'unanimité – et je pense que Genève a rarement été aussi unie derrière un projet que pour la rénovation et l'agrandissement du Musée d'ethnographie. Les vingt ans qui viennent de passer ont été difficiles, nous avons dû faire bien des détours à bien des endroits et beaucoup chercher, pour finalement revenir à ce qui aurait dû être notre point de départ et prévoir le nouveau musée à son juste emplacement, celui du musée actuel. (*Applaudissements.*)

M. Georges Queloz (L). Tout à l'heure, j'ai oublié un point que je souhaite souligner pour le *Mémorial*. Lors du débat d'entrée en matière sur la proposition PR-739, ainsi qu'en commission, j'ai émis une réserve sur la problématique de l'eau en sous-sol. Cet aspect risque en effet d'occasionner des frais supplémentaires. Quand on creuse à 14 m de profondeur, on peut avoir de mauvaises surprises. On nous a plus ou moins garanti qu'il serait possible de prendre les dispositions qui s'imposent, mais un homme averti en vaut deux...

J'ajoute qu'il ne serait pas sérieux de maintenir un établissement scolaire à côté d'un tel chantier; il faut donc profiter des travaux du Musée d'ethnographie pour rénover l'école Carl-Vogt. C'est pourquoi la commission des travaux et des constructions a demandé que le Conseil administratif soumette une proposition dans ce sens au Conseil municipal dans les meilleurs délais, afin de régler ce problème d'organisation. Les deux projets restent distincts, mais ils doivent être réalisés parallèlement. Pour finir, je répète une fois encore que le groupe libéral se plaira aujourd'hui à voter la proposition PR-739.

M. Rémy Pagani, maire. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, j'aimerais d'abord vous informer que le Genève-Servette Hockey Club vient de gagner 5 à 2... Je me réjouis d'assister à la demi-finale, et j'espère qu'elle sera aussi intéressante que les quarts de finale!

Cela étant, j'aimerais m'associer aux remerciements exprimés sur tous les bancs, ainsi que par la Société des amis du Musée d'ethnographie. Pour la première fois depuis longtemps, me semble-t-il, nous avons réussi à créer un consensus autour d'un projet, avec une véritable adhésion populaire et politique. Je salue également la grande compétence des collaboratrices et des collaborateurs du département des constructions et de l'aménagement et du département de la culture. Je pense à M^{mes} Isabelle Charollais, Isis Payeras Socratidis, Valérie Cerda, Martine Koelliker... Ces personnes ont des compétences extraordinaires qu'elles ont mises au service de ce projet et de la maîtrise de son coût.

Je me souviens d'un débat homérique sur l'éventualité de creuser en sous-sol dans le bâtiment de l'actuel Musée d'ethnographie. M^{me} Charollais me disait qu'il n'était pas question de procéder à de tels travaux, en raison de dépassements de crédit incontrôlables. Il est vrai qu'il est difficile de respecter un budget initial face à des architectes qui, comme tous les architectes, essaient de faire au mieux. C'est un exemple des obstacles surmontés tout au long de l'élaboration de ce projet. Je remercie toutes ces personnes de consacrer leurs compétences au bien commun et à la collectivité.

Nous avons encore deux écueils à affronter, Mesdames et Messieurs, et nous tâcherons d'y faire face aussi positivement que pour l'ensemble du projet d'agrandissement et de rénovation du Musée d'ethnographie. Le premier problème, c'est les arbres que nous devons couper; j'exposerai au mur les projections réalisées pour prendre en compte la demande de la population, c'est-à-dire garantir à la fois le respect des arbres situés le long du boulevard Carl-Vogt – qui ne seront pas coupés – et la plantation d'autres arbres derrière le musée. Vous pourrez les compter, pour celles et ceux que cela amuse!

Proposition: agrandissement du Musée d'ethnographie

Malheureusement, nous devons couper un certain nombre d'arbres, mais nous en rajouterons sur l'esplanade. Nous répondrons ainsi à l'une des critiques que nous avons reçues. Vous voyez donc que nous avons tenu compte des remarques et des demandes qui nous ont été adressées à ce sujet. Ce projet est en devenir, mais mon engagement de ce soir vaut parole donnée: nous irons dans le sens de la demande des habitants en faisant en sorte que le microclimat de cette esplanade aujourd'hui en pleine terre subsiste demain comme élément constitutif du quartier populaire de la Jonction.

Je ne veux pas lier le deuxième problème à celui que je viens d'évoquer, mais je peux d'ores et déjà annoncer, comme l'a dit Patrice Mugny tout à l'heure, que Manuel Tornare et moi, nous avons pris langue avec Charles Beer et que nous avançons vers des solutions. Je le dis très clairement: celles-ci ne seront pas au détriment des habitants de la Jonction, qui ont besoin d'un parc. Je pense notamment au parc Gourgas, pour lequel nous trouverons des solutions.

Après la prise de position du Conseil administratif – si ce n'est demain en séance plénière, du moins en commission – je déposerai des amendements pour répondre à une autre demande légitime des habitants, qui souhaitent que les élèves de première, deuxième et troisième primaire de l'école Carl-Vogt ne soient pas déplacés à l'école des Plantaporêts, ce qui représente un trajet beaucoup trop grand pour des petits enfants.

Voilà, Mesdames et Messieurs, une fois encore, je me réjouis avec vous de l'unanimité que recueille ce projet de rénovation et d'agrandissement du Musée d'ethnographie. Comme d'autres l'ont dit avant moi, c'est l'une des richesses de Genève et nous devons mettre en valeur ce potentiel pour les générations à venir. Tel est le défi que nous relevons ce soir. (*Applaudissements.*)

Deuxième débat

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté I amendé par le Conseil administratif est accepté par 68 oui contre 1 non (1 abstention).

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté II amendé par le Conseil administratif est accepté par 69 oui contre 1 non (1 abstention).

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté III amendé par le Conseil administratif est accepté par 69 oui contre 1 non (1 abstention).

Les arrêtés sont ainsi conçus:

ARRÊTÉ I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier.– Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 63 490 000 francs, financé par le fonds spécial issu du legs Lancoux pour un montant de 8 300 000 francs et par le Fonds d'équipement communal pour un montant indexé de 7 500 000 francs, soit un crédit net de 47 690 000 francs, destiné à l'agrandissement et à la rénovation du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle N° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 63 490 000 francs.

Art. 3. – Un montant de 935 000 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds d'art contemporain institué par la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2008.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2014 à 2043.

Art. 5. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, modifier, épurer et radier toutes servitudes permettant la réalisation de cette opération.

ARRÊTÉ II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 212 400 francs destiné à l'équipement en matériel informatique et télécommunication du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle N° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 212 400 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 4 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2014 à 2017.

ARRÊTÉ III

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 1 773 000 francs destiné à l'équipement des salles d'exposition et des ateliers du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle N° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 773 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2014 à 2023.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, les arrêtés deviennent définitifs.

7. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 3 février 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 180 000 francs en faveur de la mise en place d'un nouveau concept de célébration de la Fête nationale du 1^{er} Août en ville de Genève (PR-772 A)¹.

Rapport de M^{me} Catherine Buchet-Harder

La proposition PR-772, renvoyée à l'examen de la commission des finances lors de la séance du Conseil municipal du 16 février 2010, a été traitée le 2 mars 2010, sous la présidence de M^{me} Frédérique Perler-Isaaz. Les notes de séances ont été prises par M^{me} Sandrine Vuillemier, que la commission remercie pour la qualité et la célérité de son travail.

Préambule

Suite au bilan réalisé lors de la dernière fête du 1^{er} Août, un groupe de travail, formé par des collaborateurs travaillant au Service des relations extérieures et par des membres du comité d'organisation actuel, s'est réuni pour imaginer un concept pérenne. Il s'agissait de mieux définir les synergies et les complémentarités afin d'envisager un engagement plus fort de la Ville de Genève. Il est important de mentionner la volonté unanime du Conseil administratif quant à créer un nouveau concept.

Audition

Une seule audition est nécessaire pour comprendre la teneur de cette proposition et poser toutes les questions utiles à la magistrate, M^{me} Sandrine Salerno, ainsi qu'à M. Dossan, président du comité actuel de la fête du 1^{er} Août, et à M^{me} Dupraz, engagée au département des finances et du logement. M^{me} Dupraz possède plus de dix-huit années d'expérience dans le domaine de l'évènementiel, expérience accumulée essentiellement dans une autre commune genevoise.

Point de la situation

M. Dossan explique que depuis trente ans un comité bénévole, et non une

¹ Proposition, 4768.

association, s'occupe de l'organisation de la fête nationale. Aujourd'hui, ce comité doit faire face à plusieurs difficultés. La première est d'ordre monétaire. La subvention octroyée par le Conseil municipal s'élève à 14 250 francs. Elle n'a pas évolué ces dernières années et elle est dérisoire. Il explique qu'à son arrivée, il y a huit ans, il a cherché, avec l'aide de son comité, d'autres fonds pour mener à bien cet événement. Il a essuyé plusieurs refus, la réponse étant toujours la même: la fête nationale est une fête officielle et elle doit être soutenue par les autorités. Certaines entreprises toutefois ont donné des cadeaux qui ont permis d'organiser un concours de lampions. La deuxième difficulté est de l'ordre des bénévoles. Les membres du comité vieillissent et il est de plus en plus difficile de trouver des volontaires pour remplacer ces personnes. La troisième est de l'ordre de la collaboration avec les services municipaux. En effet, des frais relatifs à diverses prestations se sont petit à petit ajoutés à la facture finale: protection des fleurs, tri des déchets, nettoyage du parc, etc.

A la question d'un commissaire démocrate-chrétien sur l'avenir des membres du comité, M. Dossan explique qu'il a tenu au courant le comité actuel des avancées du projet, sans aucune réaction de leur part jusqu'à présent. Il les rencontre prochainement pour les informer et dissoudre ce comité. Un groupe d'organisation sera mis sur pied et des membres de la société civile demeureront dans celui-ci.

Durant cette audition, les commissaires posent essentiellement des questions sur deux sujets: les questions relatives au concept et les questions relatives aux coûts de l'organisation

Les questions relatives au concept

En guise d'introduction, une commissaire d'A gauche toute! demande comment un Conseil administratif de gauche a pu arriver à la conclusion ahurissante qu'il faut donner plus d'importance au 1^{er} Août. Selon elle, les Genevois ne s'y intéressent pas, hormis dans les petits villages; bon nombre d'entre eux sont en vacances et, si la fête n'a pas évolué en trente ans, c'est qu'il n'y a pas de changement désiré par la population. De plus, les termes «plus nationale-patriotique» dans la présentation l'ont horripilée. La citoyenneté est un fait et ne constitue ni un droit, ni un devoir. En bref, elle pense que le Conseil administratif aurait pu présenter un projet plus pertinent et plus représentatif de la gauche que celui de la fête du 1^{er} Août.

M^{me} Salerno répond que pour l'exécutif de gauche, la fête nationale est un moment d'affirmation du «Nous» et de l'appartenance à une collectivité. Cela est d'autant plus important aujourd'hui dans un temps de crise économique, sociale et climatique. Une société moderne se doit de rappeler non seulement le pacte social – «faire société commune avec» – mais également le pacte politique – «le

patriotisme» ou ce que la droite nomme le nationalisme. Pour elle, la fête du 1^{er} Août sert donc à rappeler le rattachement de Genève à la Confédération.

Un commissaire socialiste pense qu'il est temps d'organiser une fête nationale digne de cette ville. Tous les pays du monde ont une fête nationale, la fête nationale suisse montre les aspects favorables de ce pays et permet de réussir l'intégration des étrangers. Suite à la récente campagne de publicité menée par Genève Tourisme, il demande si cette entité ne pourrait pas les aider à organiser le 1^{er} Août.

M^{me} Salerno répond que, concernant Genève Tourisme, le Conseil administratif estime que cette entité devrait faire de l'inspection. Par contre, le Conseil administratif serait favorable à travailler avec Suisse Tourisme, compte tenu de ses compétences et connaissances, ainsi que du matériel dont il dispose.

Un commissaire de l'Union démocratique du centre rappelle que son groupe était prêt à voter sur le siège. Il précise que Genève est devenue suisse en 1815 et que le 1^{er} Août est né à la fin du XIX^e siècle, lorsqu'un besoin d'affirmation des nationalités des Républiques s'est fait ressentir. Il revient sur l'organisation de la fête et signale que la plupart des manifestations historiques ou patriotiques sont organisées par des comités privés, tout en convenant que le système de milice arrive aujourd'hui à son terme dans la société matérialiste qui est la nôtre.

Un commissaire socialiste remarque que son groupe était également prêt à voter sur le siège cette proposition. Pour répondre à la remarque de la commissaire d'A gauche toute!, il souligne que son groupe est satisfait que ce soit la gauche qui vienne avec ce projet et rappelle qu'il ne faut pas confondre le patriotisme avec le nationalisme. Il précise qu'il n'y a pas de nation suisse dans la mesure où la Suisse est liée par un contrat. Il pense qu'il est nécessaire d'avoir un moment pour s'arrêter et avoir une réflexion sur la collectivité et sur le contrat social qui unit ce pays. Quant au prix avancé de 180 000 francs, il pense qu'il reste très modeste pour une ville comme Genève, alors que de nombreuses personnes apprécient cette fête.

A une question d'un commissaire Vert sur le lieu de cette fête nationale du 1^{er} Août, M. Dossan explique que ce lieu est pratique. Il offre de la fraîcheur et de l'espace pour un public nombreux. M^{me} Salerno ajoute que la proximité du Palais Eynard joue également un rôle. Un autre avantage est que le parc des Bastions est un lieu fermé. Un autre membre de la commission affirme qu'il est important de garder ce lieu car il est entré dans les habitudes de la population.

Une commissaire Verte remarque qu'il est précisé en page 3 sous le point 3 qu'il serait opportun de recourir à un prestataire de service. De quoi s'agit-il?

M^{me} Dupraz précise qu'il est important de reprendre l'existant et de le déve-

lopper, tout en lui donnant un aspect plus festif et en gardant une connotation patriotique. Elle précise que le discours, la fanfare et les lampions sont conservés. Concernant les prestataires, elle s'est adressée à l'agence de promotion culturelle TAKO, qui sait faire preuve d'audace et d'innovation. Cette agence ne fait pas uniquement de l'événementiel et elle se propose d'essayer un an avec elle. Elle rappelle que le Conseil administratif a décidé que ni le comité des Fêtes de Genève ni les utilisateurs du parc des Bastions ne doivent organiser d'événements importants le jour du 1^{er} Août.

Une commissaire d'A gauche toute! évoque les problèmes qui se sont déroulés sur le Grütli avec la véritable extrême droite. Elle craint qu'une manifestation plus importante provoque des vocations. Elle demande si ce type de problème a été envisagé et des mesures de sécurité imaginées.

M. Dossan rappelle qu'il y a toujours eu une collaboration avec la police, qui intervient au besoin. M^{me} Dupraz mentionne qu'une somme de 4000 francs est prévue pour la protection du matériel technique par des entreprises privées. M^{me} Salerno pense que ce genre de phénomène ne devrait pas faire reculer une entité publique. Elle déclare qu'il ne faut pas laisser ces espaces et ces moments à des personnes qui détruisent le 'vivre ensemble' et qui ne respectent pas l'Etat.

Les questions relatives aux coûts de l'organisation

Une commissaire d'A gauche toute! demande si ce projet va finalement mettre en place une structure plus complexe et plus chère, n'apportant rien en termes de lisibilité. Elle se demande pourquoi il faut augmenter les montants, alors que la formule précédente fonctionnait. Elle se pose la question de l'intérêt pour la population genevoise de dépenser autant d'argent pour un résultat qui reste similaire.

M^{me} Salerno répond que les gens sont attachés aux symboles et donc à la fête nationale. Ce projet reste modeste et simple tout en étant populaire et familial. Elle précise que cette proposition introduit le principe de la transparence des coûts. En effet, l'ancienne fête du 1^{er} Août ne coûtait pas uniquement 30 000 francs. La Ville y contribuait indirectement avec la réception officielle au Palais Eynard, la discothèque et le temps de travail que les fonctionnaires consacraient. Les prestations en nature n'étaient pas incluses. Les coûts n'étaient pas bien identifiés alors qu'ils le seront dorénavant. Un volet communication, inexistant les dernières années, a été à nouveau introduit et cela coûte de l'argent.

M. Dossan ajoute que le comité a dû abandonner avec les années la communication: les montants pour les affiches étaient trop élevés, Léman Bleu demandait 20 000 pour une émission. Heureusement, il y avait Radio Lac qui a fait des annonces de manière relativement généreuse en émettant depuis les Bastions.

A la question d'un commissaire démocrate-chrétien sur des précisions concernant les coûts de cette fête, M. Dossan précise que les montants inscrits sont corrects: les coûts engendrés par les services municipaux étaient d'environ 120 000 francs, la subvention s'élevait à 14 250 francs, plus 14 000 francs pour le feu d'artifice.

Ce même commissaire demande si on a une idée du coût de cette fête dans d'autres villes comparables.

M^{me} Dupraz dit qu'elle a fait des démarches en ce sens. Cependant, aucune ville n'a pu lui répondre clairement, les frais étant répartis dans différents services. Elle cite l'exemple de Neuchâtel qui met un franc par habitant pour le feu d'artifice, soit environ 30 000 francs.

Un commissaire libéral explique que si son groupe n'est pas opposé au principe de la célébration du 1^{er} Août, il souligne que le nouveau concept coûtera 150 000 francs de plus, puisque les prestations en nature resteront.

M^{me} Salerno explique que dans les faits, le 1^{er} Août coûtait plus cher que les 30 000 francs donnés au comité. Elle déclare que cette fête est véritablement la fête que les autorités doivent organiser. De plus, il est important de s'appuyer sur de bénévoles, mais ils sont de plus en plus difficiles à trouver de nos jours. Cette fête, différente de toutes les autres, doit être sous la responsabilité collective et partagée du Conseil administratif et du Conseil municipal.

Un commissaire Vert précise que les Verts avaient refusé de voter sur le siège, car ils voulaient avoir des précisions sur l'utilisation des crédits et le respect des normes écologiques. Il ajoute que son groupe n'est pas constitué d'«écoterroristes», mais qu'il ne faudrait pas faire une fête dédiée à la consommation.

M^{me} Salerno répond que la Ville est très attentive à ces questions, d'autant plus que les frais baissent lorsque les organisateurs sont responsables. La Ville est très stricte sur cette question et elle est exemplaire sur ce qui est fait.

Une commissaire Verte remarque que la réception coûtait 120 000 francs. Venait s'ajouter à cela la réception au Palais Eynard. Elle questionne la magistrate à propos de cette différence de 60 000 francs. M. Dossan répond que c'est 120 000 francs plus 180 000 francs.

Une commissaire d'A gauche toute! demande quel sera le montant pérennisé pour cette fête.

M^{me} Salerno répond que ce sera le coût monétaire, mais signale que le contrôle de gestion fournit la totalité des coûts ainsi que des outils pour étudier les coûts globaux.

Un commissaire socialiste se dit choqué par les propos d'épicier à propos du 1,8 dix-millième du budget annuel qui serait consacré à cette fête, alors que l'aide apportée à la Fête de la musique coûte vingt fois plus cher. Pour lui, la fête nationale laisse une forme de magie dans les esprits des enfants, tout en leur insufflant une réflexion autour de la collectivité. C'est le premier pas vers une éducation patriotique.

Discussion de la commission

Les groupes s'étant largement exprimés lors de l'audition, un vote immédiat est accepté.

Cependant, un commissaire libéral souhaite faire une déclaration, en tant que représentant de son groupe, car il va changer d'avis. Il regrette que le 1^{er} Août ne soit plus organisé par un comité de privés mais il est conscient que, dans les conditions actuelles, il y a des risques pour sa pérennité et il est important de permettre aux Genevois de garder cette fête. Son groupe acceptera donc ce projet.

Mise aux voix, la proposition PR-772 est acceptée à l'unanimité (2 AGT, 3 Ve, 2 S, 2 DC, 1 R, 1 L, 2 UDC). (*Voir ci-après le texte de l'arrêté adopté sans modification.*)

Annexe: tableau coûts dans les communes.

1er AOUT / COUTS DANS DES COMMUNES

Communes	2009	2010	Explications	Nbre hab.	Coûts par hab.
1 Chêne-Bougeries		150'000.00	organisé à tour de rôle avec Chêne-Bourg et Thônex	30'000	5.00
2 Meyrin		50'000.00	organisé par la Ville + coûts indirects	21'487	2.32
3 Versoix		30'000.00	sauveteurs organisateurs gardent recettes boissons / coûts indirects / tente sono + réception / feu artificiel payé par Versoix / 30'000 au budget	13'040	2.30
4 Vernier	72'800.00		organisé par la Ville + coûts indirects	33'063	2.20
5 Lancy	52'756.95		2 assoc interet + comite pilotage + coûts indirects	28'257	1.86
6 Carouge		20'000.00	sociétés carougeoises + coûts indirects	19'874	1.00
7 Onex		17'500.00	organisé par la Ville + coûts indirects	17'510	0.99
8 Genève		180'000.00		183'000	0.98
SUISSE					
1 Neuchâtel		40'000 - 45'000	verse une subvention de 1 franc par habitant pour la poudre à la Société des Associations de la Ville qui est mandatée pour l'organisation (env. 33'000) + location bateaux et repas de remerciements, total 40-45'000 francs. Budget non finalisé car cette année une course à pied aura lieu également le 1er août.	32'819	1.37
2 Lausanne		20'000 + 40'000	subvention de 20'000 (17'000 à la Société de développement des intérêts d'Ouchy qui organisent les feux et 3000 francs pour 2 cérémonies officielles, une au Nord de Lausanne et une à Ouchy) et prestations services communaux gratuits (40'000).	133'280	0.15
3 Berne		10'000.00	cortège + discours du maire. Feux d'artifices payés par les sponsors	env. 130'000	0.07

M^{me} Catherine Buchet-Harder, rapporteuse (UDC). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il y a à peine plus d'un mois, le Conseil municipal renvoyait la proposition PR-772 à la commission des finances. Cela simplement pour vous dire que cette dernière a travaillé avec une grande célérité, ce dont je suis très fière. Cette proposition demandait l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 180 000 francs. Je ne m'étendrai pas là-dessus, étant donné que vous avez reçu mon rapport par écrit la semaine dernière.

J'aimerais toutefois rectifier un point: M^{me} Dupraz n'est pas engagée au Service des relations extérieures, comme je l'ai écrit à la page 1, mais bien au département des finances et du logement. (*Corrigé au Mémorial.*)

J'en viens brièvement aux coûts de la Fête nationale du 1^{er} Août dans les communes. Nous avons décidé de voter la proposition PR-772 sans les connaître. Nous avons demandé cette information, mais nous ne pensions pas pouvoir l'obtenir à temps; elle ne nous a été donnée que ce soir. Nous avons fait un tableau comparatif pour avoir une idée de ce que les communes investissent dans la fête du 1^{er} Août. Il est très difficile de comparer, car les prestations pour cet événement varient entre communes et entre cantons. En outre, leur organisation peut être confiée à des comités bénévoles ou prise en charge par les autorités communales, ce qui rend la comparaison encore plus malaisée.

Cependant, ces données nous permettent quand même d'estimer les sommes dépensées pour cette fête, il me semblait important de le souligner. Il faut savoir que la commune de Chêne-Bougeries, même si elle ne célèbre le 1^{er} Août que tous les trois ans, dépense 5 francs par habitant; Meyrin 2,30 francs, Versoix 2,30 francs également, Vernier 2,20 francs, Lancy 1,85 franc, Carouge 1 franc, Onex 99 centimes. Quant à la Ville de Genève, si le crédit supplémentaire demandé dans la proposition PR-772 est accepté, elle dépensera 98 centimes par habitant – un montant vraiment pas très élevé, par rapport à ce qu'elle dépense pour d'autres fêtes. J'ajoute encore que le Canton de Neuchâtel dépense 1,37 franc par habitant pour la fête nationale, Lausanne 15 centimes et Berne 0,07 centime.

Tout cela pour dire que le crédit demandé ce soir ne représente pas une très grosse somme par rapport au budget global de la Ville. Je suis heureuse de souligner que la commission des finances a voté la proposition PR-772 à l'unanimité.

Premier débat

M. Endri Gega (S). Le groupe socialiste soutiendra avec enthousiasme l'excellente proposition PR-772. Quoi de plus normal, en effet, que de célébrer la fête nationale? Tous les pays du monde en ont une! Certains l'appellent la fête du drapeau, d'autres la fête de l'indépendance, certains encore la fête de la révo-

lution... Peu importe: tous fêtent leur pays, et nous devons faire de même. Oui, nous devons avoir une fête nationale! Il s'agira d'organiser une manifestation digne de la Ville de Genève et susceptible de réunir les Genevoises, les Genevois, mais aussi les étrangers qui vivent dans notre pays, autour du dénominateur commun qu'est la Suisse.

Chers collègues, les raisons d'avoir une fête nationale sont nombreuses et notoires, mais je ne m'y attarderai pas. Je vous renvoie aux explications très complètes données par M^{me} Salerno il y a un mois. Pour ma part, je citerai trois de ces raisons qui me paraissent importantes. Tout d'abord, le Parti socialiste a toujours été et reste très engagé pour l'intégration des étrangères et des étrangers en Suisse; or, je pense qu'une bonne intégration implique de savoir à quoi s'intégrer. Ce genre de festivités permettrait de mieux faire connaître la Suisse, son histoire, ses traditions, et constituerait ainsi un excellent moyen d'intégration.

Une autre raison de fêter le 1^{er} Août est que la Suisse est parfois trop discrète, discrétion qui peut provoquer de l'incompréhension. Inutile de rappeler ici les problèmes que nous avons actuellement avec certains pays dans le monde, et qui relèvent de l'incompréhension. Genève étant une ville internationale, la célébration de la fête nationale aiderait à mieux faire connaître la Suisse, sa population, ses valeurs, sa manière de vivre, et peut-être qu'elle contribuerait même à de meilleures relations entre nous et les autres pays.

Enfin, la troisième raison qu'il me paraît important de souligner est que la population – et plus particulièrement les enfants – serait très heureuse d'avoir une nouvelle fête au cours de l'année. Il suffit pour s'en persuader de voir l'engouement que provoque l'Escalade, qui est, en quelque sorte, notre fête nationale genevoise. Je pense donc qu'il serait bon de faire un accueil favorable à ce crédit supplémentaire pour l'organisation de la fête du 1^{er} Août, et le Parti socialiste votera la proposition PR-772. Je vous invite à faire de même, chers collègues – et avec le même enthousiasme, si possible!

M. Alexis Barbey (L). Je commence par une remarque préliminaire. Madame la présidente, je vous prie de signaler à M^{me} Buchet-Harder que les autres communes genevoises n'investissent pas, mais dépensent pour la célébration du 1^{er} Août. C'est différent! Cette distinction est importante, car la commission des finances doit savoir s'il s'agit de dépenser ou d'investir. Dans le cas présent, ce n'est pas un investissement que l'on nous demande d'accepter – il n'y aura pas de retour sur investissement – mais bel et bien une dépense pour la fête du 1^{er} Août.

Reste à savoir – les libéraux ont exprimé leurs réserves à ce sujet – si dépenser 98 centimes par personne pour cette célébration est beaucoup ou peu, comparé à certaines communes qui dépensent 2,15 francs ou à la Ville de Lausanne qui ne

dépense que 15 centimes... Les libéraux ont tendance à penser que c'est beaucoup. On nous demande 180 000 francs supplémentaires, alors que cette fête ne coûtait que 30 000 francs les années précédentes, tout en proposant à peu près les mêmes prestations. A ce titre, les libéraux sont désolés de constater à quel point l'organisation d'une fête assumée par la Ville est beaucoup plus coûteuse que si elle était confiée à un comité privé.

Mais il faut se rendre à l'évidence: il n'y a pas d'alternative à l'attribution de l'organisation de la fête du 1^{er} Août à la Ville. Le comité d'organisation existant ne désire plus poursuivre son action en gardant la même configuration, il a même admis être arrivé au bout de ses forces et de ses ressources. Il n'y a donc pas à hésiter entre une organisation privée ou municipale: ce sera la Ville ou rien. Même s'il est regrettable que toutes les fêtes qui se déroulent à Genève soient organisées par la commune et non par des groupes privés, il est important que le 1^{er} Août demeure et continue d'être fêté dignement dans notre cité.

Enfin, dernier point: même si l'on peut penser – certaines mauvaises langues ne se sont pas privées de l'affirmer – que ces 180 000 francs seront investis dans la communication du Conseil administratif, puisque c'est lui qui fera les discours après les feux d'artifice, les libéraux estiment qu'il est plus important que le 1^{er} Août continue d'être célébré. Nous serons attentifs à ce que le Conseil administratif soit largement représenté dans le cadre de cet événement, afin qu'il n'y ait pas que les partis de gauche qui profitent de cette merveilleuse fête du 1^{er} Août pour faire leur communication... Les libéraux voteront donc la proposition PR-772.

La présidente. Monsieur Barbey, nous avons tous remarqué que vous êtes intervenu en restant assis, au lieu de vous lever comme c'est la coutume. Etant donné que tout le monde se demande pourquoi, je vous pose la question. Ne répondez pas, si vous ne voulez pas.

M. Alexis Barbey. Je vous retourne la question, Madame la présidente. Pourquoi me demandez-vous cela?

La présidente. Parce que telle est la tradition, Monsieur Barbey: en principe, les orateurs se lèvent pour s'exprimer. Moi, cela ne me gêne pas que vous restiez assis, mais...

M. Alexis Barbey. Que je sache, il n'existe pas de règlement qui m'oblige à me lever!

La présidente. Non, mais c'est la coutume.

M. Alexis Barbey. Je voulais simplement rendre hommage aux membres de la Constituante qui siègent dans cette même salle; ils ne se lèvent pas pour parler... De plus, il me semble que, le 1^{er} Août, on se lève pour chanter l'hymne national, en général, mais pas pour voter un crédit en faveur de M^{me} Salerno, fût-il de 180 000 francs.

Je n'ai pas d'autres raisons à avancer. Je crois que chacun doit se sentir parfaitement libre de se lever ou de rester assis pour parler. Personnellement, je préfère parler debout, d'habitude, car cela me donne une plus grande liberté de parole. Mais ici, le sujet est contraignant, les libéraux ont changé d'avis en cours de débat et se sont ralliés à une espèce de majorité de circonstance, et moi je reste assis, voilà. J'espère que cela vous sied, Madame la présidente.

La présidente. Cela ne me gêne pas, mais cette attitude pose problème à nombre de nos collègues, Monsieur Barbey.

M. Mathias Buschbeck (Ve). Je crois que je vais imiter M. Barbey et intervenir assis, moi aussi, puisque telle est la nouvelle tradition inaugurée par le Parti libéral...

La présidente. Magnifique! Je me réjouis de redescendre du bureau pour pouvoir intervenir assise!

M. Mathias Buschbeck. Je me lève. N'y voyez aucun esprit de contradiction ou de moutonnage de quelque sorte... En ce qui concerne le 1^{er} Août, les Verts soutiendront eux aussi la demande de crédit de la proposition PR-772, car ils pensent que c'est une fête extrêmement importante – sinon la plus importante pour la collectivité. En effet, elle représente le vivre ensemble, le lien social. Pour ceux qui pensent qu'un autre monde est possible, je rappelle qu'il s'agit simplement de faire avec les mêmes gens, au même endroit. Nous tenons également à remercier le comité d'organisation qui, jusqu'à aujourd'hui, a tenu à bout de bras cette manifestation, et qui a permis aussi, par une réflexion commune avec le Conseil administratif, de dégager de nouvelles pistes pour élargir un peu les objectifs de cette célébration.

M. Armand Schweingruber (L). Je n'allongerai pas le débat, car le consensus me paraît à peu près unanime dans notre assemblée. Cependant, j'aimerais souligner quelques points.

Il est bien et bon que le peuple se réjouisse lors de la fête nationale, mais il faut se rappeler qu'il s'agit avant tout, fondamentalement, d'une commémoration historique. J'insiste sur cet aspect essentiel qui doit transparaître lors des futures célébrations du 1^{er} Août à Genève.

Quelques mots d'explication. La date du 1^{er} août pour le choix de la fête nationale est un peu arbitraire. Tout d'abord, le Pacte de 1291 que nous connaissons et qui est conservé aux Archives fédérales à Schwyz est daté non pas du 1^{er} août, mais du début du mois d'août. En effet, il fallait quelques jours pour apposer au bas du document les cachets de cire servant à l'authentifier. Ensuite, ce pacte ne fait que confirmer une alliance plus ancienne, dont on a perdu la trace. C'est le premier document écrit, ou plutôt retrouvé, que nous connaissions. Il a été égaré pendant plusieurs siècles, puis retrouvé dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Jusqu'alors, en lieu et place de ce document de base, c'est le Pacte de Brunnen de 1315, conclu après la bataille de Morgarten, qui a servi de document fondamental d'alliance entre les Confédérés de l'époque.

En faisant ce bref rappel historique, je tiens à souligner que notre fête nationale a cette particularité de ne pas commémorer une révolution, une victoire sur un ennemi ou un adversaire, mais de célébrer l'établissement d'un pacte d'entraide mutuelle entre voisins par les trois communautés originelles de la Suisse centrale. Au Moyen Age, il y a eu des dizaines d'alliances de ce genre; l'originalité de la nôtre – puisque nous en sommes les héritiers – est d'avoir perduré jusqu'à aujourd'hui, jusqu'à l'Etat territorial helvétique que nous connaissons. J'insiste là-dessus.

Nous avons un devoir de commémoration, comme je l'ai dit, et je souhaite que cet aspect fondamental ne soit jamais oublié lors des futures célébrations de la fête nationale. Ce n'est pas pour rien que, chaque 1^{er} août, dans toutes les communes, on lit le pacte – j'aimerais que cela continue! (*Applaudissements.*)

M. Olivier Fiumelli (R). Le groupe radical constate que la proposition PR-772 a été acceptée à l'unanimité en commission des finances; il ne vaut donc pas la peine d'en rajouter dans ce débat. Nous soutenons cet excellent projet, car la fête nationale doit pouvoir être célébrée dans chaque ville.

M^{me} Isabelle Brunier (S). Je reviens au petit épisode de tout à l'heure pour dire que, même s'il n'existe pas de règle écrite pour nous obliger à nous lever

lorsque nous prenons la parole dans cette enceinte, il en existe en tout cas une non écrite. Je ne suis pas la seule à avoir été assez choquée par l'insolence et la manière de répondre du premier préopinant libéral à la présidente de cette assemblée, même si elle n'en a pas été personnellement choquée. Quand il été interrogé sur la raison de son attitude, ce préopinant libéral a invoqué pour se justifier le peu d'importance du sujet... Mais il s'agit quand même de la fête nationale! De plus, il a prétendu que le crédit demandé était «pour M^{me} Salerno». A titre personnel – mais je ne suis pas la seule à le penser – j'ai trouvé son attitude très irrespectueuse, frisant la goujaterie. Je tenais à la fustiger en tant que Suisse et en tant que femme. (*Applaudissements.*)

M. Georges Queloz (L). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, on célèbre le 1^{er} Août en Suisse depuis 1891. C'est à l'occasion du 600^e anniversaire de la Confédération que les Chambres fédérales ont décidé, à Berne, de voter un arrêté dans ce sens. Dans un premier temps, il était question de fêter le 1^{er} Août au Grütli. Mais, à l'époque, il n'y avait pas les moyens médiatiques d'aujourd'hui et on a considéré que cette fête de tous les Suisses devait être célébrée dans la commune, qui est la base de notre société, juste après la famille.

L'arrêté voté à Berne stipulait que les cantons demanderaient aux communes de célébrer la fête du 1^{er} Août autour d'un feu, en faisant sonner les cloches des églises de 8 h 15 à 8 h 30, sauf erreur. Les curés et les pasteurs en ont profité pour célébrer une action de grâce et organiser un recueillement, tradition qui se perpétue encore actuellement. Pourquoi réunir la population autour d'un feu? Parce que des feux ont été allumés sur les montagnes pour faire savoir que le pacte d'alliance avait été scellé par les représentants d'Uri, Schwyz et Unterwald.

Qui étaient les signataires du pacte? Des paysans et des montagnards qui voyaient les citadins du côté de Zurich traverser le Saint-Gothard pour aller faire du commerce avec l'Italie, et qui se sentaient menacés quand ils commençaient à aménager des chemins. Ils ont donc décidé d'arrêter de se taper dessus, alors que les bagarres internes duraient depuis quatre-vingts ans.

Voilà pourquoi il appartient aux communes, aujourd'hui encore, sept cents ans et des poussières plus tard, d'organiser la fête nationale du 1^{er} Août en réunissant leurs communiens autour d'un feu. C'est un devoir patriotique et c'est normal. Nous soutiendrons la proposition PR-772, mais nous serons très attentifs à la couleur politique et à l'image qui sera donnée à cette célébration.

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je voulais saluer le caractère tout à fait exceptionnel et

quasi historique de cette soirée. Rendez-vous compte: d'abord, nous avons appris que le Genève-Servette Hockey Club avait gagné; ensuite, vous avez voté l'excellent projet de rénovation et d'agrandissement du Musée d'ethnographie; après, en avançant dans l'ordre du jour, un représentant des grandes familles genevoises nous a parlé assis; pour finir, M. Fiumelli, radical, a qualifié la proposition du Conseil administratif pour la fête du 1^{er} Août, dont j'ai la chance d'assumer la responsabilité cette année, d'«excellent projet»! Je crois que c'est la première fois que j'entends un tel éloge dans la bouche d'un radical pour un projet que je représente! Je tenais à le souligner...

Mais le plus notoire, c'est votre volonté apparemment unanime, Mesdames et Messieurs, de voter ce crédit relatif à la fête nationale. C'est un moment fort plaisant pour celle qui vous parle; en effet, je pense qu'il était temps que la Ville fasse preuve d'intelligence et assume une partie de ses responsabilités en matière de célébration du 1^{er} Août. Pendant des années, nous avons compté sur l'engagement bénévole et courageux de citoyens, qui continueront d'ailleurs à participer à cette manifestation. Je salue le président de leur association en la personne de votre collègue M. Dossan – on peut l'applaudir! (*Applaudissements.*) C'est grâce à lui et grâce aux personnes qu'il a su réunir autour de lui que nous avons, pendant des années, célébré la fête nationale à Genève.

Cette année, nous verrons comment décliner le concept, car il est déjà tard pour s'en préoccuper, mais les personnes qui me succéderont dans la fonction de maire – notamment M. Maudet l'année prochaine – feront certainement encore mieux. Peu à peu, nous pourrons ainsi célébrer dignement la fête nationale ensemble, non pas dans un esprit contrit et avec un patriotisme étriqué, mais bien comme un acte ouvert sur la cité, sur les autres, sur Genève et sur la Suisse. Tel était le vœu du Conseil municipal, selon l'avis unanime de la commission des finances, qui a analysé de manière très approfondie, en une séance, ce projet que le plénum s'appête à voter.

Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, je vous remercie de votre attention et je me réjouis de vous croiser nombreuses et nombreux le 1^{er} août 2010 lors de la célébration de notre fête nationale.

Deuxième débat

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté est accepté à l'unanimité (60 oui).

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 180 000 francs destiné à l'organisation de la Fête nationale suisse du 1^{er} Août.

Art. 2. – La charge supplémentaire prévue à l'article premier sera couverte par des économies équivalentes de charges ou par de nouveaux produits dans le budget de fonctionnement 2010 de la Ville de Genève.

Art. 3. – La charge prévue à l'article premier sera imputée aux comptes budgétaires 2010, sur le centre de coût A004000, «Service des relations extérieures», nature comptable 318610, «Organisation/production d'événements».

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

8. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 23 septembre 2009 en vue de/du:

- l'inscription d'un droit d'emption sur les parcelles N^{os} 6243 et 6244 de la commune de Genève, section Cité, sises aux Grottes, propriété de la Ville de Genève, au profit des Chemins de fer fédéraux (CFF);
- l'inscription d'un droit d'emption sur la parcelle N^o 2559 de la commune de Genève, section Cité, sise aux Grottes, propriété d'Assetimmo Fondation de placements immobiliers (nouveau propriétaire CFF) au profit de la Ville de Genève;
- l'ouverture d'un crédit de 1 013 200 francs destiné à l'exercice du droit d'emption sur la parcelle N^o 2559 ou de son achat;
- bouclement du crédit de 1 342 000 francs voté le 17 janvier 2007 (PR-494) permettant ainsi l'ouverture d'un crédit de 1 250 000 francs, pour les études et la réalisation d'une vélostation provisoire sur les parcelles N^{os} dp 7525, dp 7527, 6244 et 6243 de la commune de Genève, section Cité, propriété de la Ville de Genève, et sur la parcelle N^o 2559 mêmes section et commune, propriété d'Assetimmo Fondation de placements immobiliers (nouveau propriétaire CFF) (PR-744 A)¹.

Rapport de M. Olivier Fiumelli.

La commission des finances s'est réunie le 16 décembre 2009, sous la présidence de M^{me} Frédérique Perler-Isaaz, pour traiter de cet objet. Les notes de séance ont été prises par M^{me} Sandrine Vuilleumier, que le rapporteur remercie pour la qualité de son travail.

Audition

La commission a reçu M. Rémy Pagani, maire de Genève chargé du département des constructions et de l'aménagement, M^{me} Isabelle Charollais, codirectrice, M. Claude-Alain Macherel, codirecteur, M^{me} Marie Fauconnet Falotti, responsable de l'unité opérations foncières, et M^{me} Montserrat Belmonte, secrétaire-juriste.

¹ Proposition, 2159.

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

M^{me} Charollais indique que cette proposition fait suite à l'affaire démarrée lors de la mise en œuvre du plan de quartier de l'îlot 5-7 des Grottes. Elle explique que certains projets ont fait l'objet d'une opposition des CFF pour motif de potentielle extension des voies ferrées et que des discussions ont été engagées entre les CFF, la Ville de Genève, Implénia, les consorts Burger et la Codha qui devait bénéficier d'un droit de superficie sur une partie des terrains. Elle ajoute que la convention présentée est le résultat d'un an de discussions avec ces partenaires.

M^{me} Fauconnet Falotti explique qu'en même temps que les autorisations de construire déposées dans le cadre du plan localisé de quartier (PLQ) une demande d'autorisation a été déposée par les CFF pour l'extension de la gare et que c'est la mise en balance de ces deux éléments qui a fait l'objet de la négociation. Elle présente le plan de quartier déposé en 2005 (PLQ 29383) et précise que d'importantes mutations parcellaires étaient prévues. Elle indique que, suite aux oppositions des CFF, la Ville a fait à son tour opposition à l'autorisation des CFF. Elle montre le schéma pour l'élargissement des voies proposé par les CFF, qui est de l'ordre de 27 mètres au-delà du quai existant (voir annexe).

M^{me} Fauconnet Falotti explique que les principaux éléments de la convention signée en juin prévoyaient le retrait du recours de la Ville contre le projet de rénovation de la gare Cornavin, l'indemnisation de la Ville pour les frais encourus et le processus d'études relatif à la validation de l'extension de la gare. Elle ajoute que plusieurs conventions ont été signées avec les autres partenaires, notamment pour les indemniser. Elle indique que le résultat des études des CFF devrait en principe arriver d'ici fin 2011 ou début 2012. Elle ajoute que la convention a des conséquences pour la Ville qui s'était engagée à donner des terrains, mais qu'étant donné que les actes n'avaient pas été réalisés, la Ville est toujours propriétaire de ces parcelles qui ont fait l'objet de la négociation. Elle explique que, si les CFF décident d'étendre leurs voies, ils se porteront acquéreur du terrain de la Ville (parcelles 6246 et 6244) mais que, dans le cas contraire, la Ville s'est engagée à acheter la parcelle des CFF (parcelle 2559), raison pour laquelle un crédit est demandé y compris pour l'exercice du droit d'emption dès maintenant. Elle précise que la Ville procédera à des aménagements pendant la durée des études-cadres et que, s'ils n'étaient pas amortis à terme, les CFF rembourseraient la différence à la Ville. Elle ajoute que, selon l'article 15, la Ville grèverait ses deux parcelles d'un droit d'emption et réciproquement pour les CFF sur leur parcelle, et que l'on gèlerait la création de la vélostation définitive. Elle indique que la Ville s'engage à payer la parcelle au prix indexé, ce qui permettra de prévoir, le cas échéant, un nouveau projet. Elle ajoute que le prix d'acquisition et les frais s'élèvent à 1 013 200 francs et que, en ce qui concerne la vélostation, la proposition consiste à boucler le crédit pour le projet existant (PR-494), dont 90 130 francs ont été dépensés, et d'ouvrir un nouveau crédit pour une vélostation temporaire (1 250 000 francs).

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

Un commissaire a l'impression que les CFF seront obligés de faire cette extension. Il demande si d'autres bâtiments seront amenés à disparaître.

M^{me} Fauconnet Falotti répond que pratiquement tous les immeubles en front de Montbrillant seraient touchés. Elle ajoute que l'impact serait très important.

Le commissaire demande quel serait l'impact en termes d'urbanisme en cas d'extension.

M^{me} Charollais répond que ce serait catastrophique. Elle rappelle qu'il s'agit de l'estimation pour l'emprise des voies et des quais mais que, avec la topographie, il y aurait un problème de rattrapage du dénivelé et des voies de circulation, car la variation de hauteur entre les voies et le terrain naturel est de 2 mètres. Elle ajoute que l'enjeu est un remaniement complet de tout le réseau viaire et de tout le quartier des Grottes. Elle signale qu'une petite étude a été menée et indique qu'il faudrait en réalité compter environ 50 mètres pour envisager un véritable projet urbaniste, raison pour laquelle le service a insisté pour participer aux études des CFF afin de pouvoir anticiper les options du point de vue urbanistique. Elle insiste sur le fait que l'impact serait considérable.

M^{me} Fauconnet Falotti ajoute qu'une étude simple à vérifier a estimé à environ 500 le nombre de logements touchés par une éventuelle extension.

Un commissaire demande combien de voies seraient ajoutées et dans quels délais.

M^{me} Charollais répond qu'il s'agit de deux voies, un quai central et un quai extérieur, pour l'horizon 2015 à 2020.

Le commissaire demande s'il est possible qu'ils décident d'en rajouter encore deux de plus d'ici à 2040.

M^{me} Charollais répond que c'est pour cela que la Ville et le Canton ont exigé que les CFF commencent par définir l'offre ferroviaire sur Genève, les conséquences sur Cornavin puis l'étude de l'extension envisagée.

Sur l'éventualité d'une gare souterraine, M^{me} Charollais indique que les CFF ont envisagé une série de variantes et que leur présentation était particulièrement orientée vers une extension de ce type, alors qu'il serait aussi possible d'envisager une extension souterraine ou aérienne. Elle ajoute que, pour le moment, le projet présenté constitue l'option retenue par les CFF.

En réponse au commissaire qui constate qu'il n'est pas possible de faire grand-chose en attendant la décision des CFF, M^{me} Charollais répond qu'un groupe de travail a été formé par le Canton et la Confédération – à laquelle la Ville s'est associée, pour définir l'offre ferroviaire sur le bassin genevois. Elle ajoute qu'une

étude urbanistique sera lancée l'an prochain afin d'anticiper la décision des CFF qui devrait être prise d'ici à 2012.

Le commissaire demande de quelle manière les autres partenaires lésés par le projet des CFF sont partie prenante dans ce projet.

M^{me} Charollais répond que l'entreprise Implénia a été indemnisée et s'est sortie de cette affaire. Elle ajoute que la Codha a accepté un moratoire de trois ans et que les consorts Burger ont aussi décidé d'attendre. Elle précise que, si le projet devait redémarrer, il se ferait avec la Codha, les consorts Burger et la Ville de Genève.

Le commissaire demande si une indemnisation est aussi prévue pour les autres partenaires.

M^{me} Charollais répond qu'elle ne se sent pas libre de délivrer les termes de ces conventions particulières.

Le commissaire demande ce que l'on entend par vélostation temporaire et si elle sera couverte.

M^{me} Charollais répond que l'on entend employer une partie du budget prévu pour la vélostation enterrée afin de faire plus qu'un parking à vélos. Elle ajoute qu'il serait question d'une vélostation en construction légère qui aurait pour but de résoudre la problématique des vélos sur un terme de dix à quinze ans. Elle précise que ce projet n'a pas encore été étudié et qu'il sera question d'une solution provisoire et économique.

M. Pagani précise que la situation politique a imposé structurellement de déposer un recours contre la demande d'autorisation des CFF. Il ajoute que CFF Infrastructures se sont comportés sans égards et sans prendre en considération l'impact de l'extension envisagée qui implique de raser presque tout un quartier. Il signale qu'il s'est renseigné auprès des CFF et de la Confédération en ce qui concerne une véritable politique des trois gares genevoises et qu'il lui a été répondu que les Genevois n'ont que 11 députés à Berne et qu'ils ne s'entendent même pas entre eux. Il ajoute que cela donne le sentiment que Genève ne bénéficie que du projet minimum et qu'il est important de tendre la corde pour leur faire envisager d'autres projets (voies souterraines, Sécheron) dans un important rapport de force avec la Confédération. Il rappelle que M. Cramer a épaulé la Ville pour qu'elle soit consultée lors de ces études et ajoute qu'il faudra voir la position du nouveau Conseil d'Etat.

Un commissaire demande si un crédit est prévu pour une étude d'une solution à la Praille selon la vision du groupe d'urbaniste et d'architectes «500 mètres de ville en plus», qui propose d'y déplacer la gare principale.

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

M. Pagani répond qu'il faut d'abord construire le CEVA et la gare des Eaux-Vives, résoudre la question du barreau sud et de la boucle Cornavin-Bellevue et faire rejoindre Cornavin et les Eaux – Vives. Il ajoute qu'un véritable maillage sera à ce prix et qu'il faut pour l'instant exploiter ce qui est exploitable, à savoir les trois gares.

Le commissaire constate que les dédommagements dus par les CFF en cas de démolition seraient très importants. Il demande si on a une idée du montant en question.

M^{me} Fauconnet Falotti répond que les CFF auront recours à l'expropriation et qu'il y aura par conséquent indemnités, mais qu'il n'est pas possible d'en déterminer le montant à ce stade.

Le commissaire demande, en ce qui concerne la parcelle 2559, ce qui explique la différence de 50 000 francs entre la demande de crédit et le prix de vente.

M^{me} Fauconnet Falotti répond que cela tient aux frais d'acquisition et de notaire.

M^{me} Charollais ajoute que cela tient aussi compte d'une projection de l'indexation.

Un commissaire demande si la vélostation serait perdue dans le cas où la troisième voie serait construite.

M^{me} Charollais répond qu'elle aura probablement le temps d'être amortie d'ici à la réalisation de l'extension des voies. Elle précise qu'il n'y a pas de rapport direct entre les discussions sur la troisième voie Genève-Lausanne et celles sur cette extension des voies.

M^{me} Montserrat Belmonte rappelle que, si l'extension devait être réalisée dans un délai plus bref que dix ans, la Ville recevrait une indemnisation pour le montant non amorti de la part des CFF.

Un commissaire demande s'il y a un délai fixé pour que le Conseil administratif se prononce sur cette proposition.

M^{me} Fauconnet Falotti répond qu'il y avait un délai pour le soumettre au Conseil municipal, fixé à la fin de cette année, mais que cela dépendra ensuite de l'avancée des travaux du Conseil municipal.

La commissaire note que le droit d'emption est prolongé de dix ans de part et d'autre.

M. Pagani répond que des armes sont nécessaires pour la confrontation avec les CFF afin de pouvoir réagir rapidement et d'élaborer une stratégie, raison pour laquelle il est important de s'y prendre assez tôt.

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

La commissaire renvoie à l'article 17 et demande si ce que l'on vote aujourd'hui est bien un crédit pour une réalisation qui ne pourra voir le jour qu'en 2012 et si la vélostation provisoire ne pourra être réalisée qu'au moment où le rapport-cadre aura été rendu.

M^{me} Montserrat Belmonte rectifie que la réalisation de la vélostation provisoire est immédiate. L'échéance 2012 c'est pour le rapport cadre qui déterminera l'exercice du droit d'emption des deux parties. Si les CFF ne réalisent pas l'extension, la Ville rachètera leur parcelle et veillera à la réalisation d'un projet, mais si en revanche les CFF décident d'étendre les voies, ce sera plus long en raison de l'obtention des autorisations définitives et des expropriations, raison pour laquelle un délai de dix ans a été prévu.

La commissaire demande si la vélostation provisoire serait étudiée et construite jusqu'en 2012 et si, en cas d'extension, tout serait supprimé à cette même date.

M^{me} Charollais répond que la décision sera prise en 2012, mais que l'exercice du droit d'emption ne se fera que lorsque les conditions seront avérées, à savoir dans un délai de cinq à dix ans.

Elle rappelle que la convention ne pourra entrer en force et que le droit d'emption ne pourra être inscrit qu'après le vote du Conseil municipal, puis qu'il s'exercera selon les modalités prévues selon l'article 17.

Sur l'article 18 qui indique que les CFF se réservent ultérieurement un droit d'expropriation de toutes les parcelles, dont celles de la Ville, M^{me} Montserrat Belmonte répond que cela est dû au fait que l'inscription du droit d'emption de la Ville ne pouvait être garanti par le Conseil administratif au moment de la signature puisque c'est une compétence du Conseil municipal, à savoir que toute la convention est réservée à l'approbation du Conseil municipal. Elle reconnaît que cette réserve ne s'appliquerait pas aussi indépendamment de l'accord du Conseil municipal.

Un commissaire rappelle à M. Pagani que, à Berne, il faut parler l'allemand et que, contrairement à Genève, la Confédération a largement subventionné l'aéroport de Zurich et que l'urbanisme a été profondément modifié lors de la création de la nouvelle gare. Il ajoute que ce que M. Pagani dit est vrai et signale que le Canton a engagé deux personnes pour faire du lobbying à Berne. Il demande si ces personnes engagées seront aussi utilisées par la Ville.

M. Pagani répond qu'il participe régulièrement au projet d'agglomération et que des fonds ont été obtenus (Sécheron, Voie verte). Il ajoute que la Ville fait entendre son point de vue, avec le Canton, et indique que ce dossier ne pourra pas se résoudre sans des appuis à Berne.

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

Une commissaire demande si les frais engagés par la Ville de Genève seront pris en compte par les CFF.

M^{me} Montserrat Belmonte répond que les frais sont entièrement indemnisés par les CFF.

Une commissaire demande si cet argent a été versé et s'il viendrait en déduction du montant prévu pour la vélostation.

M. Pagani répond qu'il n'y a pas de déduction et que cette indemnité constituera un remboursement du travail déjà effectué.

M^{me} Charollais explique que ce montant ne viendra pas en compensation du montant déjà dépensé pour la vélostation – bien que cela ait été possible – parce que le solde sera suffisant à la réalisation d'une vélostation provisoire.

Discussion et vote

Une commissaire socialiste propose d'auditionner une personne des CFF étant donné qu'il y a plusieurs points transitoires et que la prolongation des droits d'emption s'étend sur vingt ans.

Une commissaire d'A gauche toute! répond que la position des CFF a été clairement exposée par M. Pagani: elle est incontournable, imprescriptible et il n'y a pas de discussion possible.

La commissaire socialiste répond à la commissaire d'A gauche toute! qu'elle demande la position de M. Pagani à M. Pagani et la position des CFF aux CFF.

Un commissaire démocrate-chrétien rappelle qu'il y a une tension très forte entre les CFF et la Ville et estime que les CFF n'auraient jamais osé faire à Berne ou à Zurich ce qu'ils font à Genève. Il trouve que ce n'est pas correct de la part des CFF et pense qu'une audition n'est pas inutile sous l'angle de l'interpellation.

Un commissaire d'A gauche toute! pense que ce n'est pas une bonne idée d'auditionner les CFF, parce que l'on risque de mettre son nez dans les négociations en cours et de commettre des maladresses.

Un commissaire de l'Union démocratique du centre déclare que les interlocuteurs changent sans cesse dans les régions fédérales et que les propos de l'un n'engagent pas les autres. Il ajoute que, pour ces gens, les cantons sont des entités subordonnées. Il estime que l'on n'apprendra rien de plus d'une audition des CFF.

Un commissaire Vert remarque que la vélostation devrait être couverte, à défaut d'être fermée, sans quoi il ne s'agirait que d'un parc à vélos.

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

La présidente estime qu'il faudrait éviter de demander une telle audition sans s'assurer que ce soit sans risque pour les négociations en cours par les parlementaires genevois à Berne.

La présidente soumet au vote la proposition d'audition des CFF. L'audition est refusée (oui: 2 S, 1 DC; non: 2 AGT, 2 Ve, 1 R, 2 L; abstention: 1 S, 2 UDC).

La présidente soumet au vote la proposition PR-744. Par 10 oui (2 AGT, 2 Ve, 1 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) et 3 abstentions (3 S) la proposition PR-744 est acceptée. (*Voir ci-après le texte des arrêtés adoptés sans modification.*)

Premier débat

M. Gérard Deshusses (S). Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, la proposition PR-744 a déconcerté, interloqué et fâché le groupe socialiste. Son contenu est à nos yeux très étonnant.

Ce qui nous irrite, ce n'est pas la construction d'une vélostation. Ce terme nous paraît d'ailleurs bien mal approprié, dans son espèce de français déformé. Il vaudrait mieux parler simplement, comme le faisaient nos grands-parents, de garage à vélos, qu'il s'agisse de stationner dans ce bâtiment 200, 300 ou 1000 vélos. Peu importe. Ce ne sera jamais qu'un garage à vélos, et le terme de «vélostation» est juste une formule barbare. Nous ne sommes pas non plus heurtés par le fait que ce garage à vélos sera une construction provisoire qui pourrait durer de trois à cinq ans, voire de dix à quinze ans...

Ce qui nous déplaît, dans la proposition PR-744, c'est les projets d'extension des Chemins de fer fédéraux (CFF) au sein de la gare de Cornavin, et les conventions en voie de conclusion dans ce sens. Nous ne sommes pas fâchés contre la Ville de Genève, mais contre le Canton, contre nos représentants aux Chambres fédérales et contre les CFF. Nous sommes fâchés, car cette extension se fera en surface. Dans un premier temps – si elle est réalisée – elle empiètera de 27 m sur la place de Montbrillant. Cette atteinte urbanistique est jugée catastrophique par M^{me} Charollais.

De plus, cette extension ne sera peut-être pas la seule que nous aurons à déplorer. La perspective d'une future troisième voie ferroviaire – qui n'a rien à voir avec la proposition PR-744 – pourrait occasionner ce que l'on appelle des extensions viaires jusqu'en 2040. Il s'agit, je pense, de voies secondaires qui boufferont encore plus de terrain – il n'y a pas d'autre terme – dans le quartier de Cornavin.

Au lieu de signer des conventions pour un projet de ce type, il vaudrait mieux

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

aller voir ce qui se fait à Zurich et à Berne. Là-bas, on développe des gares souterraines, dégagant ainsi des surfaces urbaines extrêmement importantes pour le centre-ville. Ce sont là des réalisations immobilières de première importance. A Genève, rien de tel! Quand on va à Berne ou à Zurich, on s'aperçoit que les gares centrales sont progressivement reléguées à un rang subalterne, au profit de gares régionales. Prenez l'exemple de Kloten par rapport à Zurich. Et ce n'est pas fini! Mais à Genève, on donne la priorité à Cornavin et on laisse de côté la Praille ou Cointrin, alors même que l'on se bat pour une troisième voie qui aboutirait directement dans ces gares-là.

Mesdames et Messieurs, le groupe socialiste a d'autres ambitions pour notre ville. Nous souhaitons que les terrains ferroviaires situés aux alentours de Cornavin, à terme, soient rendus à la zone urbaine au cœur même de notre cité. Nous souhaitons obtenir nous aussi ce que les Alémaniques ont réussi à faire. Nous voulons une gare souterraine et revaloriser le centre de notre ville. Or, Cornavin est en plein centre!

Nous attendons de nos autorités cantonales, de nos élus à Berne et des CFF que soit réalisée à Genève la même chose qu'à Zurich, par exemple. Voilà ce que nous voulons. Telle est la raison pour laquelle nous ne refuserons pas la proposition PR-744, Monsieur le maire, mais nous nous abstenons pour vous donner un signal. Certes, le garage à vélos est une bonne idée, mais il cache une possibilité de développement pour notre ville qui, à terme, serait catastrophique, et dont nous ne voulons pas.

M. Rémy Pagani, maire. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je m'associe totalement aux propos de M. Deshusses. Cependant, je ne comprends pas ses conclusions et la raison pour laquelle le Parti socialiste a décidé de s'abstenir. Au contraire, il doit soutenir le Conseil administratif pour faire valoir les droits de la Ville de Genève, comme n'importe quelle agglomération suisse. Ce n'est pas parce que, vu de Zurich ou de Berne, nous sommes au fin fond de la Suisse que nous devons être traités comme des parents pauvres.

Nous sommes actuellement en train de développer une infrastructure nouvelle, la liaison ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA), qui donnera toute leur importance à trois gares régionales: Cornavin – qui ne sera plus la gare centrale – Cointrin – qui devra être directement maillé avec Bellevue et Bellegarde, pour que les TGV arrivent à l'aéroport – et la gare des Eaux-Vives. Je rappelle que, selon le projet d'agglomération, cette dernière deviendra très importante.

J'ai tapé du poing sur la table devant les CFF – c'est d'ailleurs pour cela

que je vous demande de nous soutenir – quand nous avons compris que les 90 millions de francs investis dans la gare ne serviront qu'à valoriser le passage des voyageurs devant les arcades des CFF. Je suis navré de vous le dire, Mesdames et Messieurs! Il n'y a pas eu de réflexion globale à ce sujet, et il se peut très bien que, à la suite de la réflexion globale que nous avons imposée, ce montant investi aujourd'hui pour rénover la gare de Cornavin soit jugé inadapté dans dix ans.

En outre, il y a des problèmes de communication à l'interne des CFF. CFF Infrastructure ne consulte pas la division CFF Immobilier, et voilà comment on en arrive à décider de mordre de 27 m sur le quartier des Grottes, sans s'apercevoir que, pour réaliser un aménagement de qualité à cet endroit, il faut tout raser jusqu'au bas de la place des Grottes. C'est inadmissible!

Nous nous sommes battus contre cela, et j'ai continué à le faire lors de la manifestation qui a marqué le premier coup de pioche des travaux de la gare de Cornavin. J'ai profité de la présence du directeur général des CFF pour lui affirmer que, si nous ne nous réunissons pas dans le mois à venir pour discuter des projets alternatifs, je mettrai les pieds au mur et je m'associerais aux habitants qui se sont mobilisés avec raison pour défendre le bas du quartier des Grottes. En effet, cet endroit est très important pour l'urbanisation de Genève.

Enfin, Mesdames et Messieurs, je crois que cette proposition de convention a au moins cela d'intéressant – nous nous sommes battus pour cela – que, si les CFF ne construisent pas l'extension de la gare du côté de Montbrillant, ces terrains nous reviendront. Aujourd'hui, ils sont entre les mains des CFF, parce que nous ne pouvons pas nous opposer à cette ex-régie fédérale sous peine d'être expropriés. Mais, demain, si les CFF font preuve d'intelligence et décident, pour des raisons stratégiques et selon des considérations plus justes à l'égard de ce qu'ils appellent les «cantons périphériques», d'abandonner leur projet d'extension et de creuser sous la gare pour faire en sorte qu'il y ait effectivement trois gares dans notre canton, la Ville aura alors la possibilité de se porter acquéreur. Dans ce cas, elle pourra acheter au prix actuel des terrains qui vaudront nettement plus dans trois, quatre ou dix ans, et y prévoir des projets intéressants du point de vue du développement de notre ville. Je pense notamment à une auberge de jeunesse plutôt qu'à un hôtel de luxe – un de plus...

Par conséquent, Mesdames et Messieurs, je vous prie de faire bon accueil à la proposition PR-744. Je recommande tout spécialement aux socialistes de soutenir le Conseil administratif, afin que nous pesions d'un poids unanime contre cette sorte d'impérialisme des CFF.

M. Gérard Deshusses (S). Je comprends tout à fait les propos du maire. Mais

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

il faut reconnaître d'emblée, Monsieur le maire, que la Ville ne tient pas le cou-teau par le manche. Si vous avez été invité à la table des négociations, c'est parce que le Canton l'a souhaité – pour une fois qu'il a une bonne idée...

Ensuite, nous n'avons jamais entendu parler, ni dans la bouche des conseil-lers administratifs, ni dans celle des conseillers d'Etat, de la volonté de créer une gare souterraine à Cornavin. Or, pour nous, socialistes, c'est la seule solu-tion réellement envisageable et crédible. N'ayant aucun écho d'un tel projet, nous ne pourrons pas vous suivre, Monsieur le maire. J'ajoute que les conven-tions dont vous faites état n'empêcheront pas les CFF de réaliser une extension ferroviaire en surface à Cornavin, car la Ville n'a aucun pouvoir décisionnel en la matière.

Vous nous dites que, à terme, la gare des Eaux-Vives et celle de Cointrin auront un rôle principal, mais pourquoi les CFF envisagent-ils alors l'extension de la zone de Cornavin jusqu'en 2040? Il y a là un paradoxe, pour ne pas dire une contradiction, qui nous laisse perplexes. Nous sommes d'accord qu'il faille garder une gare à Cornavin, mais elle doit être rendue progressivement plus modeste et enterrée, afin de permettre la réalisation de projets immobiliers. Nous vous fai-sions confiance pour en convenir avec nous, Monsieur Pagani, mais ce n'est pas avec ces conventions que vous parviendrez à imposer ce point de vue, elles n'y suffiront jamais.

Il faut être beaucoup plus exigeant, Monsieur le maire, beaucoup plus pugnace dans ces débats-là. Je sais que la Ville n'y représente que la portion congrue par rapport au Canton aux Chambres fédérales, mais les CFF se gaussent de Genève, au cas où vous ne le sauriez pas! Ils disent que, comme les Genevois ne sont pas capables de parler d'une seule voix et de créer un lobby, ils peuvent se moquer de nous tant qu'ils veulent. C'est très grave.

Dans ces conditions, Monsieur le maire, nous ne nous opposons pas à votre position, mais nous nous abstenons tout à l'heure, lors du vote de la propo-sition PR-744. Nous vous donnons un signal pour vous encourager à reprendre votre modeste bâton de pèlerin et aller convaincre le Conseil d'Etat – ce sera loin d'être facile – de travailler main dans la main avec nos élus au Conseil fédéral et aux Chambres fédérales, avant de revenir avec de véritables projets semblables à ceux réalisés ailleurs.

Il est vrai qu'ils pourraient coûter des milliards de francs, et que Genève risque de se les voir retrancher à force de faire rire d'elle avec ses *Genfereien* successives, mais il est indispensable que nous ayons une vision d'avenir et une véritable ambition pour les terrains aux alentours de Cornavin. Or, le Parti socia-liste n'a encore rien vu venir de tel.

Deuxième débat

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté I est accepté sans opposition (48 oui et 15 abstentions).

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté II est accepté sans opposition (48 oui et 15 abstentions).

Les arrêtés sont ainsi conçus:

ARRÊTÉ I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu la convention signée entre la Ville de Genève et les Chemins de fer fédéraux (CFF) réglant les rapports entre la Ville de Genève et les CFF dans le cadre de la réserve de terrain formulée par les CFF en corrélation avec ses incidences sur le plan localisé de quartier N° 29383 qui prévoyait la construction de deux bâtiments de logements, un hôtel, une vélostation, le maintien d'autres immeubles et des aménagements publics;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Le Conseil administratif est autorisé à inscrire sur les parcelles N^{os} 6243 et 6244, feuille 70 de la commune de Genève, section Cité, sises quartier des Grottes, propriété de la Ville de Genève, un droit d'emption en faveur des Chemins de fer fédéraux (CFF) d'une durée initiale de dix ans, avec une prolongation de dix ans supplémentaires, au prix de 2 467 000 francs, indexé à l'indice genevois des prix à la consommation (indice de référence de mai 2009 de 103.3 – décembre 2005 = 100).

Art. 2. – Le Conseil administratif est autorisé à être au bénéfice d'un droit d'emption sur la parcelle N° 2559, feuille 70 de la commune de Genève, section Cité, sise quartier des Grottes, propriété future des CFF, pour le prix de 963 200 francs indexé à l'indice genevois des prix à la consommation (indice de référence de mai 2009 de 103.3 – décembre 2005 = 100).

Art. 3. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 1 013 200 francs, évaluation de l'indice genevois des prix à la consommation sur cinq ans, frais

Proposition: droits d'emption et vélostation provisoire à Cornavin

d'acte, émoluments, enregistrement compris, en vue de cette acquisition ou de l'exercice de ce droit d'emption.

Art. 4. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article 3 au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 013 200 francs.

Art. 5. – La dépense prévue à l'article 3 sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine financier.

Art. 6. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, épurer et radier toutes servitudes à charge et au profit des parcelles concernées.

Art. 7. – Le Conseil administratif est autorisé à signer tous les actes authentiques relatifs à ces opérations.

Art. 8. – L'opération ayant un caractère d'utilité publique, le Conseil administratif est chargé de demander au Conseil d'Etat l'exonération des droits d'enregistrement et des émoluments du Registre foncier.

ARRÊTÉ II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu la convention signée entre la Ville de Genève et les Chemins de fer fédéraux (CFF) réglant les rapports entre la Ville de Genève et les CFF dans le cadre de la réserve de terrain formulée par les CFF en corrélation avec ses incidences sur le plan localisé de quartier N° 29383 qui prévoyait la construction de deux bâtiments de logements, un hôtel, une vélostation, le maintien d'autres immeubles et des aménagements publics;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Le crédit de réalisation de 1 342 000 francs utilisé partiellement (proposition PR-494 votée le 17 janvier 2007) est bouclé.

Art. 2. – Ainsi, il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 1 250 000 francs pour les études et la réalisation d'une vélostation provisoire sur les parcelles N^{os} dp 7525, dp 7527, 6244 et 6243 de la commune de Genève, section

Cité, propriété de la Ville de Genève, et sur la parcelle N° 2559, même section et commune, propriété d'Assetimmo Fondation de placements immobiliers (nouveau propriétaire CFF).

Art. 3. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article 2 au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 250 000 francs.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article 2 sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine financier, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2010 à 2029.

Art. 5. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, modifier, épurer et radier toutes servitudes à charge ou au profit des parcelles citées à l'article 2 permettant la réalisation de cette opération.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, les arrêtés deviennent définitifs.

9. Résolution du 17 février 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Renate Cornu, Florence Kraft-Babel, Marie-France Spielmann, Ariane Arlotti, Maria Pérez, Marie-Pierre Theubet, Frédérique Perler-Isaaz, Christiane Olivier, MM. Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Rémy Burri, Salvatore Vitanza, Christophe Buemi, Yves de Matteis, Thierry Piguët, Roland Crot et Pascal Rubeli: «Une nuit? Ce n'est pas assez (Nuit des musées)!» (R-130)¹.

PROJET DE RÉOLUTION

Considérant:

- que Genève est l'une des dernières villes à organiser une Nuit des musées;
- que cette manifestation génère un coût important pour quelques heures nocturnes;
- que l'événement peut s'allier de nombreux sponsors,

le Conseil municipal propose:

¹ Annoncée, 5070

- que la Nuit des musées ne se contente pas de ce qui se fait déjà;
- que, pour un investissement comparable, Genève offre une prolongation de la manifestation dans l'espace public;
- que dans cette perspective la Ville offre une quinzaine des «arts en milieu urbain»;
- que cette proposition soit étudiée afin de réaliser une première édition en 2011.

La résolution est renvoyée à la commission des arts et de la culture sans débat de préconsultation.

10. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

11. Interpellations.

Néant.

12. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 23 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	5218
2. Communications du bureau du Conseil municipal	5218
3. Motion du 23 mars 2010 de MM. Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Alexandre Chevalier, Rémy Burri, Alexandre Wisard, Fabien Sartoretti, Grégoire Carasso, M ^{mes} Catherine Buchet-Harder, Salika Wenger et Isabelle Brunier: «Pour fêter ensemble la nouvelle année dans la Vieille-Ville de Genève!» (M-905).	5218
4. Interpellation du 23 mars 2010 de M. Christophe Buemi: «Protégeons les écoliers et les piétons et réglons mieux le trafic pendant les travaux du TCOB du lundi au vendredi!» (I-208).	5228
5. Rapport de la commission des arts et de la culture chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 18 juin 2008 en vue de l'ouverture d'un crédit destiné à la finalisation du catalogage rétrospectif des collections des bibliothèques scientifiques de la Ville de Genève, soit:	
– un crédit de 4 800 000 francs pour la variante 1;	
– un crédit de 6 200 000 francs pour la variante 2;	
– un crédit de 10 000 000 de francs pour la variante 3 (PR-629 A) .	5232
6. Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 2 septembre 2009 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant net total de 49 941 700 francs, soit:	
– un crédit brut de 63 263 700 francs, financé par le fonds spécial issu du legs Lancoux pour un montant de 8 300 000 francs et par le Fonds d'équipement communal pour un montant de 7 000 000 de francs, soit un crédit net de 47 963 700 francs, destiné à l'agrandissement et à la rénovation du Musée d'ethnographie de Genève, situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle N° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève;	
– un crédit de 211 600 francs destiné à l'équipement en matériel informatique et de télécommunication du Musée d'ethnographie de Genève, situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle N° 472,	

- feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève;
- un crédit de 1 766 400 francs destiné à l'équipement des salles d'exposition et des ateliers du Musée d'ethnographie de Genève, situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle N° 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève (PR-739 A) 5257
7. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 3 février 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 180 000 francs en faveur de la mise en place d'un nouveau concept de célébration de la Fête nationale du 1^{er} Août en ville de Genève (PR-772 A) 5292
8. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 23 septembre 2009 en vue de/du:
- l'inscription d'un droit d'emption sur les parcelles N°s 6243 et 6244 de la commune de Genève, section Cité, sises aux Grottes, propriété de la Ville de Genève, au profit des Chemins de fer fédéraux (CFF);
 - l'inscription d'un droit d'emption sur la parcelle N° 2559 de la commune de Genève, section Cité, sise aux Grottes, propriété d'Assetimmo Fondation de placements immobiliers (nouveau propriétaire CFF) au profit de la Ville de Genève;
 - l'ouverture d'un crédit de 1 013 200 francs destiné à l'exercice du droit d'emption sur la parcelle N° 2559 ou de son achat;
 - boucllement du crédit de 1 342 000 francs voté le 17 janvier 2007 (PR-494) permettant ainsi l'ouverture d'un crédit de 1 250 000 francs, pour les études et la réalisation d'une vélostation provisoire sur les parcelles N°s dp 7525, dp 7527, 6244 et 6243 de la commune de Genève, section Cité, propriété de la Ville de Genève, et sur la parcelle N° 2559 mêmes section et commune, propriété d'Assetimmo Fondation de placements immobiliers (nouveau propriétaire CFF) (PR-744 A) 5307
9. Résolution du 17 février 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Renate Cornu, Florence Kraft-Babel, Marie-France Spielmann, Ariane Arlotti, Maria Pérez, Marie-Pierre Theubet, Frédérique Perler-Isaaz, Christiane Olivier, MM. Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Rémy Burri, Salvatore Vitanza, Christophe Buemi, Yves de Matteis, Thierry Piguet, Roland Crot et Pascal Rubeli: «Une nuit? Ce n'est pas assez (Nuit des musées)!» (R-130) 5320

10. Propositions des conseillers municipaux	5321
11. Interpellations	5321
12. Questions écrites	5321

La mémorialiste:
Marguerite Conus